



Nations Unies

**Office des Nations Unies contre la drogue
et le crime**

Rapport financier et états financiers audités

de l'année terminée le 31 décembre 2022

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-dix-huitième session

Supplément n° 5J

**Office des Nations Unies contre la drogue
et le crime**

**Rapport financier
et états financiers audités**

de l'année terminée le 31 décembre 2022

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2023

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

| <i>Chapitre</i> | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Lettres d'envoi | 5 |
| I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes . | 7 |
| II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes | 10 |
| Résumé | 10 |
| A. Mandat, étendue de l'audit et méthode | 13 |
| B. Constatations et recommandations | 14 |
| 1. Suite donnée aux recommandations antérieures | 14 |
| 2. Aperçu de la situation financière | 15 |
| 3. Gestion financière et comptable | 19 |
| 4. Gestion des biens | 23 |
| 5. Gestion globale des risques | 26 |
| 6. Gestion des achats | 29 |
| 7. Gestion des programmes et des projets | 31 |
| C. Informations communiquées par l'administration | 35 |
| 1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens | 35 |
| 2. Versements à titre gracieux | 35 |
| 3. Cas de fraude ou de présomption de fraude | 35 |
| D. Remerciements | 37 |
| Annexe | |
| État d'application des recommandations jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2021 . | 38 |
| III. Certification des états financiers | 54 |
| IV. Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2022 | 55 |
| A. Introduction | 55 |
| B. Objectifs et stratégies | 55 |
| C. Aperçu des activités | 56 |
| D. Aperçu de l'exécution du budget | 58 |
| E. Analyse financière | 64 |
| F. Risques, enjeux et améliorations pour 2022 et au-delà | 65 |

| | |
|---|----|
| V. États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2022 | 68 |
| Notes relatives aux états financiers | 73 |

Lettres d'envoi

Lettre datée du 31 mars 2023, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément à la règle de gestion financière 406.3 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les états financiers de l'Office pour l'année terminée le 31 décembre 2022, que j'approuve par la présente lettre.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

La Directrice exécutive
de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
(*Signé*) Ghada Fathi Ismail **Waly**

**Lettre datée du 26 juillet 2023, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Président du Comité
des commissaires aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes ainsi que le rapport financier et les états financiers audités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'année terminée le 31 décembre 2022.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine
(Signé) **Hou Kai**

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 décembre 2022, l'état de la performance financière (état II), l'état des variations de l'actif net (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V), ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA) et aux Normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont énoncées dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'ONUDC conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Informations autres que les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (chap. IV), mais ne comprennent pas les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de l'audit des états financiers, notre obligation consiste à lire ces autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle d'états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'ONUDC à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Office ou de cesser son activité, ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'ONUDC.

Responsabilités des commissaires aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre de notre audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

a) nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants et suffisants pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui lié à une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

b) nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'ONUDC ;

c) nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies par cette dernière ;

d) nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des

événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'ONUDC à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'ONUDC à cesser son exploitation ;

e) nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À notre avis, les opérations comptables de l'ONUDC qui ont été portées à notre connaissance ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

Le Contrôleur général de la République du Chili
(Auditeur principal)
(Signé) Jorge **Bermúdez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France
(Signé) Pierre **Moscovici**

Le 26 juillet 2023

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a été créé pour permettre à l'Organisation d'exécuter de manière intégrée ses programmes de lutte contre la drogue et le crime, en s'attaquant aux problèmes interdépendants du contrôle des drogues, de la prévention du crime et de la lutte contre le terrorisme international, dans la perspective du développement durable et de la sécurité humaine (ST/SGB/2004/6). Il mène toute une série d'initiatives, notamment des projets de développement alternatif et des programmes de contrôle de cultures illicites et de lutte contre le blanchiment d'argent.

Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'ONUDC pour l'année terminée le 31 décembre 2022. L'audit intermédiaire a été réalisé au siège, à Vienne, du 3 octobre au 4 novembre 2022 ; au Bureau régional de l'ONUDC pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, à Panama, du 21 novembre au 21 décembre 2022 ; au Bureau régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, à Dakar ; au Bureau régional de l'ONUDC pour l'Asie du Sud, à New Delhi, du 23 janvier au 24 février 2023. L'audit final des états financiers a été réalisé du 11 avril au 12 mai 2023 au siège de l'ONUDC.

Étendue de l'audit

Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale et qui ont fait l'objet d'une discussion avec la direction de l'ONUDC, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'ONUDC au 31 décembre 2022 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

De plus, le Comité a examiné la gestion de l'ONUDC en application de l'article 7.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités.

Il a en outre examiné les mesures prises par l'ONUDC pour donner suite aux recommandations formulées antérieurement.

Opinion du Comité des commissaires aux comptes

Le Comité considère que les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'année terminée à cette date, conformément aux normes IPSAS.

Conclusion générale

Le Comité n'a pas relevé d'erreur, d'omission ni d'inexactitude significative lors de l'examen des documents comptables de l'ONUDC pour l'année terminée le 31 décembre 2022. Il a toutefois constaté que des progrès pouvaient être réalisés dans les domaines suivants : gestion financière et comptable ; gestion globale des risques ; gestion des achats ; gestion des projets et des programmes ; informatique et communications.

Le montant total des produits s'étant établi à 430,65 millions de dollars (soit une augmentation de 12,87 millions de dollars par rapport à 2021) et celui des charges à 405,59 millions de dollars, les états financiers font apparaître un excédent de 25,06 millions de dollars pour 2022 (contre 61,26 millions en 2021). De plus, la situation financière générale de l'ONUDC est restée saine en 2022, les actifs courants étant plus de quatre fois supérieurs aux passifs courants et le total de l'actif plus de trois fois supérieur au total du passif.

Principales constatations

Les principales constatations du Comité sont les suivantes :

Nécessité de réévaluer les critères de constatation des immobilisations corporelles

Lorsqu'il a passé en revue les actifs portés en immobilisations corporelles à l'ONUDC, le Comité a constaté que plusieurs éléments ne répondaient pas aux critères permettant de les porter en immobilisations corporelles.

Excédent du fonds de recouvrement complet des coûts

Le Comité a relevé que les recettes du fonds « 64DCR » s'élevaient à 22,32 millions de dollars, soit environ trois fois les dépenses enregistrées au 31 décembre 2022, ce qui se traduit par un excédent de 15,59 millions de dollars au cours de la même période.

Nécessité d'améliorer la gestion des risques

Après avoir analysé l'inventaire des risques de l'ONUDC, le Comité a relevé que certains éléments n'avaient pas été mis à jour correctement. Il a relevé également que l'exercice d'évaluation des risques avait pris du retard, puisqu'il était en cours depuis plus d'un an. Le Comité a relevé en outre que certaines mesures prévues dans le rapport fourni au Comité exécutif de l'ONUDC en décembre 2021 ne figuraient pas dans le plan de traitement et de gestion des risques, et que certaines mesures de traitement des risques ne comportaient pas suffisamment d'informations sur l'impact des mesures d'atténuation.

Subventions arrivées à expiration et soldes restant dus

Il est ressorti de l'examen des subventions enregistrées dans Umoja qu'un grand nombre de subventions arrivées à expiration étaient en attente de clôture opérationnelle depuis plus de six mois au 31 décembre 2022.

Principales recommandations

Sur la base de ses constatations, le Comité recommande que l'ONUDC :

Nécessité de réévaluer les critères de constatation des immobilisations corporelles

a) procède à une analyse complète des critères permettant de porter des actifs en immobilisations corporelles en évaluant si une modification de

l'approche suivie pourrait permettre de mieux représenter la nature des immobilisations en cours actuellement portées en immobilisations corporelles dans les états financiers de l'Office, ainsi qu'en déterminant l'incidence qu'une modification de l'approche suivie pourrait avoir sur le plan financier ;

Excédent du fonds de recouvrement complet des coûts

b) prenne les mesures voulues pour que, à l'avenir, le solde du fonds « 64DCR » soit maintenu à un niveau approprié, comme le prévoient les directives et procédures pertinentes ;

Nécessité d'améliorer la gestion des risques

c) mette à jour l'inventaire des risques, ainsi que le plan de traitement et de gestion des risques, lequel devrait aussi comporter des mesures spécifiques et mesurables de traitement des risques, de sorte qu'il soit rendu compte correctement des résultats issus de la gestion des risques, et ce, dans les deux documents ;

Subventions arrivées à expiration et soldes restant dus

d) applique d'autres mesures d'efficacité assorties de délais, comme celles mises en place dans ses bureaux extérieurs, afin de permettre une gestion efficiente des subventions qui sont toujours en phase de clôture opérationnelle ;

Suite donnée aux recommandations antérieures

Le Comité a constaté que, sur les 33 recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2021, 22 (soit 67 %) avaient été appliquées intégralement, 9 (27 %) étaient en cours d'application et 2 (6 %) étaient devenues caduques.

Chiffres clés**911 membres du personnel répartis dans plus de 80 pays****430,65 millions de dollars** Montant des produits en 2022**405,59 millions de dollars** Montant des charges en 2022**25,06 millions de dollars** Excédent pour l'année**1 324,01 millions de dollars** Actif**376,30 millions de dollars** Passif**947,71 millions de dollars** Actif net**371,76 millions de dollars** Montant révisé des ressources
extrabudgétaires pour 2022**22,97 millions de dollars** Budget ordinaire révisé en 2022**A. Mandat, étendue de l'audit et méthode**

1. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a été créé pour permettre à l'Organisation d'exécuter de manière intégrée ses programmes de lutte contre la drogue et le crime, en s'attaquant aux problèmes interdépendants du contrôle des drogues, de la prévention du crime et de la lutte contre le terrorisme international, dans la perspective du développement durable et de la sécurité humaine ([ST/SGB/2004/6](#)). Il mène toute une série d'initiatives, notamment des projets de développement alternatif et des programmes de contrôle de cultures illicites et de lutte contre le blanchiment d'argent. En décembre 2022, il comptait environ 557 membres du personnel recrutés sur le plan international et 354 agents locaux et intervenait à partir de plus de 115 bureaux physiques répartis partout dans le monde, couvrant plus de 80 pays. Pratiquement l'ensemble de ses activités se déroulent dans le cadre de projets autonomes menés aux niveaux national, régional et mondial.

2. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'ONUDC pour l'année terminée le 31 décembre 2022, en application de la résolution [74 \(I\)](#) adoptée par l'Assemblée générale en 1946. Il a conduit son audit conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ([ST/SGB/2013/4](#)) et aux règles de gestion financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Fonds du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ([ST/SGB/2015/4](#), annexe III), ainsi qu'aux Normes internationales d'audit et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

3. Le contrôle avait pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'ONUDC au 31 décembre 2022 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il s'agissait notamment de savoir si les charges figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les produits et les charges avaient été convenablement classés et comptabilisés, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU.

4. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

5. Le Comité a également procédé à l'examen de la gestion de l'ONUDC en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités de l'Office.

6. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'ONUDC, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

B. Constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

7. Le Comité a constaté que, sur les 33 recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2021, 22 (soit 67 %) avaient été appliquées intégralement, 9 (27 %) étaient en cours d'application et 2 (6 %) étaient devenues caduques. On trouvera à l'annexe du chapitre II du présent rapport des précisions sur l'état d'application des recommandations formulées les années antérieures. On trouvera dans le tableau II.1 l'état d'application des recommandations concernant les états financiers tel qu'indiqué par l'ONUDC.

Tableau II.1

État d'application des recommandations

| Rapport et année sur laquelle porte l'audit | Nombre de recommandations | Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2021 | Recommandations appliquées | Recommandations en cours d'application | Recommandations non appliquées | Recommandations devenues caduques | Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2022 |
|--|------------------------------|--|-------------------------------|--|-----------------------------------|--------------------------------------|--|
| A/71/5/Add.10 , chap. II (2015) | 17 | 1 | – | – | – | 1 | – |
| A/74/5/Add.10 , chap. II (2018) | 10 | 2 | 1 | 1 | – | – | 1 |
| A/75/5/Add.10 , chap. II (2019) | 13 | 2 | – | 2 | – | – | 2 |
| A/76/5/Add.10 , chap. II (2020) | 14 | 7 | 4 | 2 | – | 1 | 2 |
| A/77/5/Add.10 , chap. II (2021) | 21 | 21 | 17 | 4 | – | – | 4 |
| Total | 75 | 33 | 22 | 9 | – | 2 | 9 |

8. Le Comité prend note des progrès accomplis par l'administration dans la mise en œuvre de ses recommandations, en particulier celles formulées dans le rapport [A/77/5/Add.10](#), chap. II (2021), dont le taux d'application atteint 81 %. Toutefois, l'administration doit encore prendre des mesures pour donner suite aux recommandations restant à appliquer et en cours d'application, en se concentrant sur celles formulées dans les rapports [A/74/5/Add.10](#), chap. II (2018), et [A/75/5/Add.10](#),

chap. II (2019), qui n'ont pas encore été appliquées et qui portent sur la gestion des programmes ainsi que l'informatique et les communications.

2. Aperçu de la situation financière

Performance financière

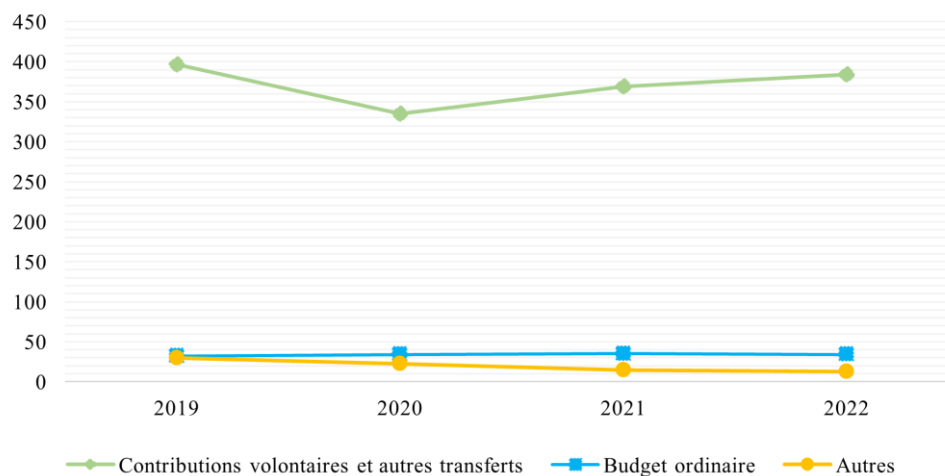
9. Au 31 décembre 2022, les produits s'élevaient à 430,65 millions de dollars (contre 417,78 millions de dollars en 2021), tandis que les charges pour la même période atteignaient 405,59 millions de dollars (contre 356,52 millions de dollars en 2021). Ainsi, on a constaté une diminution de 36,19 millions de dollars de l'excédent (59,08 %), celui-ci ayant été ramené de 61,26 millions de dollars en 2021 à 25,06 millions de dollars en 2022.

10. En ce qui concerne l'évolution des produits de l'ONUDC de 2019 à 2022, en 2020 une diminution de 15,51 % des contributions volontaires et autres transferts a été observée par rapport à 2019, qui pourrait tenir principalement aux effets de l'apparition de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Toutefois, depuis 2020, on observe une légère tendance à la hausse de ces produits. En ce qui concerne le budget ordinaire de l'ONUDC, cet élément de revenu est resté stable en moyenne au cours des quatre dernières années, représentant en moyenne 7,95 % de l'ensemble des recettes de l'ONUDC. En général, les autres sources de revenu (telles que le revenu des placements, les services fournis et les autres recettes accessoires) ont diminué en moyenne de 23,5 % en glissement annuel au cours des quatre dernières années. On trouvera à la figure II.I l'évolution de la composition des produits de l'ONUDC de 2019 à 2022.

Figure II.I

Évolution de la composition des produits de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour la période 2019-2022

(En millions de dollars des États-Unis)

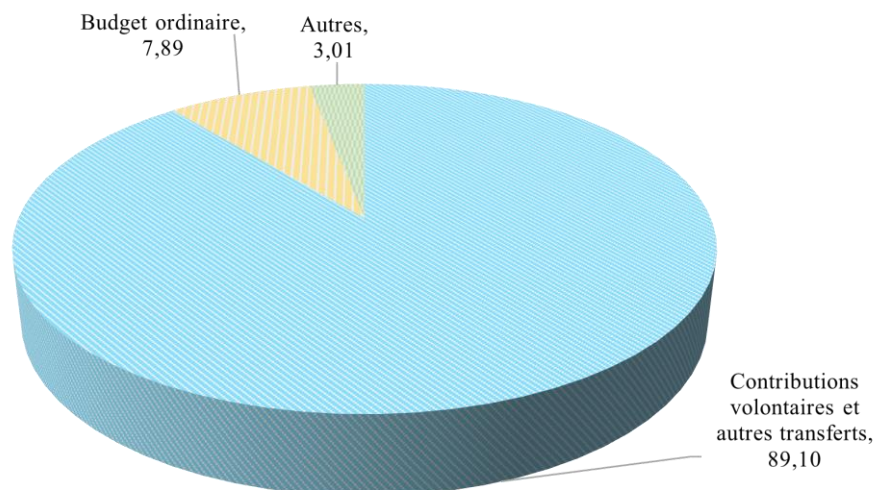


Source : Performance financière de l'ONUDC pour les années 2019 à 2022.

11. Comme le montre la figure II.II, la composition des produits de l'ONUDC traduit une forte dépendance à l'égard des contributions volontaires et des autres transferts et allocations. En 2022, cette catégorie a représenté 383,71 millions de dollars (contre 368,77 millions de dollars en 2021), soit 89,10 % des produits de cette période.

Figure II.II
**Composition des produits de l'Office des Nations Unies contre la drogue
 et le crime au 31 décembre 2022**

(En pourcentage)



Source : État de la performance financière de l'ONUDC pour l'année terminée le 31 décembre 2022.

12. L'augmentation des charges est principalement attribuable à une hausse de 125,11 % des frais de voyage, qui se sont élevés à 47,36 millions de dollars en 2022 (contre 21,04 millions de dollars en 2021), ce qui s'explique par la levée progressive des restrictions aux déplacements du personnel qui avaient été imposées face à la crise sanitaire. Dans le même ordre d'idées, les services contractuels, relevant des frais de fonctionnement divers, ont augmenté de 25,98 %, s'élevant à 58,57 millions de dollars en 2022 (contre 46,49 millions de dollars en 2021), en raison d'une augmentation de diverses dépenses liées à l'organisation de réunions en présentiel et d'ateliers et à des services de voyage.

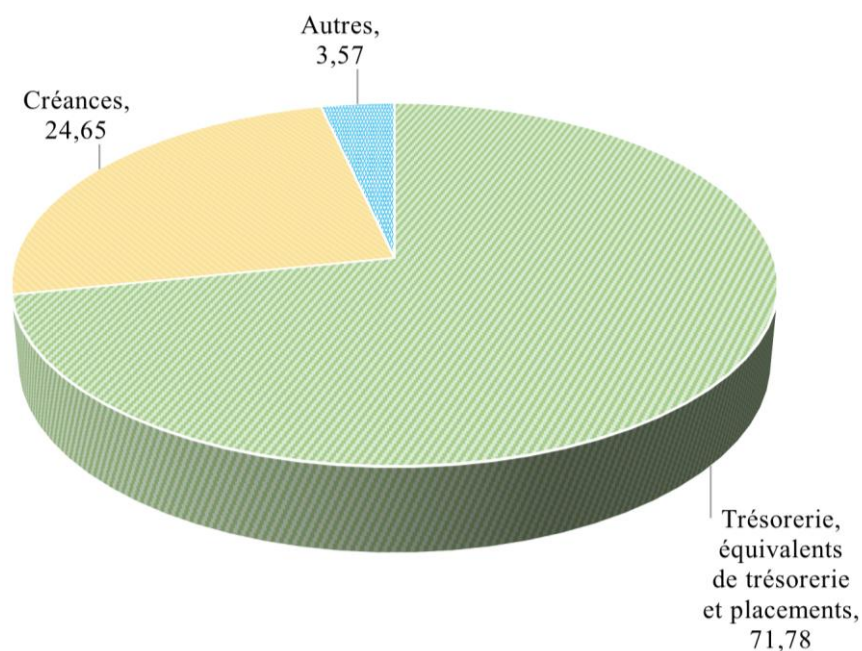
13. Conformément aux méthodes comptables de l'ONUDC, les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération et les écarts de change qui en résultent sont comptabilisés en résultat. Ainsi, en 2022, les charges associées aux pertes de change nettes se sont élevées à 9,19 millions de dollars (contre 2,43 millions de dollars de gains de change en 2021).

Situation financière

14. Au 31 décembre 2022, comme le montre la figure II.III, les deux principales composantes de l'actif de l'ONUDC étaient d'une part la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements, qui s'élevaient à 950,37 millions de dollars (contre 944,86 millions en 2021), et d'autre part les créances (contributions volontaires et autres), qui se chiffraient à 326,40 millions de dollars (contre 289,94 millions en 2021). Au total, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et les créances représentaient 1 276,78 millions de dollars (contre 1 234,80 millions en 2021), soit 96,43 % du total de l'actif, qui s'établissait à 1 324,01 millions de dollars (contre 1 277,20 millions de dollars en 2021). La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements sont gérés par le Secrétariat de l'ONU dans le cadre d'un fonds de gestion centralisée des liquidités. Les produits des placements revenant à l'ONUDC se sont chiffrés à 3,92 millions de dollars (contre 0,07 million en 2021).

Figure II.III
**Composition de l'actif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
 au 31 décembre 2022**

(En pourcentage)

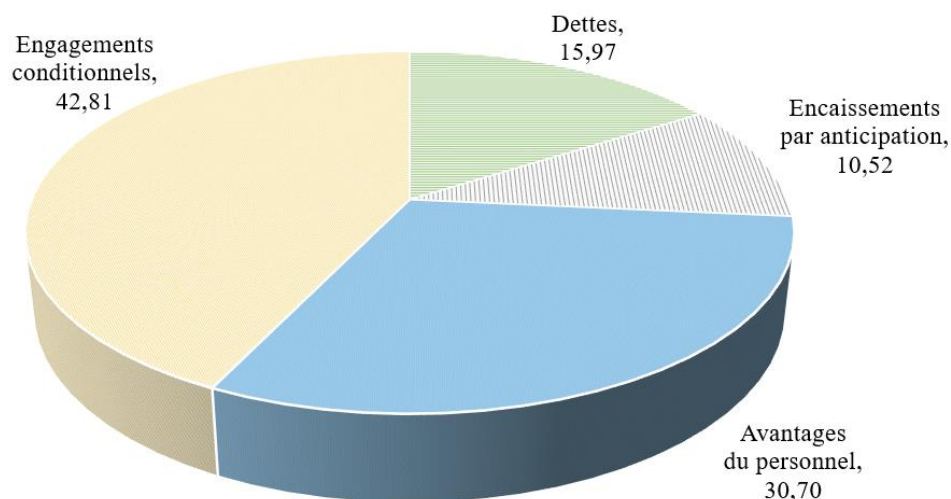


Source : État de la situation financière de l'ONUDC pour l'année terminée le 31 décembre 2022.

15. Le montant total du passif s'établit à 376,30 millions de dollars (contre 395,66 millions en 2021) et se compose en premier lieu d'engagements conditionnels s'élevant à 161,11 millions de dollars (contre 157,82 millions en 2021) liés à des accords conditionnels, principalement avec la Commission européenne. Les engagements au titre des avantages du personnel, qui représentaient 115,51 millions de dollars (contre 147,15 millions en 2021), sont le deuxième élément de passif le plus important de l'ONUDC. Ensemble, ils représentaient 276,62 millions de dollars (contre 304,97 millions en 2021), soit 73,51 % du total du passif. Les engagements au titre des avantages du personnel correspondaient au solde en fin d'année des engagements contractés, dont le coût estimatif de l'assurance maladie après la cessation de service (75,70 millions de dollars, contre 102,04 millions en 2021) formait la plus grande part. L'augmentation du taux d'actualisation, en partie compensée par la hausse du taux tendanciel de variation des frais médicaux, a eu pour conséquence un gain actuariel global au titre de l'assurance maladie après la cessation de service de 34,35 millions de dollars (contre un gain de 1,18 million en 2021), comme indiqué dans la note 14 relative aux états financiers de l'ONUDC. On trouvera à la figure II.IV la composition du passif de l'ONUDC au 31 décembre 2022.

Figure II.IV
Composition du passif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
au 31 décembre 2022

(En pourcentage)



Source : État de la situation financière de l'ONUDC pour l'année terminée le 31 décembre 2022.

16. Le Comité a procédé à une analyse des tendances et à une balance chronologique des contributions volontaires à recevoir et des créances diverses de 2019 à 2022 (voir tableau II.2) et a constaté que le montant net s'élevait à 326,40 millions de dollars au 31 décembre 2022, soit une augmentation de 19,63 % par rapport au montant net au 31 décembre 2019 (272,85 millions de dollars). En ce qui concerne l'ancienneté des contributions volontaires à recevoir et des créances diverses, la part des sommes à recevoir depuis plus d'un an sur le total des créances a augmenté, passant de 1,05 million de dollars (0,36 %) en 2021 à 9,10 millions de dollars (2,79 %) en 2022, ce qui s'explique principalement par le retard pris dans l'exécution de projets et les répercussions de ce retard sur la réception ultérieure des contributions volontaires. Cela dit, le faible pourcentage de 2,79 % enregistré en 2022 traduit le fait que la plupart des créances ont continué à être recouvrées rapidement.

Tableau II.2
Ancienneté des contributions volontaires à recevoir et des créances diverses
(2019-2022)

(En millions de dollars des États-Unis)

| Année | Montant dû depuis moins d'un an ^a | Montant dû depuis plus d'un an | Total | Créances impayées depuis plus d'un an (pourcentage du total) |
|-------|--|--------------------------------|--------|--|
| 2019 | 272,85 | — | 272,85 | — |
| 2020 | 299,76 | 9,03 | 308,79 | 2,92 |
| 2021 | 288,90 | 1,05 | 289,95 | 0,36 |
| 2022 | 317,31 | 9,10 | 326,40 | 2,79 |

Source : États financiers de l'ONUDC des années 2019 à 2022 et notes y relatives.

^a Créances non échues et non dépréciées.

Ratios financiers

17. L'analyse des principaux ratios financiers réalisée par le Comité (voir tableau II.3) montre une tendance générale stable au cours des trois dernières années, même si une légère baisse des ratios a été observée en 2022, sauf pour le ratio actif/passif, qui est passé de 3,23 en 2021 à 3,52 en 2022. En outre, malgré la baisse du ratio de liquidité immédiate observée en 2022 (de 4,19 en 2021 à 3,55 en 2022), la situation générale de trésorerie de l'ONUDC est demeurée saine.

Tableau II.3
Analyse des ratios

| <i>Ratio</i> | <i>31 décembre 2022</i> | <i>31 décembre 2021</i> | <i>31 décembre 2020 (après retraitement)</i> |
|---|-------------------------|-------------------------|--|
| Total de l'actif/total du passif^a | | | |
| Actif/passif | 3,52 | 3,23 | 3,07 |
| Ratio de liquidité générale^b | | | |
| Actif courant/passif courant | 4,77 | 5,17 | 4,65 |
| Ratio de liquidité relative^c | | | |
| (Disponibilités + placements à court terme + créances)/passifs courants | 4,58 | 5,04 | 4,51 |
| Ratio de liquidité immédiate^d | | | |
| (Disponibilités + placements à court terme)/passifs courants | 3,55 | 4,19 | 3,60 |

Source : États financiers de l'ONUDC.

^a Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure d'honorer l'ensemble de ses engagements.

^b Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure de régler ses passifs courants.

^c Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

^d Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements).

3. Gestion financière et comptable

Nécessité de réévaluer les critères de constatation des immobilisations corporelles

18. Au paragraphe 5.1.1 du guide pratique de l'ONU sur l'application des normes IPSAS en ce qui concerne les immobilisations corporelles, publié en décembre 2016, il est indiqué qu'un actif n'est porté en immobilisation corporelle selon les normes IPSAS que si, entre autres conditions, il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service associés au bien considéré en découleront à l'ONU.

19. En outre, au paragraphe 5.1.2 du guide pratique susmentionné, il est indiqué que l'ONU contrôle un actif si elle peut l'utiliser, ou en bénéficier d'une autre manière, au service de ses propres objectifs et si elle peut interdire ou limiter l'accès de tiers à cet actif.

20. D'autre part, les biens afférents à des projets sont souvent financés par des subventions et peuvent être achetés (en utilisant les fonds provenant d'une subvention), donnés dans le cadre de la subvention ou construits (en tant que résultat d'immobilisations en cours). À cet égard, au paragraphe 4.2.1 du guide pratique de l'ONU sur l'application des normes IPSAS en ce qui concerne les dispositifs de

financement, publié en décembre 2016, il est indiqué que, pour décider si des biens afférents à des projets doivent être portés en immobilisations corporelles dans les livres de l'ONU, du partenaire d'exécution ou du bénéficiaire final, il convient de déterminer qui contrôle ces biens, puisque les biens afférents aux projets doivent être portés en immobilisations corporelles dans les livres de l'entité qui les contrôle.

21. Ayant passé en revue les biens portés en immobilisations corporelles par l'ONUDC, le Comité a constaté ce qui suit :

a) Entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2022, une immobilisation en cours, d'une valeur de 1,06 million de dollars, a été comptabilisée à l'actif par l'ONUDC puis transférée au bénéficiaire final au cours de la même période. Dans ce cas de figure, les critères permettant à l'ONUDC de porter ce bien en immobilisation corporelle n'étaient pas respectés (avantages économiques qui devaient en découler pour l'ONUDC et contrôle sur le bien) ;

b) Sur la liste des immobilisations en cours au 30 septembre 2022, quatre actifs, d'une valeur totale de 7,77 millions de dollars, ont été portés en immobilisations corporelles par l'ONUDC. Or, tous les cas de figure ne répondaient pas aux critères ci-après : avantages économiques futurs qui devaient revenir à l'ONUDC, ainsi que le contrôle sur les actifs, puisque ceux-ci étaient destinés à être utilisés par le bénéficiaire final et non par l'ONUDC.

22. Le Comité estime que l'ONUDC doit procéder à une analyse pour déterminer si ces actifs répondent ou non aux critères permettant de les porter en immobilisations corporelles. Si l'ONUDC conclut que ces actifs ne répondent pas aux critères voulus, cela signifierait que, dans le cadre de la capitalisation des actifs, l'Office n'évaluerait pas de manière adéquate s'il a le contrôle sur eux et si des avantages économiques en découleraient pour lui à l'avenir, ce qui donne lieu à une classification erronée des actifs qui pourrait nuire à la communication et à la présentation de l'information financière.

23. Le Comité recommande que l'ONUDC procède à une analyse complète des critères permettant de porter des actifs en immobilisations corporelles en évaluant si une modification de l'approche suivie pourrait permettre de mieux représenter la nature des immobilisations en cours actuellement portées en immobilisations corporelles dans les états financiers de l'Office, ainsi qu'en déterminant l'incidence qu'une modification de l'approche suivie pourrait avoir sur le plan financier.

24. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

Amélioration de la procédure d'immobilisation des actifs corporels

25. Au paragraphe 5.1.1 du guide pratique en ce qui concerne les immobilisations corporelles, il est indiqué qu'un actif doit être porté en immobilisation corporelle si, entre autres conditions, il est d'une valeur égale ou supérieure au seuil d'immobilisation des actifs corporels. Ainsi, le seuil d'immobilisation des actifs, fixé à 20 000 dollars, s'applique à l'ensemble du matériel, exception faite de cinq catégories d'actifs corporels (véhicules, bâtiments préfabriqués, systèmes de communication par satellite, groupes électrogènes et matériel de réseau), pour lesquels un seuil de 5 000 dollars a été défini.

26. À l'ONUDC, l'immobilisation standard des actifs corporels se fait automatiquement – après enregistrement de la réception des marchandises – si le numéro d'identification du produit pour le type d'article « ZAST » a été préalablement sélectionné dans le panier et si le code d'imputation « A » a également été choisi.

27. En outre, dans les directives et procédures relatives à l'inventaire physique des biens, publiées en juin 2020 par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, il est indiqué que, comme le prévoit la règle 105.21 du Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, il est dressé des inventaires physiques des immobilisations corporelles conformément aux politiques établies de l'Organisation. Ainsi, il a été défini que les biens immobilisés devaient faire l'objet d'un inventaire physique au moins une fois par an, avant les dates butoirs fixées pour la communication de l'information financière, afin de laisser suffisamment de temps pour le rapprochement des écarts et l'ajustement des données avant l'établissement des états financiers.

28. Ayant passé en revue la procédure d'immobilisation des actifs corporels suivie par l'ONUDC, le Comité a relevé ce qui suit :

a) Seize articles achetés avant 2022, qui figuraient sur la liste des immobilisations corporelles tenue par l'ONUDC au 30 septembre 2022, pour un montant de 472 254 dollars (valeur d'amortissement de 271 694 dollars), ont été considérés comme investissements additionnels et donc portés en immobilisations corporelles en 2022 ;

b) Onze articles devant être portés en immobilisations dans Umoja, pour une valeur totale de 235 730 dollars, ne l'avaient pas été, alors que leur valeur était supérieure au seuil d'immobilisation des actifs. Pour ces cas, il a été constaté ce qui suit :

i) Sept articles, dont quatre avaient été achetés avant 2022, n'avaient pas été portés en immobilisations à la date de l'examen ;

ii) Quatre articles achetés au cours des années précédentes avaient été transférés aux bénéficiaires finals sans avoir été portés en immobilisations.

29. Bien que l'ONUDC ait passé en revue les fichiers d'immobilisations en vue de corriger les erreurs des années précédentes, le Comité considère que les contrôles financiers internes exercés sur la procédure d'immobilisation d'actifs corporels doivent encore être améliorés, puisque l'immobilisation et l'inscription tardives de ce type d'éléments pourraient donner lieu, d'une part, à une sous-représentation des actifs dans les états financiers et, d'autre part, à une surévaluation des charges, puisque la charge d'amortissement de ces actifs est inscrite sur une seule période et non de manière uniforme depuis leur date d'acquisition.

30. En outre, le Comité considère que le fait que des actifs dont la valeur est supérieure aux seuils prévus ne soient pas immobilisés, alors que leur immobilisation devrait se faire automatiquement, risque de compromettre la réalisation des objectifs fixés ou de nuire à l'amélioration de la gestion de ce domaine.

31. Le Comité recommande que l'ONUDC mette en place un mécanisme de contrôle permanent pour veiller à ce que l'immobilisation des actifs corporels soit effectuée en temps voulu.

32. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

Excédent du fonds de recouvrement complet des coûts

33. Conformément aux directives et procédures en matière de recouvrement des coûts, publiées en février 2022 par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, une entité qui fournit un service est tenue de recouvrer l'intégralité des coûts qui sont effectivement associés à la fourniture de ce service. L'objectif est qu'il n'y ait ni profit ni perte, car les entités des Nations Unies sont des organismes sans but lucratif. Or, les profits ou les pertes dans un tel scénario entraînent une redistribution du financement entre entités.

34. Les directives disposent que, en matière de recouvrement des coûts, le solde global du fonds ne doit pas dépasser une année de frais de fonctionnement et que l'écart entre les recettes et les dépenses annuelles ne doit pas être supérieur à plus ou moins 10 % du montant des dépenses engagées.

35. Dans le cadre de ses activités, l'ONUDC fournit des services à des clients externes et internes. Au sein de ses services, l'Office gère ces opérations dans Umoja au moyen du fonds « 64DCR », qui porte à la fois sur les opérations avec recouvrement complet des coûts et sur celles avec contrepartie directe.

36. Ayant analysé les opérations au titre du fonds « 64DCR », le Comité a constaté que, au 31 décembre 2022, le fonds avait enregistré un solde de 15,59 millions de dollars et que les recettes du fonds s'élevaient à 22,32 millions de dollars, soit environ trois fois les dépenses enregistrées pendant la même période (6,74 millions de dollars).

37. Il est ressorti d'une analyse plus approfondie du solde que sur les 15,59 millions de dollars, 14,39 millions (92,3 %) correspondaient à des opérations avec contrepartie directe ayant trait à des services informatiques, à savoir des frais d'assistance et de maintenance de logiciels pour des projets informatiques en cours, tandis que la somme restante de 1,20 million de dollars (7,7 %) correspondait à d'autres activités diverses.

38. Il importe de mentionner que l'une des mesures prises par l'ONUDC s'agissant du solde enregistré dans le fonds « 64DCR » a été d'approuver, le 21 avril 2023, un plan de dépenses pour 2023-2026, comprenant des initiatives stratégiques visant à utiliser le solde.

39. Le Comité prend acte des mesures prises par l'ONUDC pour remédier à l'excédent, tels que l'approbation d'un plan de dépenses et les projets de transformation de l'infrastructure approuvés par les États Membres. Cela dit, le Comité est d'avis qu'il faut encore améliorer la planification interne pour qu'elle tienne mieux compte des facteurs externes et de la demande croissante de services informatiques, l'objectif étant de faire en sorte que les fonds soient utilisés rapidement et d'éviter ainsi que les ressources dorment.

40. Le Comité recommande que l'ONUDC prenne les mesures voulues pour que, à l'avenir, le solde du fonds « 64DCR » soit maintenu à un niveau approprié, comme le prévoient les directives et procédures pertinentes.

41. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

Accords de prestation de services informatiques arrivés à échéance

42. La norme IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe) prévoit que le montant des produits provenant d'une opération est en général déterminé par accord entre l'entité et l'acheteur ou l'utilisateur de l'actif ou du service.

43. Conformément aux critères de la norme IPSAS 9, le chapitre 4 du manuel des normes IPSAS concernant les produits des opérations avec contrepartie directe prévoit que la prestation de services suppose généralement l'exécution par une entité d'une tâche convenue au cours d'une période convenue.

44. Dans le cadre de ses activités, l'ONUDC fournit des services à des clients externes et internes. Parmi les services qu'il procure, il fournit aux gouvernements des solutions logicielles, telles que le développement de logiciels, l'assistance à distance et l'apport de solutions techniques, dont les conditions sont prévues et officialisées par un accord de prestation de services.

45. Dans le cadre de son analyse des produits des opérations avec contrepartie directe, le Comité a examiné les services informatiques fournis par l'ONUDC à

plusieurs gouvernements et relevé que trois accords de prestation de services qui étaient à l'origine de ce type de produits et concernaient le développement d'un logiciel du Système national de contrôle des drogues étaient arrivés à échéance. Il importe de mentionner que ces accords, d'un montant total de 118 000 dollars, avaient été conclus entre 2008 et 2012, et qu'aucun autre consentement écrit, amendement ou communication formelle n'avait été enregistré depuis la signature initiale de ces accords.

46. Le Comité considère que la constatation des produits sur la base d'accords de prestation de service arrivés à échéance ne saurait respecter les dispositions de la norme IPSAS 9, puisque la prestation de services par l'ONUDC doit faire l'objet d'un accord en bonne et due forme. Le Comité estime à cet égard que l'ONUDC devrait contrôler en permanence que les documents qui étayaient la prestation de services et les produits correspondants sont toujours valides et déterminer si un accord à durée indéterminée et/ou un avenant peut être signé en coordination avec ses homologues afin que les produits soient constatés selon les règles.

47. Le Comité recommande que l'ONUDC procède à un examen complet des accords de prestation de service pour recenser ceux qui seraient arrivés à échéance et les mettre à jour, le cas échéant, afin d'avoir des documents valides pendant toute la durée de la prestation.

48. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

4. Gestion des biens

Approbation rétroactive des transferts d'actifs aux bénéficiaires finals

49. Au paragraphe 13.2.29 des Principes directeurs de l'ONU concernant l'application des normes IPSAS, datant de décembre 2013, il est indiqué que la cession peut prendre la forme d'un transfert, d'une donation, d'une vente ou d'une mise au rebut.

50. En outre, l'ONUDC a publié, en mars 2022, une instruction permanente concernant le transfert d'actifs dans le cadre de l'exécution de programmes et de projets, qui décrit deux scénarios dans lesquels un actif peut être transféré à un bénéficiaire final. Le premier scénario décrit les étapes du transfert d'un actif qui est acquis et livré d'abord à l'ONUDC, ou qui était géré par l'Office, puis est remis au bénéficiaire final. Le second scénario décrit les étapes du transfert d'un actif acquis par l'ONUDC et livré directement à un bénéficiaire final. Dans ces deux scénarios, il faut que soient soumis, préalablement au transfert, l'approbation par la ou les personnes dûment habilitées (l'équipe de gestion des biens au siège de l'ONUDC) et le formulaire de demande de transfert d'actifs (par le personnel du projet) précisant la liste du matériel concerné.

51. Compte tenu du retraitement des états financiers de l'ONUDC pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, d'un montant de 3,50 millions de dollars, afin de prendre en compte une immobilisation en cours qui avait été transférée au bénéficiaire en 2019, le Comité a continué d'analyser la procédure de contrôle interne mise en place par l'Office à cet égard.

52. Le Comité a donc demandé la liste des actifs transférés à des bénéficiaires finals au 30 septembre 2022, ce qui a donné lieu aux observations suivantes :

a) Trente-six biens ont été acquis et livrés d'abord à l'ONUDC (ou étaient gérés auparavant par l'ONUDC), puis remis au bénéficiaire final. Pour 15 de ces biens (42 %), représentant un montant de 4,09 millions de dollars, l'approbation du transfert au bénéficiaire final a été reçue après la date effective de transfert (soit un retard moyen de 336 jours) ;

b) Six biens (221 429 dollars) ont été acquis par l'ONUDC et transférés directement aux bénéficiaires finals. Tous ont d'abord été livrés aux bénéficiaires finals avant l'obtention de l'approbation du transfert d'actifs (délai moyen de 40 jours).

53. Concernant les résultats d'audit détaillés aux alinéas a) et b) du paragraphe 52, le Comité a noté que le dispositif de contrôle interne mis en place par l'ONUDC à cet effet était inefficace, les actifs ayant été transférés aux bénéficiaires finals sans autorisation en bonne et due forme de l'Office.

54. Le Comité considère qu'une approbation rétroactive d'un transfert d'actifs au bénéficiaire final pourrait accroître le risque de non-contrôle sur les biens de l'ONUDC, puisque les actifs pourraient être mal utilisés ou utilisés à des fins différentes de celles prévues.

55. De même, le fait de ne pas approuver et régulariser le transfert d'actifs sur le bon exercice financier pourrait entraîner une constatation erronée des charges de l'exercice.

56. Le Comité recommande que l'ONUDC renforce sa procédure de contrôle interne dans le cadre de l'exécution des programmes et des projets afin d'éviter les situations dans lesquelles les transferts d'actifs aux bénéficiaires finals sont approuvés rétroactivement.

57. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

Tenue des fichiers d'immobilisations corporelles

58. Il est indiqué au paragraphe 2 de la procédure et des directives relatives à l'inventaire physique des biens, publiées par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, qu'il est nécessaire de procéder à un inventaire physique pour confirmer l'existence des biens et valider la fiabilité et l'exactitude des fichiers y relatifs.

59. Aux paragraphes 3 et 4 de ces directives, il est établi que les biens immobilisés et non immobilisés doivent faire l'objet d'un inventaire physique au moins une fois par an et que les données figurant dans le fichiers des biens doivent être recoupées avec les résultats de l'inventaire physique, l'objectif étant de s'assurer que les informations figurant dans le fichier sont exactes et fiables.

60. Dans le même ordre d'idées, il est précisé au paragraphe 6 de ces directives que l'existence d'un bien est vérifiée au cours de l'inventaire physique et que les données détaillées concernant un bien (description, emplacement, informations sur l'utilisateur final et statut) font l'objet d'un contrôle croisé pour en vérifier l'exactitude et les confirmer par rapport aux données enregistrées dans le système. Tout écart entre les données détaillées résultant de l'inventaire physique et les données détaillées figurant dans le système doit être consignée et faire l'objet d'un examen et d'un rapprochement ultérieurs.

61. Ainsi, l'inventaire physique des biens de l'ONUDC se déroule en deux phases au cours de l'année : mai-juin pour le matériel (biens non immobilisés) et octobre-novembre pour les actifs (biens immobilisés). Cet inventaire est conduit par le siège de l'ONUDC, qui fournit à chaque bureau extérieur les données devant faire l'objet d'un inventaire physique.

62. Le Comité a passé en revue les fichiers des biens immobilisés et non immobilisés qui étaient dans Umoja au 31 décembre 2022 concernant les bureaux régionaux de l'ONUDC pour l'Asie du Sud, pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et

pour l'Amérique centrale et les Caraïbes. Les observations suivantes ont été faites à l'issue de cette analyse :

a) Bureau régional pour l'Asie du Sud :

i) Deux éléments immobilisés et sept éléments non immobilisés, d'un coût d'acquisition global de 36 137 dollars, étaient attribués dans Umoja à des membres du personnel qui ne faisaient plus partie de l'effectif du Bureau régional ;

ii) Dix-sept éléments non immobilisés, d'un coût d'acquisition de 31 260 dollars, étaient répertoriés au Bureau régional pour l'Asie du Sud, alors qu'ils se trouvaient ailleurs ;

iii) Vingt et un éléments non immobilisés, d'un coût d'acquisition de 23 439 dollars, n'étaient pas attribués dans Umoja à un(e) utilisateur(trice) responsable, alors que, compte tenu de leur nature, ils auraient dû être affectés à l'usage exclusif d'une personne ;

b) Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre :

i) Au total, 336 éléments non immobilisés, d'un coût d'acquisition de 393 403 dollars, n'étaient pas attribués dans Umoja à un(e) utilisateur(trice) responsable, alors que, compte tenu de leur nature, ils auraient dû être affectés à l'usage exclusif d'une personne ;

ii) Cinquante-huit éléments non immobilisés, d'un coût d'acquisition de 85 425 dollars, avaient été comptabilisés en pertes lors de l'inventaire physique effectué en juin 2022 tout en demeurant classés « inutilisés » dans Umoja ;

iii) Quarante-sept éléments non immobilisés, d'un coût d'acquisition de 75 508 dollars, n'ayant pas été inclus dans la liste d'inventaire physique fournie par le siège de l'ONUDC au Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ils n'ont pas été inventoriés par le Bureau régional ;

iv) Un actif immobilisé, d'un coût d'acquisition de 23 859 dollars, a été inventorié par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre lors de l'inventaire physique fait en décembre 2022 ; aucun écart n'a été constaté alors qu'il avait été fait don de cet élément à un bénéficiaire final en janvier 2022.

63. En ce qui concerne les problèmes relevés au Bureau régional pour l'Asie du Sud, il importe de souligner que le Bureau régional avait notifié la plupart d'entre eux au siège de l'ONUDC lors de l'inventaire physique effectué en juin 2022 ; or, en février 2023, les chiffres n'avaient toujours pas été mis à jour dans Umoja.

64. Il convient de noter par ailleurs que, en janvier 2023, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a créé un groupe de travail sur la gestion des biens, composé de membres du personnel de l'ensemble du Bureau régional. Le groupe de travail avait pour mission d'améliorer le processus en procédant à un inventaire physique mensuel, en rectifiant les données et en établissant des notes d'orientation internes et des flux de travail sur la gestion des biens. Plusieurs écarts dans les fichiers relatifs au matériel ont été répertoriés au Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre après la création du groupe de travail ; si les données sur les actifs immobilisés ont été rectifiées dans Umoja par le Bureau régional, celles portant sur les actifs non immobilisés ne l'ont pas été, puisque des écarts subsistaient dans Umoja en février 2023.

65. Le Comité considère que les écarts observés entre les fichiers des biens extraits d'Umoja et les résultats de l'inventaire physique risquent de compromettre la fiabilité des données enregistrées dans le système, ce qui pourrait remettre en question la

bonne gestion des biens de l'ONUDC. À cet égard, il importe de mentionner que le décompte issu de l'inventaire physique doit être comparé aux données figurant dans le fichier du matériel dans Umoja pour s'assurer qu'il est complet et que, lorsque des éléments non enregistrés dans Umoja sont recensés, ils doivent faire l'objet d'un signalement en bonne et due forme.

66. Le Comité est également d'avis que l'ONUDC pourrait adopter des mesures supplémentaires pour améliorer le processus de vérification des fichiers relatifs au matériel. Par exemple, l'ONUDC pourrait envisager de généraliser dans l'ensemble de son réseau de bureaux extérieurs certaines pratiques mises en place par ses bureaux régionaux après avoir évalué l'efficacité des mesures prises et/ou des initiatives menées, telles que la création de groupes de travail chargés de la gestion des biens et l'établissement de notes d'orientation internes et de flux de travail sur la gestion des biens, notamment les étapes à suivre, les délais à respecter et les responsabilités tout au long du processus, ainsi que la possibilité de procéder à des inventaires physiques plus fréquemment, entre autres.

67. Le Comité recommande que l'ONUDC mette en place des mesures supplémentaires, comme celles appliquées dans ses bureaux extérieurs, afin de garantir le respect des procédures et des délais établis en matière de gestion des biens.

68. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

5. Gestion globale des risques

Dispositif de gestion globale des risques

69. Selon le guide à l'intention des responsables sur le dispositif de gestion globale des risques et de contrôle interne, publié en août 2021 par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, la gestion globale des risques offre un cadre visant à faciliter la prise de décisions stratégiques et effectives dans une organisation moderne. En ce qui concerne l'ONUDC, le dispositif de gestion globale des risques, publié en juillet 2014, comportait entre autres une définition des attributions en matière de gestion des risques, lesquelles incombaient notamment au Comité exécutif et au Comité de coordination de la gestion. C'est le Comité exécutif de l'ONUDC qui a la responsabilité générale de la mise en œuvre du dispositif.

70. Ayant passé en revue le dispositif élaboré par l'ONUDC, le Comité a observé ce qui suit :

a) Le dispositif élaboré par l'Office ne permettait pas d'avoir une vue d'ensemble de la gestion globale des risques, puisque certaines dispositions relatives à ce processus et à la méthode à suivre en la matière n'y figuraient pas. Par exemple, il n'existait :

- i) aucune correspondance entre le dispositif et la stratégie de l'ONUDC ;
- ii) aucune mention de la fréquence à laquelle devait se faire la communication de l'information ayant trait à l'inventaire des risques et au plan de traitement et de gestion des risques ;
- iii) aucune mention d'une procédure systématique d'évaluation des risques ni des techniques utilisées pour la collecte des données, le calcul du risque résiduel et la hiérarchisation des risques recensés, entre autres ;
- iv) aucune mention d'une procédure systématique de suivi de l'application des mesures de traitement des risques ;

b) Le dispositif prévoyait que certaines attributions incombent au Comité de coordination de la gestion, lequel n'existe plus. Actuellement, ces fonctions sont assurées par le Comité exécutif de l'ONUDC.

71. Le Comité est d'avis que le fait qu'il n'existe pas de dispositif complet et actualisé concernant la gestion globale des risques pourrait conduire à un processus de gestion des risques inefficace, puisque les attributions et les activités clés, qui sont essentielles à une bonne gestion globale des risques, ne sont pas clairement définies. En outre, l'existence d'un dispositif adéquat contribuerait à une compréhension commune du processus de gestion des risques grâce à une approche systématique et intégrée permettant de recenser, d'évaluer, de hiérarchiser, de gérer et de contrôler en amont les risques susceptibles d'avoir des répercussions sur les opérations de l'ONUDC.

72. Le Comité recommande que l'ONUDC revoie son dispositif de gestion globale des risques et procède aux révisions et actualisations nécessaires pour faire en sorte qu'il soit constamment à jour et rende compte fidèlement de l'évaluation des risques.

73. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

Communication trimestrielle sur la gestion des risques

74. Le dispositif de l'ONUDC prévoit que la responsabilité de la gestion des risques incombe au Comité de coordination de la gestion, lequel doit passer en revue les risques potentiels tous les trimestres et signaler tous les principaux domaines de risque au Comité exécutif de l'ONUDC. Il prévoit également l'inscription d'un point sur la gestion des risques à l'ordre du jour trimestriel récurrent des réunions ordinaires du Comité exécutif de l'ONUDC.

75. Dans le droit fil de l'obligation trimestrielle de communication prévue au titre du dispositif, il est précisé dans le guide à l'intention des responsables que les personnes référentes en matière de gestion globale des risques ont pour obligation de faire un exposé détaillé au comité local de gestion des risques (fonction assumée par le Comité exécutif de l'ONUDC) pour appeler l'attention de l'ensemble de l'équipe dirigeante sur les domaines de risque les plus critiques pour l'entité, ce qui permet de repérer rapidement les changements importants intervenus dans le profil de risque global de l'Office ainsi que de prendre en compte les risques émergents.

76. En outre, il est exigé des responsables de la gestion des risques qu'ils fassent rapport tous les trimestres au Comité de gestion des risques sur l'état d'avancement du plan de traitement et de gestion des risques et rendent compte des mesures prises par l'administration face aux risques recensés au niveau de l'unité administrative.

77. Ayant passé en revue les procès-verbaux des réunions du Comité exécutif de l'ONUDC tenues entre décembre 2021 et septembre 2022, le Comité a constaté qu'aucun point relatif à la gestion des risques n'avait été inscrit à l'ordre du jour trimestriel récurrent. Qui plus est, aucun point relatif à la gestion des risques n'a été présenté au Comité exécutif à la fréquence requise (tous les trimestres). En revanche, le Bureau de la Directrice exécutive de l'ONUDC a publié en décembre 2021 un rapport qui faisait le point sur la gestion globale des risques et portait sur la période de décembre 2020 à novembre 2021.

78. Le Comité estime que le fait qu'il n'y ait ni exposés ni débats trimestriels sur les mesures de gestion des risques et que cette question ne soit pas examinée par le Comité exécutif de l'ONUDC pourrait priver l'équipe dirigeante d'informations importantes, ce qui pourrait empêcher celle-ci de s'acquitter de sa mission d'orientation générale concernant l'exécution de la gestion globale des risques au niveau de l'unité administrative.

79. Le Comité recommande que l'ONUDC veille à ce que des exposés trimestriels sur la gestion globale des risques soient présentés comme prévu au Comité exécutif de l'ONUDC.

80. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

Nécessité d'améliorer la gestion des risques

81. Comme il est indiqué dans le guide à l'intention des responsables, il est fondamental de suivre et d'examiner continuellement les informations relatives aux risques, afin de s'assurer qu'elles permettent de prendre des décisions cohérentes.

82. Il est établi, dans ce guide, que l'inventaire final des risques doit rendre compte pleinement de l'issue des discussions, l'objectif étant de parvenir à un consensus sur les risques critiques, les stratégies à adopter pour y faire face et les responsables de la gestion des risques, et que ce document doit être remis, après avoir fait l'objet d'une révision formelle annuelle, au (à la) chef de département ou de bureau, à l'équipe dirigeante et à la fonction de gestion globale des risques.

83. En ce qui concerne la communication sur les risques et la fréquence à laquelle elle doit se faire, le guide précise que, nonobstant l'obligation d'établir un rapport annuel, l'inventaire des risques doit être considéré comme un document dynamique et donc revu régulièrement, l'objectif étant de surveiller tout changement qui interviendrait dans le profil de risque et de repérer les risques émergents.

84. Ainsi, le plan de traitement et de gestion des risques à l'échelle de l'entité doit rendre compte des mesures prises par l'administration face aux risques recensés au niveau de l'unité administrative, et la fonction de gestion globale des risques doit avoir un rôle de coordination et d'orientation. La Direction exécutive de l'ONUDC a approuvé l'inventaire des risques de l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC en juillet 2014 à la suite de l'approbation donnée par le Comité exécutif. L'inventaire des risques a été mis à jour en décembre 2019 et un plan de traitement et de gestion des risques a été élaboré en novembre 2020.

85. Au cours de son analyse de l'inventaire des risques et du plan de traitement et de gestion des risques de l'ONUDC, le Comité a relevé 26 mises à jour du plan de traitement et de gestion des risques faites par l'Office concernant tel ou tel élément (facteurs clés, procédures de contrôle interne ou mesures prises face aux risques). Cependant, ces modifications n'ont pas été reportées dans l'inventaire des risques, ce qui rend difficile la mise en concordance des deux documents.

86. Lors de son examen de l'inventaires des risques, le Comité a relevé par ailleurs les éléments suivants :

a) Sur un échantillon de huit mesures de traitement des risques, deux n'avaient pas été mises à jour par l'Office ;

b) Pour 13 risques sur 14, la référence définie dans l'inventaire des risques n'avait pas été correctement reliée à la matrice des risques du Secrétariat de l'ONU ;

c) L'ONUDC avait commencé une évaluation des risques afin de mettre à jour son inventaire des risques, mais cet exercice était en cours depuis plus d'un an (c'est-à-dire depuis juillet 2021).

87. De même, lors de son analyse du plan de traitement et de gestion des risques, le Comité a relevé ce qui suit :

a) Neuf « mesures prévues dans les trois à six mois à venir » avaient été recensées dans le rapport faisant le point de la gestion globale des risques, qui avait été remis au Comité exécutif en décembre 2021 ; or, en septembre 2022, les mesures en question ne figuraient pas dans le plan de traitement et de gestion des risques ;

b) Sur un échantillon de huit mesures de traitement des risques, cinq ne comportaient pas suffisamment d'informations sur l'impact des mesures d'atténuation, telles que la date limite de mise en œuvre.

88. Le Comité estime que l'absence d'examen et de mise à jour des outils de gestion globale des risques (inventaire des risques et plan de traitement et de gestion des risques) pourrait donner lieu à une gestion inadéquate des risques par l'ONUDC et à l'adoption de mesures non adaptées, ce qui pourrait restreindre l'efficacité de l'action définie pour y faire face. En outre, si les mesures d'atténuation visant à faire face aux risques recensés ne sont pas définies précisément, l'efficacité de l'évaluation des risques pourrait être compromise.

89. Le Comité conclut que le retard pris dans la mise à jour de l'inventaire des risques et du plan de traitement et de gestion des risques, exercice qui a duré plus d'un an, n'est pas conforme à l'approche concernant les documents dynamiques et que, par conséquent, d'éventuels changements dans le profil de risque ou d'éventuels risques émergents ne seraient pas pris en compte dans l'inventaire des risques et le plan de traitement et de gestion des risques.

90. Le Comité recommande que l'ONUDC mette à jour l'inventaire des risques, ainsi que le plan de traitement et de gestion des risques, lequel devrait aussi comporter des mesures spécifiques et mesurables de traitement des risques, de sorte qu'il soit rendu compte correctement des résultats issus de la gestion des risques, et ce, dans les deux documents.

91. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

6. Gestion des achats

Présentation a posteriori de demandes d'achat

92. Dans le Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, publié en juin 2020, il est indiqué dans plusieurs paragraphes (par exemple, les paragraphes 6.3.2.1 n), 9.6 et 10.1) que les demandes faites a posteriori doivent être de rares exceptions et que, lorsqu'elles se produisent, une justification écrite est fournie pour expliquer les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de soumettre la demande en temps voulu. Il convient d'y expliquer les raisons pour lesquelles la demande est présentée a posteriori et de proposer des mesures visant à remédier à la cause profonde, et ce, afin d'éviter que la situation ne se reproduise.

93. En outre, au paragraphe 7 de la section sur les achats du document sur la délégation de pouvoirs du Secrétaire général aux responsables d'entité, publié en janvier 2019, il est indiqué qu'il est possible d'éviter ce genre de situations grâce à des procédures de contrôle interne adéquates, une bonne planification et des mesures prises en temps voulu par les utilisateurs finals, les demandeurs, les responsables des marchés, les agents certificateurs et le personnel chargé des achats.

94. À l'ONUDC, la procédure de notification a posteriori commence par l'établissement d'un mémorandum intérieur qui doit être signé par le (la) représentant(e) du bureau extérieur/représentant(e) régional(e) (dans le cas du personnel des bureaux extérieurs), sur lequel doivent figurer, entre autres, les raisons qui ont conduit à cette situation, des explications et une proposition sur ce qu'il faudrait faire pour remédier à la cause profonde de cette situation afin d'éviter qu'elle ne se reproduise.

95. Une fois le mémorandum intérieur signé, il doit être soumis au siège de l'ONUDC. Après réception du mémorandum, le Groupe des achats de l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC peut prendre note (ou pas) de la demande. S'il est pris note de la demande, le bureau extérieur concerné peut lancer la procédure de paiement.

96. Ayant demandé les dossiers pour lesquels il y avait eu présentation a posteriori de demandes d'achat par les bureaux extérieurs de l'ONUDC au siège de l'Office au moyen de mémorandums intérieurs entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022, le Comité a noté que, sur 15 demandes, 5 (33,33 %) avaient été soumises par le Bureau régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes et 1 (6,6 %) par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il convient de souligner que le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a signalé que six demandes d'achat avaient été présentées a posteriori au moyen d'un seul et même mémorandum intérieur.

97. Pour ces deux bureaux, toutes les demandes concernaient des services de restauration et d'hébergement. Après une analyse plus poussée, le Comité a constaté ce qui suit :

a) Le Bureau régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes a soumis les mémorandums intérieurs au siège de l'ONUDC en moyenne 122 jours après la prestation des services concernés. Tous les cas ont eu lieu en 2021 mais ont été signalés par le Bureau en 2022 ;

b) Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a soumis au siège de l'ONUDC un mémorandum intérieur concernant six demandes d'achat de services ayant été fournis au Bureau en moyenne 112 jours auparavant ;

c) Les mesures d'atténuation proposées par le Bureau régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes et le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre n'ont pas permis de remédier aux causes profondes du problème, puisqu'il a été constaté que la situation s'était reproduite dans quatre procédures d'achat s'agissant du Bureau régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes et dans cinq procédures d'achat s'agissant du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, lorsqu'il y avait eu augmentation de la demande en services de restauration ou d'hébergement. Il convient de noter que, dans tous les cas, et quelle que soit la cause de la présentation a posteriori des demandes d'achat, les mesures d'atténuation proposées pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise étaient les mêmes.

98. Le Comité est d'avis que la soumission tardive des demandes d'achat présentées a posteriori dont le siège de l'ONUDC est amené à prendre note pourrait entraîner la constatation tardive des charges et, par conséquent, un retard dans le paiement des services fournis par les prestataires, le décaissement ne pouvant être effectué qu'après que le siège de l'ONUDC a pris note de la demande.

99. Le Comité estime en outre que l'ONUDC et ses bureaux extérieurs doivent remédier aux cas les plus fréquents en revoyant les mesures d'atténuation qui sont en place et en proposant des solutions plus concrètes pour réduire au minimum le nombre de demandes présentées a posteriori.

100. Le Comité recommande que l'ONUDC et ses bureaux extérieurs définissent les responsabilités et les délais à respecter s'agissant de la procédure de notification dans les cas de présentation de demandes d'achat a posteriori.

101. Le Comité recommande que l'ONUDC et ses bureaux extérieurs évaluent les mesures d'atténuation en place actuellement et appliquent des mesures plus spécifiques pour éviter, à l'avenir, que des demandes d'achat soient présentées a posteriori.

102. L'ONUDC a souscrit à ces recommandations.

Retard dans les paiements effectués aux fournisseurs

103. Le paragraphe 13.4 du Manuel des achats de l'ONU prévoit comme disposition contractuelle standard, sauf modification contraire par les parties au contrat, que

l'ONU est tenue de payer les biens ou services nets 30 jours après que le fournisseur a rempli de manière satisfaisante ses obligations de livraison, conformément aux conditions de livraison.

104. À cet égard, et comme indiqué dans les conditions de paiement stipulées sur chaque bon de commande, les conditions de paiement standard de l'ONUDC sont de 30 jours après réception a) de la livraison en bon état des biens et/ou de la prestation des services donnant satisfaction, selon le cas, et de la réception finale de ceux-ci par l'ONUDC ou b) d'une facture établie en bonne et due forme et/ou correcte accompagnée des autres documents précisés dans le bon de commande, la date la plus tardive étant retenue.

105. En outre, dans le module 3 du manuel d'utilisation d'Umoja sur les demandes d'achat, publié en décembre 2016, il est indiqué qu'un bordereau de réception est un document produit pour accuser réception de marchandises livrées, tandis qu'une feuille de saisie des services est un document produit par le système pour accuser réception de services fournis.

106. Ayant analysé un échantillon de 30 paiements effectués par les bureaux régionaux de l'ONUDC pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'Afrique de l'Ouest et du Centre et l'Asie du Sud entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022, le Comité a constaté que certains paiements n'avaient pas été effectués dans le délai normal de 30 jours. À cet égard, il a été relevé ce qui suit :

a) Concernant le Bureau régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, dans 22 cas, il s'était écoulé en moyenne 80 jours entre la réception des biens ou des services et le paiement effectif ; le montant des paiements concerné s'élevait à 278 873 dollars ;

b) Concernant le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, dans 23 cas, il s'était écoulé en moyenne 96 jours entre la réception des biens ou des services et le paiement effectif ; le montant des paiements concerné s'élevait à 379 552 dollars.

107. Le Comité craint que les retards observés dans l'échantillon analysé ne dénotent un manque d'efficacité dans la procédure globale de paiement et que la réputation de l'ONUDC n'en soit ternie, les paiements aux prestataires n'étant pas effectués en temps voulu. Ce risque d'atteinte à la réputation pourrait avoir des répercussions sur la décision d'éventuels prestataires de participer à la fourniture de biens ou de services à l'ONUDC, la réputation de l'Office à l'extérieur pouvant être compromise.

108. Le Comité recommande que l'ONUDC, en liaison avec ses bureaux extérieurs, analyse les causes profondes des retards de paiement et que des mesures concrètes soient prises en vue d'améliorer la procédure de paiement dans son ensemble afin d'éviter que la réputation de l'Office ne soit entachée.

109. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

7. Gestion des programmes et des projets

Subventions arrivées à expiration et soldes restant dus

110. Selon les informations disponibles dans le guide des programmes et des opérations de l'ONUDC, la clôture des subventions se divise en deux grandes étapes : la clôture opérationnelle et la clôture financière. La clôture opérationnelle d'une subvention intervient lorsque la date de fin d'un projet a été atteinte et que toutes les activités à exécuter dans le cadre dudit projet l'ont été, alors que la clôture financière intervient lorsqu'il n'y a plus de postes non soldés et que le rapport financier final a été publié. Une fois que la subvention est clôturée sur le plan financier, les soldes non

utilisés doivent être restitués ou reprogrammés en coordination avec les donateurs. La subvention est alors définitivement clôturée.

111. D'autre part, dans le guide Umoja sur la gestion des subventions concernant l'ONUDC, publié en septembre 2018, il est indiqué que la clôture opérationnelle des subventions devrait avoir lieu six mois après la date à laquelle l'accord passé avec le donateur prend fin.

112. Le Comité a relevé que, concernant l'ONUDC, 585 subventions arrivées à expiration dans Umoja, représentant un solde de trésorerie total de 32,57 millions de dollars, étaient en attente de clôture opérationnelle depuis plus de six mois au 31 décembre 2022. Sur ces subventions, 259 (d'une valeur de 9,61 millions de dollars) étaient en attente depuis plus de trois ans.

113. En outre, le Comité a relevé que, sur les 585 subventions arrivées à expiration dont la clôture opérationnelle n'avait pas été faite, 35 (d'une valeur de 2,49 millions de dollars) concernaient le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2 (d'une valeur de 246 055 dollars) concernaient le Bureau régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes et 3 (d'une valeur de 21 656 dollars) concernaient le Bureau régional pour l'Asie du Sud.

114. Le Comité a également relevé que le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre avait créé un groupe de travail sur la gestion des subventions. Celui-ci avait pour mission de gérer et de clôturer les subventions qui étaient en attente depuis longtemps en respectant des délais bien précis, afin que les rapports financiers destinés aux donateurs soient établis rapidement, et d'organiser plusieurs réunions pratiques et concrètes sur la clôture des subventions.

115. Si la décision de reprogrammer ou de restituer les soldes non utilisés incombe en dernier ressort aux donateurs, le Comité est toutefois d'avis que les directeurs de programme de l'ONUDC devraient se coordonner rapidement avec les donateurs sur la question de la reprogrammation ou de la restitution des fonds, afin que la clôture des subventions se fasse dans les meilleurs délais.

116. Le Comité prend note des efforts déployés par l'ONUDC dans ce domaine, notamment la publication de lignes directrices, la communication d'un point mensuel à l'intention des directeurs de projet sur les subventions arrivées à expiration et l'organisation de plusieurs séances de formation en ligne et en présentiel ; cela dit, le Comité considère que l'ONUDC devrait publier des orientations et des instructions supplémentaires assorties de délais précis à l'intention de ses bureaux extérieurs afin de traiter la question de la gestion des subventions sur une longue période. Les pratiques mises en place par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre peuvent être considérées comme un premier pas.

117. Le Comité recommande que l'ONUDC applique d'autres mesures d'efficacité assorties de délais, comme celles mises en place dans ses bureaux extérieurs, afin de permettre une gestion efficiente des subventions qui sont toujours en phase de clôture opérationnelle.

118. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

Utilisation de l'outil de suivi de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information

119. Dans le guide de l'ONUDC consacré à la gestion axée sur les résultats et à l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030, publié en octobre 2018, il est établi que le suivi axé sur les résultats est un élément essentiel d'une gestion efficace des projets et des programmes à l'ONUDC.

120. Il est précisé dans le guide susmentionné que tous les programmes et projets de l'ONUDC, quels que soient leur durée et leur budget, doivent faire l'objet d'un suivi et de rapports systématiques. Ainsi, l'établissement de rapports vise plusieurs objectifs clés ; cela permet notamment de contribuer au respect du principe de responsabilité et à l'amélioration et au développement des systèmes de connaissances aux niveaux institutionnel et mondial. Le rôle primordial de l'établissement de rapports sur l'état d'avancement des programmes à l'intention des participants, des gestionnaires et des parties prenantes est mis en exergue dans le guide.

121. Pour ce faire, l'ONUDC utilise plusieurs mécanismes de communication de l'information, dont les rapports annuels sur l'état d'avancement des projets, qui sont des documents concis axés sur les résultats qui fournissent au siège de l'ONUDC et aux parties prenantes externes des informations essentielles sur l'état d'avancement des projets.

122. Compte tenu de la disposition générale concernant les rapports annuels sur l'état d'avancement des projets, il est précisé dans le guide de l'ONUDC relatif à la gestion de projets, publié en mai 2022, que les rapports annuels sur l'état d'avancement des projets doivent être publiés chaque année à l'aide de l'outil de suivi et du modèle de rapport standard, qui est produit automatiquement à partir de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information et qui contient tous les indicateurs et les résultats issus du suivi.

123. Il importe également de mentionner que, en octobre 2022, la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques de l'ONUDC a informé tous les directeurs de programme que la date butoir pour la finalisation des rapports annuels sur l'état d'avancement des projets pour 2022 était fixée au 28 février 2023. Toutes les équipes de projet devaient saisir les informations voulues dans l'outil de suivi de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information afin de produire les rapports sur l'état d'avancement des projets dans le respect du délai fixé.

124. Le Comité a examiné comment avait été utilisé l'outil de suivi de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information par les bureaux régionaux de l'ONUDC au 28 février 2023, en particulier en ce qui concerne les données relatives aux indicateurs et aux résultats issus du suivi pour 2022. Il a noté à cet égard que, pour 2 des 10 projets régionaux relevant du Bureau régional de l'ONUDC pour l'Amérique centrale et les Caraïbes et 5 des 12 projets régionaux relevant du Bureau régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'outil de suivi de la solution ne faisait apparaître ni indicateurs ni données sur les résultats issus du suivi.

125. Le Comité estime que le fait que les indicateurs et les résultats issus du suivi ne soient pas saisis correctement en temps utile dans la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information risque d'empêcher l'ONUDC de publier ses rapports annuels sur l'état d'avancement des projets et, par conséquent, de compromettre l'utilisation de ces données à des fins de communication de l'information et de gestion des connaissances en interne, ainsi qu'à des fins d'application du principe de responsabilité et de collecte de fonds, puisque c'est au

moyen de ces rapports que l'ONUDC informe les parties prenantes internes et externes des résultats des programmes.

126. Le Comité recommande que l'ONUDC veille à ce que les directeurs de programme utilisent correctement et en temps voulu l'outil de suivi de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information, afin que les rapports annuels sur l'état d'avancement des projets soient publiés dans les meilleurs délais.

127. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation.

Respect des obligations de communication de l'information par les partenaires d'exécution

128. La politique de partenariat de l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC, publiée en novembre 2021, porte surtout sur la collaboration avec des organisations qui partagent les valeurs et les intérêts de l'ONU. Toutes les collaborations avec des partenaires externes sont régies par plusieurs principes qui doivent être constamment respectés. L'un d'eux consiste à s'assurer que les valeurs et les activités du partenaire sont en phase avec les valeurs de l'ONU.

129. Parmi les étapes de la collaboration avec les partenaires d'exécution, il y en a une portant sur l'exécution, le suivi et la communication de l'information ; le (la) directeur(trice) de programme de l'ONUDC est chargé d'assurer le suivi de la performance du partenaire externe en passant en revue tous les rapports et en confirmant que les fonds ont été utilisés aux fins prévues, conformément aux termes de l'accord.

130. Ainsi, le paragraphe 101 de la politique de partenariat de l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC prévoit que le suivi de la performance d'un partenaire externe comporte trois éléments :

- a) La performance opérationnelle du partenaire externe, s'agissant des résultats, des produits et des activités arrêtés d'un commun accord dans le descriptif de projet ;
- b) La performance financière, ayant trait aux versements reçus de l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC par rapport aux étapes et/ou conditions fixées dans l'accord et à l'utilisation du budget, au respect des dispositions contractuelles, tels que les coûts et/ou activités répondant aux conditions requises, les audits et le signalement des cas de fraude ;
- c) La performance en matière de conformité réglementaire et contractuelle, notamment le respect de normes, telles que les Normes de conduite des Nations Unies, les droits humains et l'égalité des genres.

131. À cet égard, le Comité a procédé à l'examen d'un échantillon de programmes mondiaux mis en œuvre par huit partenaires d'exécution au nom de l'ONUDC (montant total de 2,18 millions de dollars transféré au 31 décembre 2022). Ainsi, concernant les obligations de communication de l'information, il a été observé ce qui suit :

- a) Un partenaire d'exécution n'a pas présenté les rapports descriptifs ou financiers prévus dans l'accord conclu avec l'ONUDC (sur une base mensuelle), qui sont tous deux nécessaires au suivi de la performance opérationnelle et financière, respectivement. Il importe de mentionner que l'ONUDC a fourni certains des rapports descriptifs et financiers manquants après que le Comité a signalé le problème ;
- b) Aucun des partenaires d'exécution n'a présenté de rapport de performance en matière de conformité réglementaire et contractuelle.

132. En outre, dans le cadre de l'examen conduit au Bureau régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, il a été observé que deux partenaires d'exécution de projets régionaux (montant transféré de 294 342 dollars au 31 décembre 2022) n'avaient pas présenté de rapports de performance en matière de conformité réglementaire et contractuelle.

133. Le Comité estime que le fait que des partenaires d'exécution ne respectent pas leurs obligations de communication de l'information risque d'empêcher l'ONUDC d'assurer correctement le suivi de la performance des partenaires externes.

134. De même, le Comité est d'avis que la conformité réglementaire et contractuelle est un élément clé du suivi de la performance, car les risques, qu'il s'agisse d'activités qui présentent un risque d'atteinte à la réputation, sont contraires aux normes de déontologie ou sont illicites, doivent faire l'objet d'un suivi constant afin de ramener les risques à un niveau de tolérance acceptable et de réduire au minimum les répercussions qu'ils pourraient avoir.

135. Le Comité souligne donc qu'il faut qu'il y ait des efforts concertés de la part des directeurs de programme en vue d'un meilleur suivi, compte tenu de l'importance des montants transférés aux partenaires d'exécution et du rôle primordial que ces derniers jouent dans le respect du mandat de l'ONUDC.

136. Le Comité recommande que l'ONUDC veille à ce que les obligations en matière de communication de l'information auxquelles doivent se conformer les partenaires d'exécution soient honorées en temps voulu et en bonne et due forme.

137. L'ONUDC a souscrit à cette recommandation tout en faisant remarquer que l'absence de certains rapports descriptifs et financiers s'expliquait par le fait que le partenaire en question n'avait commencé à exécuter les activités concernées et à engager les dépenses y relatives qu'en octobre 2022.

138. Le Comité note que, malgré le retard pris dans l'exécution des activités, certains des rapports descriptifs et financiers mensuels ont été publiés avant octobre 2022, date à laquelle le partenaire d'exécution a informé l'ONUDC qu'aucun montant n'avait été utilisé pour le projet concerné et qu'aucun travail préparatoire n'avait été réalisé. Par conséquent, le Comité maintient son observation concernant les rapports descriptifs et financiers manquants, puisqu'ils auraient dû être publiés conformément aux obligations en matière de communication de l'information prévues dans l'accord signé.

C. Informations communiquées par l'administration

1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens

139. L'ONUDC a déclaré avoir comptabilisé en pertes des avances et des créances diverses pour un montant de 0,02 million de dollars en 2022 (contre 0,03 million de dollars en 2021). Il n'a fait état d'aucune comptabilisation en pertes d'immobilisations corporelles.

2. Versements à titre gracieux

140. L'ONUDC a indiqué au Comité qu'aucun versement à titre gracieux n'avait été effectué en 2022.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

141. Conformément à la Norme internationale d'audit 240, le Comité planifie ses audits des états financiers de manière à pouvoir raisonnablement s'attendre à repérer

les inexactitudes et irrégularités significatives, y compris celles qui résultent de la fraude. On ne peut cependant pas compter sur l'audit pour relever toutes les inexactitudes ou irrégularités. C'est à l'administration qu'incombe au premier chef la responsabilité de prévenir et de détecter la fraude.

142. Au cours de l'audit, le Comité a posé des questions sur la manière dont l'administration s'acquittait de ses responsabilités en matière d'évaluation des risques d'inexactitudes significatives liées à la fraude et sur les dispositifs permettant de détecter ces risques et d'y faire face, notamment en ce qui concerne tout risque particulier qu'elle avait déjà relevé ou qui avait été porté à son attention. Il a également demandé à l'administration si elle avait connaissance de cas de fraude avérée ou présumée ou d'allégations y relatives.

143. À l'ONUDC, les cas de fraude et de présomption de fraude sont traités par l'une ou l'autre des entités suivantes :

a) Le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) ou un groupe d'enquête composé des fonctionnaires responsables lorsque le sujet relève de l'Office ;

b) Le Bureau de l'audit et des investigations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui mène les enquêtes correspondantes dans les cas où le sujet relève du PNUD.

144. Outre les affaires ayant été signalées sur lesquelles le BSCI a enquêté, l'ONUDC a commencé à notifier au Comité les affaires gérées par le PNUD au moment où il a soumis son rapport financier et ses états financiers audités pour l'année terminée le 31 décembre 2021.

145. En 2022, l'ONUDC a notifié au Comité 40 cas de fraude avérée ou présumée (voir tableau II.4). Vingt d'entre eux ont fait l'objet d'une enquête du BSCI, tandis que les 20 autres ont été signalés au Bureau de l'audit et des investigations du PNUD. Toutefois, seuls 11 cas concernaient effectivement des affaires qui s'étaient produites en 2022.

Tableau II.4

Cas de fraude ou de présomption de fraude

| | <i>Bureau des services de contrôle interne</i> | <i>Bureau de l'audit et des investigations du Programme des Nations Unies pour le développement</i> | <i>Nombre total de cas</i> |
|---|--|---|--------------------------------|
| Nouveaux cas relatifs à 2022 | 6 | 5 | 11 |
| Cas relatifs à des années précédentes signalés en 2022 | 14 | 15 | 29 |
| Nombre total de cas | 20 | 20 | 40 |

Source : Données communiquées par l'ONUDC.

146. Ayant analysé les 11 nouveaux cas signalés par l'ONUDC en 2022, le Comité a noté qu'une des affaires sur lesquelles le BSCI a enquêté avait été ouverte en 2020 ; or, le Comité n'en avait pas été informé les années précédentes. De même, deux affaires ayant fait l'objet d'une enquête du Bureau de l'audit et des investigations du PNUD avaient été ouvertes en 2020 ; or, elles ont été signalées au Comité en 2022. Sept affaires sont toujours en cours d'instruction, tandis que les quatre autres ont été clôturées en 2022.

D. Remerciements

147. Le Comité exprime ses sincères remerciements et sa gratitude à l'administration et au personnel de l'ONUDC pour leur assistance et leur coopération au cours de cet audit.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(*Signé*) **Hou Kai**

Le Contrôleur général de la République du Chili
(Auditeur principal)
(*Signé*) Jorge **Bermúdez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France
(*Signé*) Pierre **Moscovici**

Le 26 juillet 2023

Annexe

État d'application des recommandations jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2021

| Année sur laquelle porte le rapport d'audit | | | | | | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|---|---|---|---|--|----------------------------------|--|---|---|--|
| N° | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque | |
| 1. | 2015 A/71/5/Add.10 , chap. II, par. 86 | Le Comité recommande que l'ONUDC envisage de simplifier la procédure d'établissement des rapports, par exemple en n'y communiquant que des informations ayant trait à des modifications effectuées après la présentation des rapports précédents, en ayant davantage recours à des graphiques pour comparer les progrès accomplis aux objectifs, et en y incluant des données relatives aux dépenses les plus importantes afin de relever celles dont le montant s'est écarté des prévisions et expliquer ces écarts. | L'application de suivi de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information dans Umoja n'est pas liée à la performance financière. L'équipe Umoja au Siège de l'ONU met actuellement au point un tableau de bord de gestion de projets, qui devrait permettre de présenter les données financières par résultats. L'ONUDC a été informé que le tableau en question devait être prêt en 2022. L'Office pourrait cependant être amené à en retarder l'exploitation, le temps de vérifier que les données produites par cet outil sont correctes. | Le Comité a noté que plusieurs changements avaient été apportés à la procédure d'établissement de rapports avec la mise en service de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information. Par exemple, les rapports annuels sur l'état d'avancement des projets ne contenaient actuellement pas de données sur les dépenses ni de données financières. En outre, de nouvelles structures de communication de l'information ont fait leur apparition dans le cadre de la mise en service de l'outil, tandis que le mois de mars 2023 a vu le lancement du tableau de bord de gestion, application devant faciliter le suivi de l'avancement des projets à l'aide d'indicateurs, notamment de type feux tricolores, entre autres moyens. Compte tenu de la mise au point d'un nouvel outil visant à rendre compte de l'avancement des projets, le Comité considère que cette recommandation est caduque. | | | | X | |
| 2. | 2018 A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 49 | Le Comité recommande à l'ONUDC de : a) publier une version révisée de l'instruction | Après approbation par les quatre directeurs, en novembre 2022, la Directrice exécutive a | S'agissant de la partie a) de la recommandation, le Comité a noté qu'en février 2023, | X | | | | |

| N° | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----|---|--|---|--|---|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| | | | relative au Comité d'examen des programmes, dans laquelle seront établies les règles du recours à la voie électronique pour l'approbation des projets, de sorte que ce recours repose sur des motifs valables ; b) conserver les documents se rapportant à ces procédures. | approuvé l'instruction de la direction relative au mandat du Comité d'examen des programmes en janvier 2023. Le Comité exécutif a formellement approuvé l'instruction de la direction le 8 février 2023. | l'ONUSDC avait publié l'instruction de la direction relative au mandat du Comité d'examen des programmes, qui officialisait la modalité d'approbation électronique lors de l'examen des programmes ou des projets. La recommandation est donc considérée comme appliquée. Il convient de noter que la partie b) de la recommandation a déjà été mise en œuvre par l'ONUSDC, comme indiqué au chapitre II du document A/75/5/Add.10 . | | | | |
| 3. | 2018 | A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 64 | Le Comité recommande à l'ONUSDC de renforcer ses contrôles internes pour veiller à la séparation des tâches dans le cadre de chaque projet ou, au minimum, de compenser en exerçant une autre forme de contrôle. | Des orientations et des instructions ont été données pour travailler sur le suivi et la rédaction des rapports, en veillant à ce qu'il y ait trois rôles différents dans l'approbation des rapports. Avec la mise en service du rapport annuel 2023 sur l'état d'avancement des projets, il devrait y avoir suffisamment d'éléments faisant état de la séparation des tâches dans le processus relatif aux rapports annuels sur l'état d'avancement des projets. | Le Comité a examiné un échantillon de huit projets en cours dans la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information et a constaté que deux rapports annuels sur l'état d'avancement des projets étaient disponibles dans le système après la date limite imposée par l'ONUSDC (à savoir le 28 février 2023). Il a par ailleurs observé que les rôles participant à la rédaction, au suivi et à l'approbation des rapports n'étaient décrits dans aucun de ces deux documents. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application. | | X | | |
| 4. | 2019 | A/75/5/Add.10 , chap. II, par. 104 | Le Comité recommande que l'ONUSDC s'efforce, en liaison avec le Secrétariat de l'ONU, de mettre à jour l'instruction | Le processus est entièrement placé sous la direction du Bureau des ressources humaines du Département des stratégies et | Le Comité a noté que le siège de l'ONU travaillait encore sur la publication de l'instruction administrative relative aux | | X | | |

| N ^o | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|--|---|--|--|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| | | | administrative sur les dossiers du personnel et de trouver des moyens d'établir des liens entre Umoja, Inspira et Unite Docs. | politiques de gestion et de la conformité. L'ONUDC participe activement aux réunions. Lors d'une réunion récente, l'Office a été informé qu'Unite Docs avait été mis hors service, de sorte que cette partie de la recommandation est devenue caduque. La nouvelle instruction administrative du Secrétariat relative à un nouveau système officiel de gestion des dossiers est encore à l'état de projet. La promulgation de la politique par les bureaux responsables au siège de l'ONU est prévue pour le quatrième trimestre de 2023. La pleine mise en œuvre de cette recommandation n'est pas du ressort de l'ONUDC. | dossiers du personnel. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application. | | | | |
| 5. | 2019 | A/75/5/Add.10 , chap. II, par. 115 | Le Comité recommande que l'ONUDC procède à un examen du plan de reprise après sinistre des services informatiques de l'ONUV/ONUDC et complète celui-ci de tous les éléments manquants requis par les procédures actuelles du plan de reprise après sinistre de l'ONU. | L'intégration de la question des technologies ayant trait aux services de sûreté et de sécurité dans l'infrastructure des services informatiques de l'ONUV/ONUDC ne relève pas du budget actuel des services informatiques de l'Office et nécessite d'être financée dans le cadre de l'accord de partage des coûts existant pour les organisations sises à Vienne, qui est le mécanisme de financement approprié pour cette activité. Les fonds nécessaires devraient être disponibles en 2026. La mise en œuvre de cette recommandation devrait prendre | Le Comité a noté que l'ONUDC avait mis à jour le plan de reprise après sinistre et consigné les résultats de l'exercice de reprise après sinistre en février 2023. Toutefois, diverses activités, telles que la schématisation de l'architecture des services de sécurité et de sûreté, devaient encore être prises en compte. Le Comité considère que la recommandation est en cours d'application. | | X | | |

| N ^o | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|---|--|---|--|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| 6. | 2020 | A/76/5/Add.10 , chap. II, par. 24 | Le Comité recommande que le siège de l'ONUDC, en collaboration avec le Bureau de pays de l'ONUDC en Afghanistan, continue à prendre les mesures requises face au niveau critique du recouvrement intégral des coûts observé pour le Bureau de pays et engage les initiatives propres à favoriser un niveau gérable ou souhaitable de recouvrement des coûts. | 12 mois à compter du moment où les ressources et fonds nécessaires deviendront disponibles, après quoi les systèmes informatiques et de communication ayant trait aux services de sûreté et de sécurité seront entièrement intégrés dans le plan de reprise après sinistre des services informatiques de l'ONUV/ONUDC. Le taux effectif de recouvrement intégral des coûts pour 2022 a été amélioré et s'est établi à 15,5 %, alors que le taux approuvé était de 18,3 %. Après examen de sa structure, le Bureau de pays en Afghanistan a recensé quelques postes qui pourraient être rationalisés, ce qui permettrait de minimiser le recouvrement des coûts. L'essentiel de la recommandation a été appliqué de manière cohérente depuis la publication de celle-ci et des documents justificatifs ont été fournis. | Le Comité a noté que, de 2021 à 2022, le taux de recouvrement intégral des coûts avait diminué, passant d'un taux approuvé de 18,3 % à 15,5 %. Il a également constaté que l'ONUDC avait remplacé le baromètre du recouvrement intégral des coûts par un système de suivi plus fréquent et des interventions menées par un groupe de travail sur les finances, ce dernier servant de dispositif d'alerte rapide pour traiter les problèmes potentiels. Compte tenu des mesures prises par l'ONUDC, la recommandation est considérée comme appliquée. | X | | | |
| 7. | 2020 | A/76/5/Add.10 , chap. II, par. 34 | Le Comité recommande à l'ONUDC de procéder à une évaluation des catégories de risques correspondant à l'univers de risques défini par le Secrétariat, à savoir les risques stratégiques, les risques liés à la gouvernance, les risques opérationnels, les risques liés à la conformité et les risques | Le cadre révisé de gestion globale des risques, comprenant l'inventaire et le plan de traitement des risques, a été approuvé par le Comité exécutif à la fin de 2022. | Le Comité a noté qu'en 2021 et en 2022, l'ONUDC avait procédé à une évaluation des risques et à un examen du cadre de gestion globale des risques. En décembre 2022, l'Office avait par conséquent publié un document intitulé « risk management framework: governance mechanism and | X | | | |

| N° | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----|---|---|--|--|--|--|---------------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| | | | | | | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation non appliquée | Recommandation devenue caduque |
| | | | financiers, et d'actualiser en conséquence l'inventaire des risques et le plan de traitement et de gestion des risques. | | structure » (gestion globale des risques : mécanisme de gouvernance et structure), dans lequel il décrivait le mécanisme de gouvernance et les rôles et responsabilités s'attachant aux principales fonctions relevant du cadre de gestion globale des risques. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | | | | |
| 8. | 2020 | A/76/5/Add.10 , chap. II, par. 35 | Le Comité recommande à l'ONUDC d'actualiser les domaines et/ou les catégories de risque dans l'inventaire et le descriptif des risques comme suite à la prise en compte des nouveaux risques qui se font jour. | La version actualisée de l'inventaire des risques institutionnels et le plan de traitement et de gestion des risques sont en cours d'élaboration. Il est prévu que les versions révisées de l'inventaire des risques et du plan de traitement, ainsi que de la structure de gouvernance des risques, soient terminées d'ici au troisième trimestre de 2022. De longues consultations ont eu lieu à l'interne et à l'externe au sujet des changements à apporter au nouvel inventaire des risques et un nouvel outil de gestion des risques a été mis au point, ce qui a pris du temps et entraîné des retards dans l'application de la recommandation. | Le Comité prend acte des mesures adoptées par l'ONUDC pour mettre à jour l'inventaire et le descriptif des risques. Néanmoins, une nouvelle recommandation a été émise dans le présent rapport, laquelle porte sur la nécessité de renforcer la procédure de gestion des risques. Une évaluation consolidée sera dès lors effectuée à cet égard par le Comité lors du prochain processus d'audit. La recommandation est donc considérée comme caduque. | | | | X |
| 9. | 2020 | A/76/5/Add.10 , chap. II, par. 51 | Le Comité recommande à l'ONUDC de définir, par le biais d'un document formel et de manière exhaustive, la forme, les fonctions, les responsabilités, les résultats | Le 14 octobre 2022, un nouveau document sur la couverture géographique des bureaux extérieurs a été approuvé par la Directrice exécutive de l'ONUDC. | Le Comité a noté que, le 12 octobre 2022, la Directrice exécutive de l'ONUDC avait approuvé le document sur la couverture géographique des bureaux extérieurs de l'Office, s'agissant notamment de la | X | | | |

| N ^o | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|---|--|---|---|--|---------------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| | | | | | | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation non appliquée | Recommandation devenue caduque |
| | | | attendus et la couverture géographique de ses bureaux extérieurs. | | typologie, du champ d'action et des fonctions de chacun des bureaux. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | | | | |
| 10. | 2020 | A/76/5/Add.10 , chap. II, par. 65 | Le Comité recommande à l'ONUDC d'actualiser l'instruction de la direction relative au Comité d'examen des programmes et de faire en sorte qu'elle corresponde à la composition, aux rôles, aux fonctions et à l'organisation du travail actuels. | L'instruction de la direction relative au mandat du Comité d'examen des programmes a été officiellement approuvée par le Comité exécutif de l'ONUDC le 8 février 2023. | Le Comité a noté qu'en février 2023, l'ONUDC avait publié une instruction de la direction relative au Comité d'examen des programmes. Ce document définit le mandat du Comité, s'agissant notamment de sa composition, de son rôle, de sa fonction et de l'organisation de son travail, ainsi que le rôle de son secrétariat. Compte tenu de ce qui précède, la recommandation est considérée comme appliquée. | X | | | |
| 11. | 2020 | A/76/5/Add.10 , chap. II, par. 73 | Le Comité recommande au Bureau régional de l'ONUDC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord d'établir, en temps voulu, les rapports obligatoires sur l'état d'avancement des projets, comme l'exige l'actuel Manuel relatif aux programmes et aux opérations. | La recommandation est en cours d'application. Le Bureau régional de l'ONUDC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a terminé d'établir les rapports annuels sur l'état d'avancement des projets de 2022 dans le système intégré de planification, de gestion et de communication de l'information en mai 2023, à quelques exceptions près. | Le Comité a noté que l'ONUDC avait demandé à son personnel d'achever les rapports annuels sur l'état d'avancement des projets pour 2022 avant le 28 février 2023. À cet égard, la liste des projets du Bureau régional de l'ONUDC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en cours au 30 septembre 2022 a été analysée, et il a été noté qu'aucun d'entre eux n'avait fait l'objet de rapports sur l'état d'avancement des projets dans le système intégré de planification, de gestion et de communication de l'information. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application. | | X | | |

| | | | | | | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|-----|---|---|--|--|---|--|--|---|---|
| N° | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| 12. | 2020 | A/76/5/Add.10 , chap. II, par. 74 | En outre, le Comité recommande au Bureau régional de l'ONUDC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de veiller à ce qu'une plus grande séparation des tâches soit correctement garantie dans la préparation d'un rapport d'activité pour chaque projet. | La recommandation est en cours d'application. Le Bureau régional de l'ONUDC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a achevé l'établissement des rapports annuels sur l'état d'avancement des projets de 2022 dans le système intégré de planification, de gestion et de communication de l'information en mai 2023, à quelques exceptions près. | Le Comité a noté que l'ONUDC avait demandé à son personnel d'achever les rapports annuels sur l'état d'avancement des projets pour 2022 avant le 28 février 2023. À cet égard, la liste des projets du Bureau régional de l'ONUDC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en cours au 30 septembre 2022 a été analysée, et il a été noté qu'aucun d'entre eux n'avait fait l'objet de rapports annuels sur l'état d'avancement des projets dans le système intégré de planification, de gestion et de communication de l'information. Il n'a donc pas été possible de vérifier si une séparation des tâches adéquate avait été respectée pour leur établissement. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application. | | X | | |
| 13. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 22 | Le Comité recommande que l'ONUDC apporte les ajustements nécessaires aux prochains objectifs annuels en matière de parité des genres, voire les redéfinisse si besoin, afin d'atteindre les cibles fixées. | Dans sa stratégie pour l'égalité des genres et l'avancement des femmes (2022-2026), publiée en juin 2022, l'ONUW/ONUDC s'est donné pour objectif d'atteindre la parité femmes-hommes à tous les niveaux à l'horizon 2028. | Le Comité a noté que, dans sa nouvelle stratégie pour l'égalité des genres et l'avancement des femmes (2022-2026), l'ONUDC s'était engagé à atteindre et à maintenir la parité à tous les niveaux dans les catégories des administrateurs et des agents des services généraux, conformément à la stratégie du Secrétaire général sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies. À cet égard, il a constaté que, dans la nouvelle | X | | | |

| N ^o | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|---|---|--|---|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| 14. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 32 | Le Comité recommande que le Bureau de pays de l'ONUDC au Pérou, en coordination avec le siège de l'Office, étudie et adopte des mesures concernant les vacataires recrutés pour une longue période, afin que cette modalité contractuelle ne soit pas utilisée de façon abusive. | De nouvelles modalités concernant les contrats de service du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sont en cours d'adoption, lesquelles s'appliqueront à l'ensemble des sous-traitants du Bureau de pays de l'ONUDC au Pérou. Le Bureau de pays attend actuellement que le PNUD lui communique des détails sur le calendrier de cette transition, qui devrait s'achever d'ici à la fin de 2023. | stratégie, l'ONUDC avait décidé de s'inspirer des objectifs fixés par le Secrétaire général plutôt que d'en définir de nouveaux. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | | X | | |
| 15. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 33 | Le Comité recommande qu'à l'avenir, le Bureau de pays de l'ONUDC au Pérou veille à ce que les vacataires soient embauchés selon une procédure de recrutement par sélection, ce qui permettra d'éviter que les contrats de service ne soient prolongés lorsque leurs titulaires sont affectés à un autre projet. | Tous les recrutements effectués par le Bureau de pays au Pérou en 2022 ont été menés à bien dans le cadre d'une procédure de recrutement par sélection appropriée, conformément au manuel du PNUD sur les contrats de service et à sa politique-cadre de recrutement et de sélection. | Le Comité a noté qu'une procédure de sélection ouverte avait été menée pour tous les titulaires de contrats de service qui, en 2022, avaient été transférés d'un projet à un autre au Bureau de pays de l'ONUDC au Pérou. Il a par ailleurs été observé que l'ONUDC avait envoyé un courriel à ses bureaux de pays pour leur demander de veiller à ce qu'une procédure de sélection ouverte soit organisée lorsque des vacataires étaient réaffectés d'un projet à un autre. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |

| N° | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|-----|---|----------------------------------|--|---|---|--|---------------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| | | | | | | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation non appliquée | Recommandation devenue caduque |
| 16. | 2021 | A/77/5/Add.10, chap. II, par. 42 | Le Comité recommande que l'ONUDC et son personnel fassent en sorte que les cours de formation obligatoires en attente soient suivis rapidement, en particulier dans les cas où un délai excessif s'est écoulé. | Le taux global d'achèvement des cours obligatoires au 31 décembre 2022 était de 88 %. Compte tenu de ce taux relativement élevé, l'ONUDC estime que cette recommandation a été appliquée et demande qu'elle soit classée. | Après comparaison de données issues des années 2022 et 2021, le Comité a noté que, bien que le taux d'achèvement global se soit maintenu à 88 %, les chiffres relatifs aux cours ayant débuté il y a longtemps montraient une amélioration. Par exemple, au 31 décembre 2022, plus aucun cours commencé en 2016 ou en 2017 ne devait encore être achevé, tandis que le taux de non-achèvement de cours commencé en 2018 avait diminué de 77 %. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |
| 17. | 2021 | A/77/5/Add.10, chap. II, par. 51 | Le Comité recommande que le siège de l'ONUDC étudie s'il est faisable de faire obligation à tous les vacataires, au moyen d'une instruction formelle, de suivre les cours de formation obligatoires dans certains délais. | La Division des opérations a envoyé un courriel à tous les représentants des bureaux extérieurs pour leur demander de veiller à ce que tous les titulaires de contrats de service suivent toutes les formations obligatoires requises dans les trois mois suivant le début de leur contrat et de prévoir suffisamment de temps pour l'achèvement desdites formations dans les tâches confiées à ces vacataires. | Le Comité a noté que, dans un courriel daté du 17 mars 2023, l'ONUDC avait informé ses bureaux extérieurs de l'obligation faite aux titulaires de contrats de service de suivre les cours de formation obligatoires dans les trois mois suivant le début de leur contrat. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |
| 18. | 2021 | A/77/5/Add.10, chap. II, par. 52 | Le Comité recommande que le Bureau de pays de l'ONUDC en Colombie veille à ce que ses vacataires suivent dans les meilleurs délais les cours de formation obligatoires en attente, et en particulier à ce que ceux qui n'ont pas suivi | Le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud est parvenu à ce que 100 % des vacataires qui étaient entrés en fonctions depuis trois mois ou plus terminent les cours de formation obligatoires. Le Bureau régional veillera à ce | Dans le cadre d'un examen par échantillonnage, le Comité a constaté que l'obligation de suivre des cours de formation obligatoires avait été respectée pour les titulaires des contrats de service en vigueur en 2022. | X | | | |

| N ^o | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|---|---|---|---|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| | | | l'ensemble des cours remédient à cette situation. | que les vacataires recrutés depuis moins de trois mois suivent les cours de formation voulus dans le délai fixé de trois mois. L'ONUDC estime que la recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer. | La recommandation est donc considérée comme appliquée. | | | | |
| 19. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 61 | Le Comité recommande que l'ONUDC étudie la mise en place de procédures minimales pour réglementer le processus de recrutement des vacataires, tout en adoptant les bonnes pratiques déjà mises en œuvre par le Bureau de pays de l'Office en Colombie. | La mise en œuvre de cette recommandation se poursuit et devrait s'achever à la fin de 2023. | Le Comité a noté que l'ONUDC s'attelait à étudier la mise en place de procédures minimales pour réglementer le processus de recrutement des vacataires. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application. | | | X | |
| 20. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 69 | Le Comité recommande que l'ONUDC, en coordination avec son Bureau de pays en Colombie, actualise les informations concernant le respect par les vacataires des exigences de formation, et les mette également à jour dans le système de gestion des ressources humaines des bureaux extérieurs. | Des informations concernant le respect des exigences de formation par les vacataires du Bureau régional de l'ONUDC pour la région andine et le cône Sud ont été téléchargées. | Le Comité a examiné des informations relatives à un échantillon de vacataires du Bureau régional de l'ONUDC pour la région andine et le cône Sud et noté que les données concernant le respect par les vacataires des exigences de formation avaient été téléchargées et mises à jour dans le système. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |
| 21. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 80 | Le Comité recommande que l'ONUDC évalue, en coopération avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies, la possibilité d'améliorer le module de suivi de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de | L'équipe responsable de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information à New York a indiqué qu'il était peu probable qu'elle tienne compte dans cet outil des spécifications proposées par l'ONUDC en matière | Le Comité a noté qu'en mai 2022, l'ONUDC avait engagé des consultations avec le Siège de l'ONU sur les processus de communication de l'information et les caractéristiques de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de | X | | | |

| N° | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|-----|---|----------------------------------|--|--|--|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| | | | l'information, l'objectif étant d'assurer une séparation adéquate des tâches en consignait, dans la solution intégrée, les rôles impliqués dans la procédure d'élaboration, d'examen et d'approbation des rapports annuels sur l'état d'avancement des projets et les dates de chacune des opérations. | d'établissement des rapports. L'ONUDC dispose de procédures claires concernant l'établissement des rapports annuels sur l'état d'avancement des projets, énoncées à la fois dans son guide de projet et dans un courriel envoyé à l'ensemble du personnel. | l'information. En réponse, le Siège a indiqué qu'il était peu probable qu'il remplace complètement toutes les fonctionnalités fournies par l'ancien système de gestion des programmes et de l'avancement des projets. Compte tenu de l'évaluation et des consultations menées, éléments sur lesquels l'ONUDC n'a pas prise, le Comité estime que la recommandation a été appliquée. | | | | |
| 22. | 2021 | A/77/5/Add.10, chap. II, par. 81 | Le Comité recommande que l'ONUDC décrive, dans ses procédures établies, les rôles impliqués dans l'élaboration, l'examen et l'approbation des rapports annuels sur l'état d'avancement des projets, une fois que les améliorations prévues auront été apportées au système. | Il n'y a pas eu de changement relatif au Siège de l'ONU en ce qui concerne les rôles liés à l'approbation des rapports. Le guide de projet portant sur la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information a été transmis à l'ensemble du personnel le 25 octobre 2022. | Outre les échanges entretenus avec le Siège concernant l'amélioration de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information, le Comité a noté que l'ONUDC avait élaboré, en octobre 2022, un guide de projet dans lequel les rôles ayant trait à la saisie des données de suivi et à l'approbation des indicateurs et des rapports annuels sur l'état d'avancement des projets avaient été définis. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |
| 23. | 2021 | A/77/5/Add.10, chap. II, par. 91 | Le Comité recommande que les bureaux de pays de l'ONUDC en Colombie et au Pérou veillent à ce que les révisions de projets soient approuvées en temps voulu, conformément aux instructions actuellement en vigueur. | Les bureaux de pays de l'ONUDC en Colombie et au Pérou veillent à ce que les révisions de projets à venir soient soumises et approuvées en temps voulu, conformément aux instructions en vigueur. | Le Comité a noté qu'aucune révision de projet, que ce soit au Bureau régional pour la région andine et le cône Sud ou au Bureau de pays de l'ONUDC au Pérou, n'avait été approuvée dans les délais impartis. Il a par ailleurs constaté que l'ONUDC cherchait à mettre à jour | | X | | |

| N ^o | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|---|--|---|---|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| | | | | | l'instruction de la direction relative à l'approbation directe, dans laquelle figurait un délai à respecter pour la révision des projets, qui allait être modifié. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application. | | | | |
| 24. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 92 | Le Comité recommande que le siège de l'ONUDC améliore la procédure de traitement et d'approbation des révisions de projets dans le cadre de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information, en coordination avec les bureaux de pays en Colombie et au Pérou, dans le but d'éviter les retards entre la date de fin initiale du projet et la date d'approbation de la révision ainsi que les interruptions dans l'exécution des projets. | L'ONUDC a remplacé la procédure de traitement et d'approbation jusqu'alors utilisée dans la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information par un système plus précis et plus rapide. Il existe désormais au moins trois méthodes distinctes d'approbation des projets et programmes, ce qui permet de sélectionner le type précis d'approbation requis. Grâce à cette mesure, seul le personnel concerné par la procédure en cours reçoit des notifications du système, d'où une réduction de la durée globale du processus d'approbation individuel. | Le Comité a pris note de plusieurs modifications apportées à la procédure de traitement et d'approbation utilisée dans la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information. Il a ainsi constaté que trois méthodes distinctes étaient désormais utilisées, en fonction du type de révision de projet, et que les procédures avaient été améliorées pour que seul le personnel concerné par un projet reçoive les notifications y relatives. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |
| 25. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 99 | Le Comité recommande que l'ONUDC révise et mette à jour les instructions de la direction et les procédures internes relatives à la gestion des programmes et des projets, en tenant compte de la mise en service et de l'utilisation de la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de | La version révisée de l'instruction de la direction décrivant le rôle et les responsabilités du Comité d'examen des programmes de l'ONUDC a été adoptée en mars 2023. Quant à la révision de l'instruction de la direction relative à l'approbation directe des programmes, celle-ci est sur le point de s'achever. Il s'agit là | Le Comité a confirmé qu'en février 2023, l'ONUDC avait approuvé l'une des instructions de la direction relatives à la gestion des programmes concernant le Comité d'examen des programmes. Il a néanmoins noté que certaines activités demeuraient en suspens concernant la mise à jour des instructions de la direction | | X | | |

| N ^o | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|--|--|---|---|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| | | | l'information, et qu'il regroupe toutes les nouvelles informations pertinentes dans le guide des programmes et des opérations. | de la dernière instruction de la direction sur les procédures liées à la gestion des programmes et des projets à devoir être révisée. Les informations sont continuellement mises à jour et partagées dans le guide des programmes et des opérations. Le guide relatif à la gestion de projets dans la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information de l'ONUDC est également régulièrement mis à jour pour refléter tout changement dans les instructions de la direction et les procédures internes s'agissant de la gestion des programmes et des projets. | restantes et des procédures internes relatives à la gestion des programmes et des projets. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application. | | | | |
| 26. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 108 | Le Comité recommande que l'ONUDC mette à jour l'annexe III de la politique de partenariat entre l'Office des Nations Unies à Vienne et l'ONUDC, en coordination avec le Bureau de pays en Colombie, qu'il y fasse figurer tous les nouveaux scénarios et qu'il supprime les scénarios obsolètes. Une fois la mise à jour effectuée, une version actualisée de la politique devrait être téléchargée régulièrement sur le portail d'assistance aux clients. | L'ONUDC, en coordination avec le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud, mettra à jour au besoin l'annexe III de la politique de partenariat entre l'Office des Nations Unies à Vienne et l'ONUDC. Le document actualisé sera téléchargé sur le portail d'assistance aux clients et sera mis à jour régulièrement pour rendre compte de tout nouveau changement. | Le Comité a confirmé que l'ONUDC avait mis à jour l'annexe III de la politique de partenariat en procédant aux ajustements nécessaires, tels que l'incorporation d'un nouveau projet et l'ajout d'un paragraphe sur le suivi des résultats et la communication de l'information. En outre, il a été noté que le document révisé avait été téléchargé sur le portail d'assistance aux clients de l'ONUDC. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |

| N ^o | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|----------------|---|--|---|---|--|--|--|---|---|
| | | | | | | Recommen- dation appliquée | Recommen- dation en cours d'application | Recommen- dation non appliquée | Recommen- dation devenue caduque |
| 27. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 115 | Le Comité recommande que l'ONUDC fasse le nécessaire pour que les registres d'accès au centre informatique soient reçus et examinés tous les trois mois par le (la) gestionnaire du centre informatique du Service de l'informatique. | L'examen des registres d'accès au centre informatique pour le premier trimestre de 2022 s'est achevé en avril 2022. Les examens trimestriels continueront d'être effectués en temps voulu. | Le Comité a noté que l'ONUDC avait procédé à une révision des registres d'accès au centre informatique durant les trois premiers trimestres de 2022. L'Office a par ailleurs mis en place une procédure concernant le contrôle de l'accès au centre informatique, tant pour les registres que pour la liste d'accès. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |
| 28. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 126 | Le Comité recommande que le Bureau de pays de l'ONUDC en Colombie mette en place des mécanismes de gestion et de contrôle adéquats pour l'accès aux centres informatiques principal et secondaire. | Le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud prend des mesures pour assurer la mise en place de mécanismes de gestion et de contrôle adéquats pour l'accès aux centres informatiques principal et secondaire, conformément à la procédure technique Informatique et communications sur l'accès aux centres informatiques. | Le Comité a noté qu'un système d'identification biométrique et des caméras de sécurité avaient été installés dans le centre informatique principal du Bureau régional de l'ONUDC pour la région andine et le cône Sud. Il a également confirmé que le centre informatique secondaire du Bureau régional n'était plus opérationnel. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |
| 29. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 127 | Le Comité recommande que le Bureau de pays de l'ONUDC en Colombie évalue et mette en œuvre les mesures de sécurité physique requises par la procédure technique. | Des issues de secours ont été placées au niveau du répartiteur principal et du répartiteur intermédiaire. Le centre informatique secondaire n'est plus opérationnel et un dispositif de sauvegarde hors site a été mis en place. Enfin, en ce qui concerne les deux fenêtres se trouvant dans la salle du répartiteur principal, celles-ci font partie de la structure externe du bâtiment, | Le Comité a noté que le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud avait mis en œuvre des mesures de sécurité physique pour répondre aux exigences formulées dans la procédure technique, telles que la transmission de consignes de sécurité et le signalement d'issues de secours. Il a en outre confirmé qu'un dispositif de sauvegarde hors site avait été mis en place, lequel remplaçait | X | | | |

| N° | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | |
|-----|---|--|---|---|---|--|---------------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| | | | | | | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation non appliquée | Recommandation devenue caduque |
| | | | | que l'ONUDC – locataire des lieux – ne peut pas transformer. Les fenêtres, qui se trouvent au quatrième étage et sont faites de verre renforcé, ne représentent pas une menace pour la sécurité du centre informatique. | le centre informatique secondaire. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | | | | |
| 30. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 136 | Le Comité recommande que le Bureau de pays de l'ONUDC en Colombie ajoute dans le plan de reprise après sinistre tous les éléments actuellement manquants, dans le respect de la procédure technique SEC.08.PROC. | Le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud a approuvé une version révisée et actualisée de son plan de reprise après sinistre. | Le Comité a noté que le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud avait mis à jour son plan de reprise après sinistre, en y incluant tous les éléments manquants, tels que des objectifs de reprise détaillés, des priorités de restauration et des critères mesurables pour chacun des systèmes critiques, ainsi que des informations sur les applications, les tâches et les responsabilités des équipes d'intervention en cas d'urgence. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |
| 31. | 2021 | A/77/5/Add.10 , chap. II, par. 143 | Le Comité recommande que le Bureau de l'ONUDC en Colombie analyse les causes des retards et prenne les mesures nécessaires pour qu'une réponse soit apportée rapidement en cas de problème local signalé au service d'assistance. | Le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud a évalué la situation et conclu que du personnel supplémentaire serait nécessaire pour qu'une réponse puisse être apportée dans les délais impartis en cas de problème local signalé au service d'assistance. Les ressources financières disponibles ne permettant pas d'augmenter la capacité de l'équipe informatique, les délais de réponse ont été revus en se fondant sur les effectifs existants. | Le Comité a noté qu'après avoir évalué les délais actuels de traitement des billets par le service d'assistance, le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud en avait défini de nouveaux, en tenant compte des ressources et des capacités des bureaux extérieurs. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | |

| | | | | | | Avis des commissaires aux comptes après vérification | | | | |
|--|---|-----------------------------------|---|--|---|--|---------------------------------------|------------------------------|--------------------------------|---|
| Nº | Année sur laquelle porte le rapport d'audit | Rapport | Recommandation du Comité | Réponse de l'Administration | Évaluation du Comité | Recommandation appliquée | Recommandation en cours d'application | Recommandation non appliquée | Recommandation devenue caduque | |
| 32. | 2021 | A/77/5/Add.10, chap. II, par. 152 | Le Comité recommande que le Bureau de pays de l'ONUDC en Colombie détermine l'étendue des tests effectués par le Groupe de l'informatique en ce qui concerne les risques et les répercussions des changements informatiques et en rende compte. | Le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud a déterminé l'étendue des tests effectués par son Groupe de l'informatique et en a rendu compte ; il a également procédé de la sorte pour les essais d'acceptation par les utilisateurs finals des changements effectués en matière d'informatique, conformément à son manuel sur les processus informatiques. | Le Comité a confirmé que le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud avait revu et mis à jour son manuel sur les processus informatiques et procédé aux ajustements nécessaires pour ce qui était de déterminer l'étendue des tests effectués par le Groupe de l'informatique s'agissant des risques et des répercussions des changements. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | | |
| 33. | 2021 | A/77/5/Add.10, chap. II, par. 153 | Le Comité recommande que le Bureau de pays de l'ONUDC en Colombie veille à ce que les utilisateurs finals gardent une trace des tests d'acceptation pour tous les changements informatiques. | Le Bureau régional pour la région andine et le cône Sud a rendu compte des tests effectués par son Groupe de l'informatique, ainsi que des essais d'acceptation par les utilisateurs finals des changements effectués en matière d'informatique. | Le Comité a noté qu'en 2022, une demande de changement de système avait été faite au Bureau régional pour la région andine et le cône Sud et qu'il avait été rendu compte des essais d'acceptation effectués à ce sujet. La recommandation est donc considérée comme appliquée. | X | | | | |
| Nombre total de recommandations | | | | | | 33 | 22 | 9 | – | 2 |
| Pourcentage du nombre total de recommandations | | | | | | 100 | 67 | 27 | – | 6 |

Chapitre III

Certification des états financiers

Lettre datée du 31 mars 2023, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par la Chef du Service de la gestion des ressources financières de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Les états financiers de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'année terminée le 31 décembre 2022 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci, de même que les tableaux qui les accompagnent, donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de l'ONUDC au cours de la période considérée.

Je certifie que les états financiers de l'ONUDC présentés ci-après, qui ont été établis sur la base de nos documents comptables et des informations communiquées par les agents d'exécution, sont corrects.

La Chef du Service de la gestion des ressources financières
de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
(Signé) Monica **Hemmerde**

Chapitre IV

Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2022

A. Introduction

1. En application des résolutions [46/185 C](#) et [61/252](#) de l'Assemblée générale, la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) présente ci-après le rapport financier et les états financiers de l'Office pour l'année terminée le 31 décembre 2022.

2. Le rapport financier et les états financiers présentent des informations relatives aux contributions volontaires et à l'administration par l'ONUDC de la dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU. Les fonds de contributions volontaires comprennent le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Les ressources provenant du budget ordinaire destinées à l'ONUDC ont été approuvées par l'Assemblée générale.

3. Le rapport financier doit être lu conjointement avec les états financiers audités et les notes y afférentes. Il permet aux lecteurs de mieux comprendre la performance financière et la situation financière de l'ONUDC. Il présente les points forts du programme et porte essentiellement sur les opérations, les stratégies et les résultats financiers.

B. Objectifs et stratégies

4. L'ONUDC a pour mission d'aider les États Membres dans leur combat contre la drogue, la criminalité et le terrorisme, afin de promouvoir la sécurité et la justice pour tous. Son mandat découle des priorités arrêtées dans les conventions des Nations Unies et dans les résolutions de l'Assemblée générale, notamment les résolutions [45/179](#), [46/152](#) et [46/185 C](#).

5. En 2022, l'ONUDC a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie 2021-2025, au titre de laquelle celui-ci joue un rôle de facilitateur et de relais impartial de connaissances pour aider les États Membres à mettre au point des solutions complètes et innovantes permettant de répondre aux problèmes de la drogue et de la criminalité, tout en traitant la question des liens, en renforçant la bonne gouvernance et en bâtissant des sociétés inclusives, équitables et résilientes. Malgré l'aggravation des crises ayant trait à la pandémie de COVID-19, aux changements climatiques et à l'environnement, et en dépit des conflits nouveaux ou prolongés, des mesures significatives ont été prises pour réorienter et consolider les travaux entrepris au titre des domaines thématiques de la stratégie ainsi que pour rationaliser les programmes en dépendant. De nouveaux documents et programmes stratégiques ont ainsi vu le jour, tels que la Vision stratégique de l'ONUDC pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour la période 2022-2025, le nouveau programme régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique (2022-2026), le Cadre régional pour les États arabes (2023-2028), la Vision stratégique pour le Nigéria 2030, le nouveau Programme mondial de prévention et de lutte contre le terrorisme (2022-2027) et le Programme mondial pour la prévention du crime et la justice pénale axées sur l'être humain. Conformément à la résolution 9/4 de la neuvième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, des centres régionaux de lutte contre la corruption sont en cours d'installation, l'objectif étant de rapprocher les acteurs concernés par la fourniture d'une assistance technique des lieux d'exécution

des activités. En outre, à la suite des faits politiques survenus en Afghanistan en août 2021, l'ONUDC a élaboré une grille de stabilité stratégique afin de relever les défis transnationaux existants ou nouveaux dans le pays et dans ses environs en matière de drogue, de criminalité et de terrorisme.

6. En juillet 2022, l'Office a présenté au groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime le premier rapport d'étape axé sur les résultats concernant la mise en œuvre de sa stratégie 2021-2025. Des progrès ont été accomplis dans la concrétisation des stratégies internes et des plans d'action découlant de la stratégie, notamment une stratégie de collecte de fonds et un plan d'action en matière de communication. L'ONUDC a pris des mesures de révision et d'amélioration de sa structure afin d'être mieux à même de respecter ses engagements en matière de renforcement de la coordination interne, de programmation intégrée, d'approches intersectorielles et de cohérence des politiques. Dans ce contexte, il a notamment mis sur pied son Service de la gestion des frontières et son Service des drogues, du laboratoire et des activités scientifiques.

7. Depuis le début de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, l'ONUDC fait preuve d'un engagement constant pour le déploiement et la mise en œuvre des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans les régions, auxquels il participe activement, compte étant tenu des priorités nationales et aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable. En mai 2022, l'Office avait apporté son soutien à 134 pays et territoires, par l'intermédiaire des plans-cadres de coopération et d'analyses communes de pays. Membre actif du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, toujours dans l'esprit de la réforme, l'ONUDC a continué de mettre au point des méthodes et outils innovants pour atténuer les risques que font courir les crises actuelles ou potentielles et pour faire une place à l'évaluation à tous les niveaux politiques, soutenant la prise de décision fondée sur des données d'observation.

8. L'ONUDC a approfondi les partenariats entretenus avec d'autres entités des Nations Unies et des organisations internationales, sur la base des domaines thématiques définis dans sa stratégie 2021-2025. Il a ainsi collaboré avec plusieurs entités des Nations Unies dans le cadre de mécanismes de coordination interinstitutions, tels que le Réseau des Nations Unies sur les migrations, l'Équipe spéciale mondiale sur la corruption, le Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes, l'Équipe spéciale du système des Nations Unies chargée de coordonner l'application de la position commune en matière de drogues, la Cellule mondiale de coordination des questions relatives à l'état de droit et le mécanisme de sécurité climatique. Il a par ailleurs conclu de nouveaux accords ou lancé de nouvelles initiatives avec l'Organisation mondiale de la Santé, l'Union européenne, l'Union africaine et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et a étudié les moyens de renforcer la coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, entre autres. Un dialogue régulier a en outre continué d'être entretenu avec des organisations de la société civile, le secteur privé, le milieu académique et des groupes parlementaires.

C. Aperçu des activités

9. En 2022, l'ONUDC a continué d'aider les États, par l'intermédiaire de la Commission des stupéfiants, à tenir leurs engagements internationaux en matière de politique de lutte contre la drogue, en particulier s'agissant de la suite donnée à la

Déclaration ministérielle de 2019 sur le renforcement des actions que nous menons aux niveaux national, régional et international, pour accélérer la mise en œuvre de nos engagements communs à aborder et combattre le problème mondial de la drogue. En septembre, la Commission a organisé une quatrième série de discussions thématiques axées sur les défis recensés dans la Déclaration ministérielle de 2019 concernant les mesures de lutte non conformes aux trois conventions internationales sur le contrôle des drogues et aux obligations internationales applicables en matière de droits humains. Par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, l'ONUDC a continué d'appuyer les États dans la mise en œuvre de la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et il a organisé une deuxième série de discussions thématique sur la promotion du système de justice pénale.

10. Avec le soutien de l'ONUDC, qui assurait le secrétariat de cette instance, presque tous les États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée se sont officiellement engagés dans un examen par les pairs de la mise en œuvre de la Convention, en se concentrant avant tout sur les questions de l'incrimination et de la juridiction. L'Office a par ailleurs apporté son soutien à la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption et à ses organes subsidiaires pour ce qui était de surveiller la suite donnée à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la lutte contre la corruption, tenue en 2021. Afin de lutter contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, il a de plus continué de fournir des services de secrétariat au Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, l'objectif étant de contribuer à l'élaboration d'un tel instrument, laquelle devrait s'achever en 2024.

11. L'ONUDC a continué d'apporter son soutien aux principaux organes des Nations Unies. À plusieurs occasions, la Directrice exécutive a informé le Conseil de sécurité sur les menaces que représentaient la criminalité, la drogue, la corruption et le terrorisme en Afrique, en Afghanistan et en Haïti. Lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Charm el-Cheikh, en Égypte, l'ONUDC a souligné la nécessité de lutter contre la criminalité touchant à l'environnement, par exemple le trafic de déchets, et de promouvoir des pratiques de gestion écologiquement rationnelle des déchets.

12. La poursuite de la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences sur l'exécution des mandats, en particulier s'agissant des réunions intergouvernementales et normatives de l'ONUDC et des activités de renforcement des capacités organisées, la situation ayant poussé l'Office à changer d'approche et à privilégier le distanciel au présentiel ainsi qu'à ajuster ses programmes et ses opérations pour répondre rapidement aux besoins changeants des États Membres. Face aux répercussions multiformes de la pandémie sur les drogues et la criminalité organisée, l'Office a mené des recherches et procédé à des analyses en vue de l'élaboration et de la diffusion de notes de synthèse, de notes d'orientation et de conseils fondés sur des données probantes, et mis au point des méthodes virtuelles devant permettre aux États Membres de répondre aux besoins essentiels. Mettant à profit les défis posés par la pandémie en tant que catalyseur, il a par ailleurs recensé de nouveaux moyens de communiquer avec le nombre sans cesse croissant d'utilisateurs des réseaux sociaux dans le monde et réussi, en coopération avec les États Membres, à donner davantage de visibilité à ses activités.

13. En 2022, l'ONUDC a continué de développer les capacités sur le terrain et au siège pour accroître la qualité des recherches effectuées et, partant, renforcer la base de données de faits utilisées à des fins de formulation des programmes et de conseils pratiques, soutenir les États, et s'assurer de pouvoir exécuter les tâches voulues et de communiquer au mieux. De nombreuses nouvelles publications ont ainsi été diffusées en 2022, telles que le Rapport mondial sur les drogues de 2022, intitulé « Conflict in Ukraine: key evidence on drug demand and supply », et une publication de l'ONUDC intitulée « Drugs Monitoring Platform brief: patterns and trends in trafficking routes of heroin and methamphetamine originating in Afghanistan ».

14. En ce qui concerne les engagements transversaux, l'ONUDC a poursuivi ses efforts d'intégration de la question des droits humains dans ses mandats et programmes, en élaborant des listes de contrôle opérationnelles à usage interne et des publications spécifiques axées sur ce sujet. Il a en outre lancé un cadre d'accélération de l'autonomisation des jeunes, le « Youth Empowerment Accelerator », en vue de rationaliser les actions d'intégration de la jeunesse et de soutenir les initiatives axées sur les jeunes. La Stratégie pour l'égalité des genres et l'avancement des femmes (2022-2026) de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'ONUDC a été achevée et approuvée par le Comité exécutif de ces deux entités. La deuxième édition du plan d'action de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'ONUDC pour l'inclusion du handicap (2023-2024) a été élaborée, et l'Office a mené un certain nombre d'activités visant à promouvoir cette question.

15. On trouvera un complément d'information sur les activités menées en 2022 dans le rapport de la Directrice exécutive sur les activités de l'ONUDC ([E/CN.7/2023/2-E/CN.15/2023/2](#)).

D. Aperçu de l'exécution du budget

16. À la différence des états financiers, qui sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en application des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), le budget-programme de l'ONUDC est encore élaboré, géré et présenté suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, sur la base des Normes comptables du système des Nations Unies. L'état financier V présente un état comparatif des montants budgétés et des montants réels.

17. Les recettes et les dépenses dont il est question dans la présente section ont été calculées selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée (méthode retenue dans les Normes comptables du système des Nations Unies), de sorte qu'elles peuvent être comparées aux montants inscrits dans les budgets.

18. Le budget consolidé de l'ONUDC est établi tous les deux ans. Le budget des fonds à des fins générales (contributions non préaffectées) est approuvé par la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tandis que le budget des fonds réservés à des fins spéciales (contributions préaffectées) et le budget des fonds d'appui aux programmes (budget d'appui administratif et d'appui aux programmes) sont présentés aux Commissions pour qu'elles les entérinent. Ensemble, les contributions préaffectées et non préaffectées et les fonds affectés à l'appui administratif et à l'appui aux programmes constituent les ressources extrabudgétaires de l'Office. Le budget consolidé contient également des informations sur le budget ordinaire de l'Office, qui est approuvé par l'Assemblée générale.

19. Une fois le budget consolidé approuvé, l'ONUDC alloue des fonds, en fonction de leur disponibilité, à l'exécution des programmes et des projets. À la fin de la première année de l'exercice biennal, le budget est révisé en fonction de l'évolution

des besoins. Ces modifications sont approuvées par les Commissions lors de l'élaboration du rapport sur l'exécution du budget pendant la première année de l'exercice biennal. Le budget révisé pour l'exercice 2022-2023 a été présenté aux Commissions à la fin de 2022.

20. Dans le tableau IV.1 sont présentées des données comparatives globales de l'exécution du budget en 2021 et en 2022.

Tableau IV.1

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : aperçu des recettes, du budget, des dépenses et du taux d'exécution du budget (budget ordinaire compris) pour 2021-2022 (comptabilisés selon les Normes comptables du système des Nations Unies)

(En millions de dollars des États-Unis)

| | 2022 | 2021 |
|--|--------|--------|
| Recettes | 413,1 | 399,7 |
| Budget (définitif) (A) | 394,7 | 349,4 |
| Dépenses réelles (B) | 389,3 | 348,8 |
| Taux d'exécution du budget (B par rapport à A) | 98,6 % | 99,8 % |

21. Les ressources extrabudgétaires inscrites au budget initial pour 2022 approuvé ou entériné par les Commissions à leurs sessions de 2021 s'élevaient à 337,6 millions de dollars (contre 360,8 millions de dollars en 2021). Les ressources extrabudgétaires inscrites au budget révisé pour 2022 approuvé ou entériné par les Commissions en décembre 2022 se montaient à 371,7 millions de dollars (contre 325,1 millions de dollars en 2021). Budget ordinaire compris, le budget révisé de l'ONUDC pour 2022 était de 394,7 millions de dollars (contre 349,4 millions de dollars en 2021). Le taux d'exécution du budget s'établissait à 98,6 % pour 2022 (contre 99,8 % pour 2020).

22. Comme indiqué dans le tableau IV.1, les recettes et les dépenses de l'ONUDC ont enregistré une augmentation de respectivement 13,4 millions de dollars (soit 3,4 %) et 40,5 millions de dollars (soit 11,6 %) en un an.

23. Dans le tableau IV.2, les dépenses de 2021 et 2022 sont ventilées par source de financement : fonds réservés à des fins spéciales (contributions préaffectées), fonds d'appui aux programmes (budget d'appui administratif et d'appui aux programmes) et fonds à des fins générales (contributions volontaires non préaffectées) et budget ordinaire.

Tableau IV.2

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par source de financement des dépenses de 2021 et 2022 (comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies)

(En millions de dollars des États-Unis ; les chiffres du budget ordinaire sont tirés des chapitres 16 et 23.)

| | 2022 | | 2021 | |
|-------------------------------------|---------|-------------|---------|-------------|
| | Montant | Pourcentage | Montant | Pourcentage |
| <i>Ressources extrabudgétaires</i> | | | | |
| Fonds réservés à des fins spéciales | 339,5 | 87 | 297,8 | 85 |
| Fonds d'appui aux programmes | 23,2 | 6 | 23,2 | 7 |

| | 2022 | | 2021 | |
|-------------------------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | Montant | Pourcentage | Montant | Pourcentage |
| Fonds réservés à des fins générales | 3,7 | 1 | 4,4 | 1 |
| Total partiel | 366,4 | 94 | 325,4 | 93 |
| Budget ordinaire | 22,9 | 6 | 23,4 | 7 |
| Total | 389,3 | 100 | 348,8 | 100 |

24. Malgré l'incertitude causée par la poursuite de la pandémie de COVID-19 et le contexte mondial actuel, l'exécution des programmes a continué de progresser, les fonds y consacrés augmentant de 41,7 millions de dollars par rapport à 2021, pour atteindre 339,5 millions de dollars en 2022.

25. Par rapport à 2021, la progression la plus notable a été enregistrée pour les programmes suivants : programmes de développement alternatif en Colombie (augmentation de 13,9 millions de dollars) ; Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime (augmentation de 6,6 millions de dollars) ; programme régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique (2022-2026) (augmentation de 6,2 millions de dollars) ; Programme mondial de contrôle des conteneurs (augmentation de 4,8 millions de dollars) ; Programme de communication aéroportuaire (augmentation de 4,2 millions de dollars) ; Programme mondial contre la cybercriminalité (augmentation de 3,6 millions de dollars) ; Programme mondial contre le blanchiment d'argent (augmentation de 2,0 millions de dollars).

26. Les figures IV.I et IV.II illustrent la ventilation des dépenses respectivement par sous-programme et par région. Les deux principaux sous-programmes du point de vue des dépenses étaient le sous-programme 1 (Lutte contre la criminalité transnationale organisée) et le sous-programme 5 (Justice). Ensemble, ces deux sous-programmes ont représenté 56,0 % des dépenses en 2022. Les programmes mondiaux (33,0 %) mis à part, les régions dans lesquelles la plus grande part des dépenses a été engagée sont l'Afrique et le Moyen-Orient (28,2 %) et l'Amérique latine et les Caraïbes (17,7 %). Ensemble, ces trois régions ont représenté 79,0 % des dépenses en 2022.

Figure IV.I

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par sous-programme des dépenses de 2022 comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies (budget ordinaire compris)

(En millions de dollars des États-Unis)

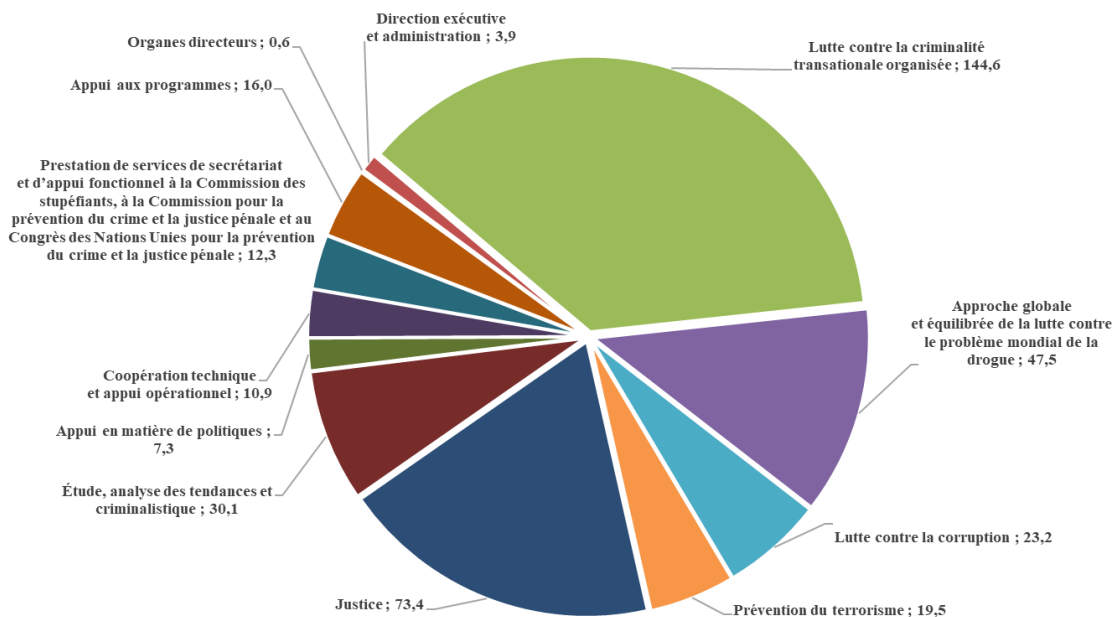
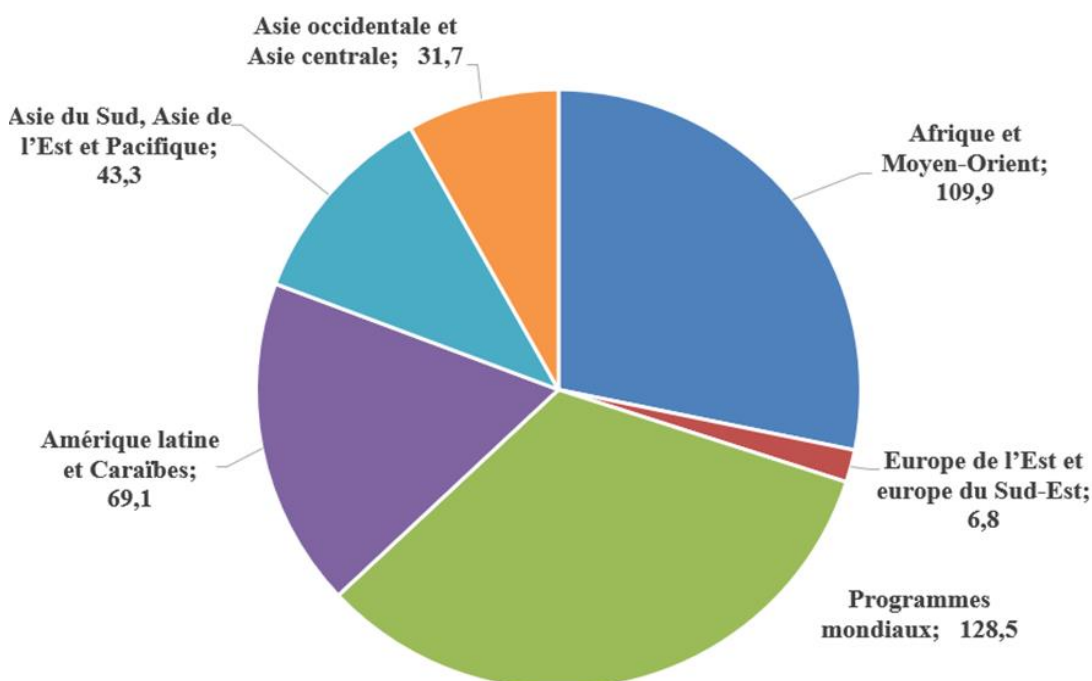


Figure IV.II

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par région des dépenses de 2022 comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies (budget ordinaire compris)

(En millions de dollars des États-Unis)



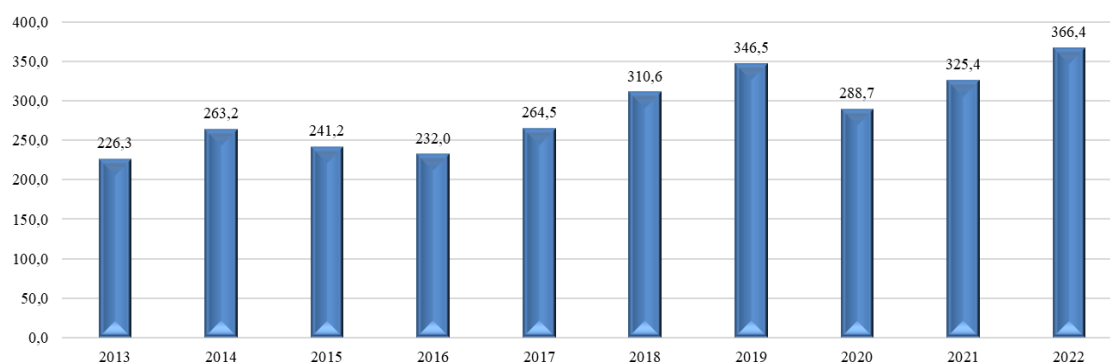
Note : Selon le pays ou la région où les projets sont exécutés.

27. Les figures IV.III et IV.IV montrent l'évolution sur 10 ans des dépenses d'assistance technique.

Figure IV.III

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : évolution de 2013 à 2022 des dépenses d'assistance technique comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies (hors budget ordinaire)

(En millions de dollars des États-Unis)

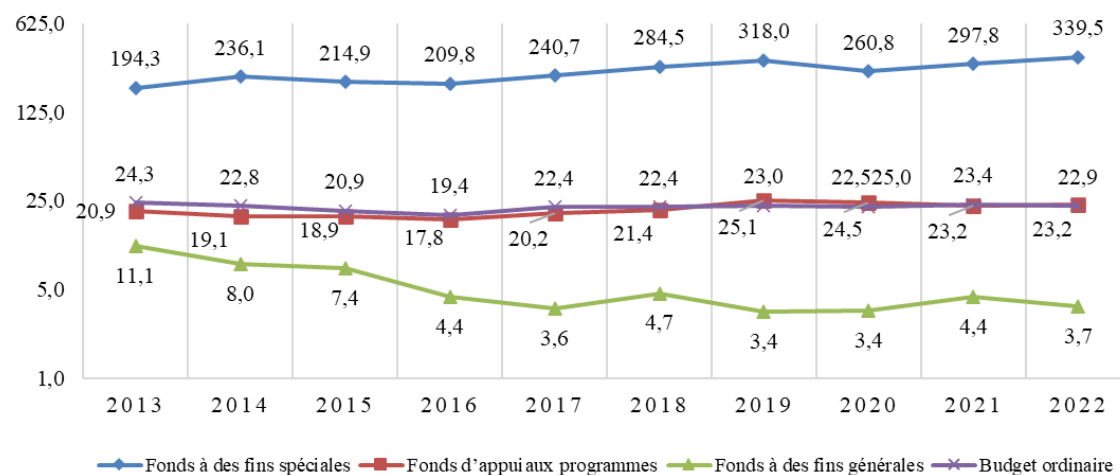


28. Bien que la poursuite de la pandémie de COVID-19 et la situation mondiale actuelle aient fait peser une pression sans précédent sur l'économie mondiale, les mesures prises par l'ONUDC pour adapter ses programmes à des réalités et des priorités changeantes ont permis d'améliorer la fourniture de l'assistance technique (exécution extrabudgétaire) de 12,6 % en 2022. Les dépenses se sont élevées à 366,4 millions de dollars, soit une augmentation de 41,0 millions de dollars par rapport à 2021.

Figure IV.IV

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par source de financement des dépenses de 2013 à 2022 (comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies)

(En millions de dollars des États-Unis)



29. La figure IV.IV fait ressortir le déséquilibre qui s'est accru au fil des ans entre contributions préaffectées et contributions non préaffectées. Le ratio des fonds

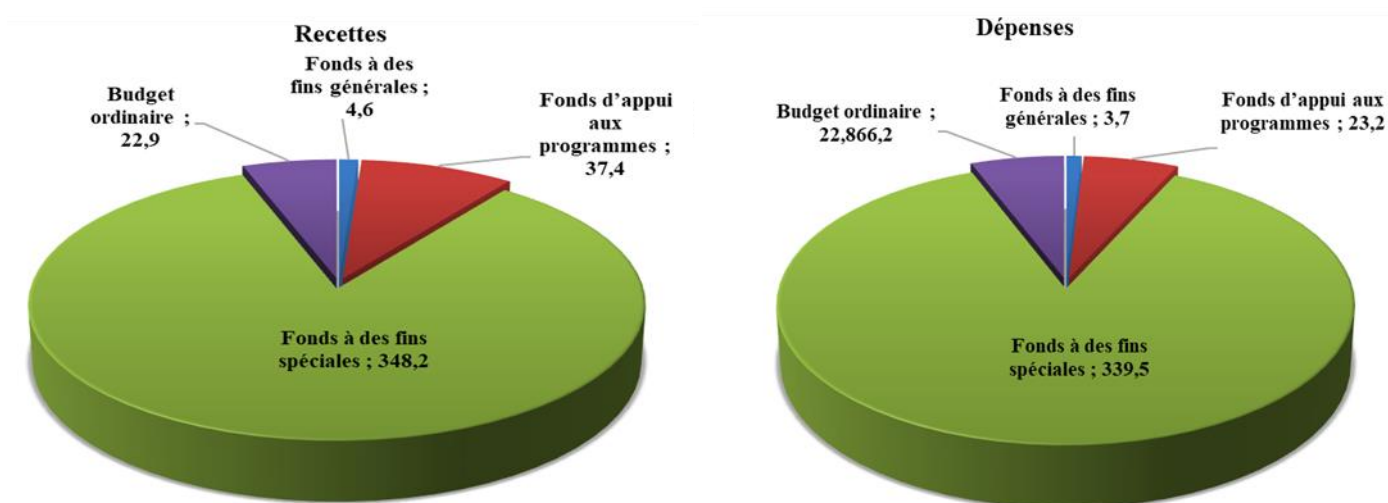
constitués à des fins générales (non préaffectés) par rapport aux fonds constitués à des fins spéciales (préaffectés) est passé de 5:95 en 2013 à seulement 1:99 en 2022. En chiffres, les fonds destinés à des fins générales (dépenses) sont passés de 11,1 millions de dollars en 2013 à 3,7 millions de dollars en 2022, soit une diminution de 66,7 %, alors que les fonds préaffectés (dépenses) sont passés de 194,3 millions de dollars en 2013 à 339,5 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 74,7 %.

30. La figure IV.V présente les recettes et les dépenses de 2022 par source de financement (fonds destinés à des fins générales, fonds d'appui aux programmes et fonds réservés à des fins spéciales).

Figure IV.V

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par source de financement des recettes et dépenses de 2022 (comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies)

(En millions de dollars des États-Unis)



31. Comme le montre la figure IV.V, les recettes destinées à des fins générales (non préaffectées) ne représentaient que 1,1 % des recettes totales et n'ont permis de financer que 1,0 % des dépenses annuelles liées à l'exécution des programmes. Le flux continu de ressources non préaffectées est essentiel pour la viabilité de l'Office, qui continue de demander aux États Membres de s'engager à verser des contributions adéquates à des fins générales. En outre, l'ONUDC met davantage l'accent sur les contributions à des fins plus générales dans son plan de collecte de fonds, dans lequel les États Membres s'engagent à fournir davantage de ressources de base et à accroître la flexibilité des contributions volontaires.

32. L'amélioration de l'exécution des programmes financés par des fonds réservés à des fins spéciales a entraîné une augmentation des recettes tirées des dépenses d'appui aux programmes en 2022 : 37,4 millions de dollars, contre 29,9 millions de dollars en 2021.

E. Analyse financière

33. Les résultats qui figurent dans la présente section sont issus des états financiers établis selon les normes IPSAS et des notes qui les accompagnent, sauf indication contraire.

34. Au 31 décembre 2022, l'actif net s'élevait à 947,7 millions de dollars (état I), ce qui représente une augmentation de 66,2 millions de dollars (soit 7,5 %) par rapport au 31 décembre 2021 (881,5 millions de dollars). Cette augmentation découle de l'excédent net de 25,1 millions de dollars enregistré en 2022 (état II) et d'un gain actuariel de 41,1 millions de dollars résultant de l'évaluation des engagements au titre des avantages du personnel (état III).

35. Le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements s'élevait à 950,4 millions de dollars (soit 71,8 % de l'actif total au 31 décembre 2022), en hausse de 5,5 millions de dollars (soit 0,6 %) par rapport à 2021 (944,9 millions de dollars) (voir notes 5 et 6 relatives aux états financiers).

36. Au 31 décembre 2022, le montant des contributions volontaires préaffectées à recevoir était de 303,8 millions de dollars (contre 262,0 millions en 2021), déduction faite d'une provision de 2,6 millions de dollars pour créances douteuses (contre 11,1 millions en 2021) (voir note 7).

37. Un élément important du mode opératoire de l'ONUDC consiste à établir des partenariats avec d'autres programmes et organismes des Nations Unies, des organisations internationales et régionales, des institutions publiques et des organisations non gouvernementales pour exécuter les activités relatives aux programmes. Dans le cadre de la nouvelle politique de partenariat de l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC pour la collaboration avec des partenaires externes, qui remplace et annule le cadre régissant la collaboration avec les entités extérieures, l'Office verse des avances à ses partenaires d'exécution, lesquels rendent compte de leur emploi dans les rapports qu'ils lui présentent régulièrement. À la fin décembre 2022, le solde des avances s'élevait à 21,4 millions de dollars (contre 17,4 millions en 2021), dont 5,0 millions de dollars (1,5 million en 2021) devaient contribuer à la mise en place et au contrôle de l'exécution de la stratégie intégrée colombienne de réduction durable des cultures illicites et d'incitation au développement alternatif, ainsi qu'à l'instauration d'un état d'esprit privilégiant le respect de la loi (voir note 8).

38. Au 31 décembre 2022, la valeur totale des immobilisations corporelles s'établissait à 10,2 millions de dollars (contre 16,6 millions en 2021). Des projets de construction d'une valeur totale de 2,9 millions de dollars étaient en cours à la fin de 2022 (voir note 10).

39. Au 31 décembre 2022, le montant des encaissements par anticipation s'élevait à 39,6 millions de dollars (35,4 millions en 2021). Il correspond à des fonds reçus au titre d'opérations avec contrepartie directe pour des services qui n'avaient pas encore été fournis à la fin de l'année (voir note 13).

40. Au 31 décembre 2022, le montant des engagements au titre des avantages du personnel s'élevait à 115,5 millions de dollars (147,1 millions en 2021), dont 105,3 millions de dollars (138,1 millions en 2021) concernaient des engagements au titre de régimes à prestations définies (voir note 14).

41. Les produits comptabilisés en 2022, d'un montant total de 430,6 millions de dollars (contre 417,8 millions en 2021), provenaient à 82,1 % d'opérations sans contrepartie directe (353,5 millions de dollars, contre 345,5 millions de dollars en 2021) (voir note 19), auxquelles s'ajoutait le montant de la dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU (34,0 millions de dollars, contre 34,5 millions en 2021)

(voir note 18). À la rubrique « Produits divers » étaient inscrits 9,0 millions de dollars (14,4 millions en 2021), dont 8,8 millions de dollars (11,9 millions en 2021) provenaient d'opérations avec contrepartie directe telles que des services d'appui informatique et l'organisation de formations à l'intention des États Membres et d'autres organisations internationales (voir note 20).

42. Le montant total des charges pour l'exercice s'élevait à 405,6 millions de dollars (contre 356,5 millions en 2021) et concernait essentiellement les dépenses de personnel, d'un montant de 150,6 millions de dollars (contre 147,5 millions en 2021), soit 37,1 % des charges totales, la rémunération et les indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, d'un montant de 78,8 millions de dollars (contre 73,5 millions en 2021), soit 19,4 % des charges totales, et les frais de fonctionnement divers, d'un montant de 104,3 millions de dollars (contre 84,1 millions en 2021), soit 25,7 % des charges totales. En outre, le montant relatif aux travaux réalisés par les partenaires d'exécution et aux subventions versées aux bénéficiaires dans le cadre de mécanismes de microfinancement s'élevait à 18,5 millions de dollars (contre 23,5 millions de dollars en 2021).

F. Risques, enjeux et améliorations pour 2022 et au-delà

Planification stratégique et dépendance à l'égard des contributions extrabudgétaires

43. En accord avec la réforme de la gestion proposée par le Secrétaire général, l'ONUDC a intensifié ses efforts de renforcement de la gestion axée sur les résultats en intégrant cette composante dans tous les programmes et en veillant à ce qu'il en soit tenu compte dans sa stratégie 2021-2025, le plan-programme annuel du Secrétariat et les plans-cadres de coopération pour le développement durable à l'échelon national. L'Office a fait la promotion de normes et bonnes pratiques en matière de gestion axée sur les résultats dans le cadre du processus de gestion du changement, eu égard à la solution intégrée de planification, de suivi et de communication de l'information d'Umoja-Extension 2. Il a en outre mis à jour ses instructions de gestion relatives à l'élaboration de projets et de programmes et à la collecte de fonds, et révisé sa politique d'évaluation. En 2022, 14 évaluations indépendantes ont été achevées, lesquelles ont fait l'objet de discussions et été diffusées, à savoir notamment la première évaluation stratégique de l'action menée par l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC pour promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, dont il a été tenu compte des résultats pour l'élaboration de la stratégie de l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC en matière d'égalité des genres pour la période 2022-2026. De plus, une métasynthèse novatrice des évaluations de l'ONUDC pour la période 2019-2021 a été réalisée, laquelle contient des informations au niveau agrégé.

44. Les discussions sur les modalités de financement de l'ONUDC, visant à ce que des recommandations pratiques soient proposées pour remédier à l'insuffisance du financement et mieux utiliser les fonds, se sont poursuivies, notamment avec les États Membres, dans le cadre du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

45. La forte dépendance de l'ONUDC à l'égard des contributions extrabudgétaires préaffectées fait courir un risque à la viabilité financière à long terme de l'Office, qui a besoin de revenus suffisants, stables et prévisibles pour atteindre ses objectifs. Elle pèse aussi sur l'indépendance et la capacité d'exécution de celui-ci.

46. Le montant des contributions à des fins spéciales a atteint 348,2 millions de dollars à la fin de l'année 2022, soit un niveau similaire à celui atteint avant la pandémie et le début des conflits. L'ONUDC a intensifié ses efforts visant à élargir la base de donateurs contribuant à ses programmes au-delà des sources traditionnelles de financement, en renforçant sa coopération avec des organismes de développement bilatéraux dans des domaines tels que ceux des crimes portant atteinte à l'environnement et de la corruption. Il a par ailleurs continué de collaborer étroitement avec des partenaires des Nations Unies au niveau des équipes nationales, ce qui a permis d'accroître la coopération au moyen d'arrangements interorganisations et d'étendre les accords relatifs à des fonds d'affectation spéciale pluripartenaire.

47. L'Office a organisé des séances d'information périodiques à l'intention des États Membres, notamment par l'intermédiaire du groupe de travail intergouvernemental sur l'amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'ONUDC, informé le groupe de la situation concernant les ressources destinées à des fins générales et l'a prié de remédier aux insuffisances constatées dans ce domaine. Tout au long de l'année, il a également continué de suivre de près la situation relative à la COVID-19 et les risques découlant du contexte mondial actuel, examiné la situation financière globale et surveillé attentivement l'exécution du budget, en recensant les insuffisances et les domaines à risque, pris des mesures pour soutenir l'exécution du programme et fait rapport aux États Membres en conséquence. Ces activités ont permis la réaffectation de ressources à des domaines devenus prioritaires en raison de crises majeures, de conflits et d'autres faits de portée mondiale (par exemple, dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget complet de l'ONUDC pour 2022-2023, des ressources supplémentaires ont été allouées à la question de l'Ukraine).

48. On trouvera des informations sur la gestion des risques financiers (risque de crédit, risque de liquidité et risque de marché) dans la note 21.

Modalités de financement

49. Comme suite aux demandes formulées par les Commissions dans les résolutions 62/9 et 28/4, l'ONUDC a procédé à un examen de l'utilisation et de l'affectation des fonds d'appui aux programmes et étudié les propositions faites pour assouplir et améliorer l'utilisation de ces fonds au siège et sur le terrain, s'il y avait lieu. Les discussions internes se sont poursuivies tout au long de l'année 2022 et trois options ont été envisagées en tenant compte de la stratégie 2021-2025 : a) aborder les stratégies d'augmentation des revenus dans le cadre du plan de collecte de fonds de l'Office ; b) examiner en permanence les procédures et structures organisationnelles, au siège comme dans les bureaux extérieurs, en tenant compte des changements découlant des réformes engagées au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ; c) procéder au recouvrement direct des coûts pour les services administratifs qui peuvent être liés de manière transparente et rentable à la fourniture d'un soutien direct pour les activités relatives aux programmes financées au moyen de contributions extrabudgétaires. Le travail réalisé sur ces questions se poursuivra en 2023.

Réforme du mode de gestion de l'Organisation des Nations Unies

50. Pour améliorer l'application du principe de responsabilité et la conformité aux directives publiées par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, l'Office surveille les tableaux de bord qui permettent de comparer ses données à des indicateurs clés de performance et il effectue des examens de gestion. Les contrats de mission des hauts fonctionnaires pour 2022 ont encore été rationalisés pour refléter les priorités du Secrétaire général et intégrer de nouveaux indicateurs quantitatifs.

51. L'ONUDC a contribué à la publication annuelle de la déclaration relative au contrôle interne. La déclaration, qui concerne l'ensemble des opérations effectuées par le Secrétariat en 2021, a été signée par le Secrétaire général le 28 juin 2022. La publication de la déclaration relative au contrôle interne pour l'ensemble des opérations menées en 2022 est prévue pour la mi-2023, une fois que les listes de contrôle pour l'auto-évaluation et les déclarations d'assurance auront été signées et revues par tous les chefs d'entités.

Initiative de gestion globale des risques

52. Après l'adoption d'un nouvel inventaire des risques du Secrétariat en juillet 2021, l'ONUDC a commencé à passer en revue son dispositif de gestion globale des risques, afin notamment de l'aligner sur sa stratégie pour 2021-2025 et d'y inclure des éléments relatifs à la pandémie de COVID-19 et à l'évolution des conditions de sécurité. Il a identifié les nouveaux risques et rationalisé et simplifié la gouvernance de la gestion des risques, en matière notamment de suivi et de communication de l'information, l'objectif étant de favoriser une réponse plus efficace et plus souple. Il participe en outre à l'essai pilote de l'application du cadre de gestion globale des risques du Secrétariat développé par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

Umoja

53. On s'est principalement attaché à achever la mise en service d'Umoja-Extension 2 et à procéder à de nouvelles améliorations des modules, en particulier ceux liés à la solution intégrée de planification, de gestion et de communication de l'information, au moyen notamment d'outils d'auto-analyse et de l'élaboration de rapports sous forme de tableaux de bord.

54. Afin de s'assurer que les questions opérationnelles relatives à Umoja fassent l'objet des discussions voulues et soient efficacement traitées, le forum de spécialistes des processus constitué par l'ONUDC continuera d'entretenir des échanges réguliers avec le Siège au sujet de questions ayant trait aux fonctionnalités d'Umoja-Extension 2. En outre, de nouvelles lignes directrices et activités de formation sont régulièrement proposées. Tous ces efforts visent à améliorer l'agilité et l'efficacité institutionnelles de l'Office en tirant parti des avantages qu'un progiciel de gestion intégré offre dans le domaine des programmes comme dans celui de l'administration.

Chapitre V

États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2022

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

I. État de la situation financière au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Complément d'information | Au 31 décembre 2022 | Au 31 décembre 2021 |
|--|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| Actif | | | |
| Actifs courants | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Note 5 | 136 674 | 103 698 |
| Placements | Note 6 | 548 227 | 708 687 |
| Contributions volontaires à recevoir | Note 7 | 182 144 | 148 869 |
| Créances diverses | Note 7 | 15 876 | 15 200 |
| Transferts anticipés | Note 8 | 21 392 | 17 441 |
| Avances versées au PNUD et autres éléments d'actif | Note 9 | 15 173 | 7 802 |
| Total des actifs courants | | 919 486 | 1 001 697 |
| Actifs non courants | | | |
| Placements | Note 6 | 265 473 | 132 474 |
| Contributions volontaires à recevoir | Note 7 | 121 623 | 113 157 |
| Créances diverses | Note 7 | 6 761 | 12 718 |
| Immobilisations corporelles | Note 10 | 10 246 | 16 617 |
| Immobilisations incorporelles | Note 11 | 420 | 535 |
| Total des actifs non courants | | 404 523 | 275 501 |
| Total de l'actif | | 1 324 009 | 1 277 198 |
| Passif | | | |
| Passifs courants | | | |
| Dettes et charges à payer | Note 12 | 53 332 | 42 599 |
| Encaissements par anticipation | Note 13 | 39 590 | 35 369 |
| Avantages du personnel | Note 14 | 7 769 | 7 280 |
| Engagements conditionnels | Note 16 | 92 233 | 108 433 |
| Total des passifs courants | | 192 924 | 193 681 |
| Passifs non courants | | | |
| Dettes et charges à payer | Note 12 | 6 761 | 12 718 |
| Avantages du personnel | Note 14 | 107 741 | 139 869 |
| Engagements conditionnels | Note 16 | 68 874 | 49 391 |
| Total des passifs non courants | | 183 376 | 201 978 |
| Total du passif | | 376 300 | 395 659 |
| Total net de l'actif et du passif | | 947 709 | 881 539 |
| Actif net | | | |
| Excédents/(déficits) cumulés – fonds non réservés à des fins particulières | Note 17 | 113 040 | 53 971 |
| Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières | Note 17 | 834 669 | 827 568 |
| Total de l'actif net | | 947 709 | 881 539 |

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Abréviation : PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

II. État de la performance financière pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Complément d'information</i> | <i>Au 31 décembre 2022</i> | <i>Au 31 décembre 2021</i> |
|--|-------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Produits | | | |
| Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU | Note 18 | 33 986 | 34 518 |
| Contributions volontaires | Note 19 | 353 472 | 345 462 |
| Autres transferts et allocations | Note 19 | 30 234 | 23 305 |
| Produits divers | Note 20 | 9 033 | 14 418 |
| Produit des placements | Note 21 | 3 924 | 72 |
| Total des produits | | 430 649 | 417 775 |
| Charges | | | |
| Traitements, indemnités et prestations | Note 22 | 150 571 | 147 520 |
| Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire | Note 23 | 78 795 | 73 541 |
| Subventions et autres transferts | Note 24 | 18 476 | 23 473 |
| Fournitures et consommables | Note 25 | 5 315 | 6 115 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | Note 10 | 632 | 571 |
| Amortissement d'immobilisations incorporelles | Note 11 | 115 | 86 |
| Voyages | Note 26 | 47 359 | 21 038 |
| Frais de fonctionnement divers | Note 27 | 104 273 | 84 058 |
| Charges diverses | Note 28 | 49 | 118 |
| Total des charges | | 405 585 | 356 520 |
| Excédent/(déficit) pour l'année | Note 17 | 25 064 | 61 255 |

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

III. État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Complément d'information</i> | <i>Excédents/(déficits) cumulés – fonds non réservés à des fins particulières</i> | <i>Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières</i> | <i>Total</i> |
|---|-------------------------------------|---|---|----------------|
| Actif net au 1^{er} janvier 2021 | | 44 897 | 777 897 | 822 794 |
| Variation de l'actif net | | | | |
| Virements/prélèvements sur des réserves servant ou non à des fins particulières | | (638) | 638 | – |
| Gains/(pertes) actuariel(le)s | | (2 510) | – | (2 510) |
| Excédent/(déficit) pour l'année | | 12 222 | 49 033 | 61 255 |
| Total au 31 décembre 2021 | | 53 971 | 827 568 | 881 539 |
| Actif net au 1^{er} janvier 2022 | État I | 53 971 | 827 568 | 881 539 |
| Variation de l'actif net | | | | |
| Virements/prélèvements sur des réserves servant ou non à des fins particulières | Note 17 | (681) | 681 | – |
| Gains/(pertes) actuariel(le)s | Note 14 | 41 106 | – | 41 106 |
| Excédent/(déficit) pour l'année | État II | 18 644 | 6 420 | 25 064 |
| Total au 31 décembre 2022 | État I | 113 040 | 834 669 | 947 709 |

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Complément d'information | Au 31 décembre 2022 | Au 31 décembre 2021 |
|---|-----------------------------|------------------------|------------------------|
| Flux de trésorerie provenant du fonctionnement | | | |
| Excédent/(déficit) pour l'année | État II | 25 064 | 61 255 |
| <i>Variations sans effet de trésorerie</i> | | | |
| Amortissement | Notes 10 et 11 | 747 | 657 |
| Engagements au titre des avantages du personnel : gains/(pertes) actuariel(le)s | Note 14 | 41 106 | (2 510) |
| Immobilisations corporelles : investissements additionnels | Note 10 | (236) | – |
| Transferts et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles sans contrepartie | Note 10 | (144) | – |
| Perte nette sur sorties d'immobilisations corporelles | Note 10 | 11 285 | 1 593 |
| <i>Variations de l'actif</i> | | | |
| (Augmentation)/diminution des contributions volontaires à recevoir | Note 7 | (41 741) | 26 943 |
| (Augmentation)/diminution des créances diverses | Note 7 | 5 281 | (8 095) |
| (Augmentation)/diminution des transferts anticipés | Note 8 | (3 951) | (901) |
| (Augmentation)/diminution des autres éléments d'actif | Note 9 | (7 371) | 2 149 |
| <i>Variations du passif</i> | | | |
| Augmentation/(diminution) des dettes – États Membres | Note 12 | 718 | 9 281 |
| Augmentation/(diminution) des dettes – autres | Note 12 | 4 058 | 7 332 |
| Augmentation/(diminution) des encaissements par anticipation | Note 13 | 4 221 | 88 |
| Augmentation/(diminution) des engagements au titre des avantages du personnel | Note 14 | (31 639) | 12 081 |
| Augmentation/(diminution) des engagements conditionnels | Note 16 | 3 283 | (29 901) |
| Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement | Note 21 | (3 924) | (72) |
| Flux nets de trésorerie provenant du fonctionnement | Note 4 | 6 757 | 79 900 |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement | | | |
| Part au prorata de l'augmentation/(diminution) nette du fonds de gestion centralisée des liquidités | Note 6 | 27 461 | (64 556) |
| Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement | Note 21 | 3 924 | 72 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | Note 10 | (5 166) | (6 636) |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | Note 11 | – | (365) |
| Flux nets de trésorerie provenant des/(utilisés pour les) activités d'investissement | Note 4 | 26 219 | (71 485) |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | | | |
| Encaissements/(décaissements) divers | | – | – |
| Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement | | – | – |
| Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | Note 4 | 32 976 | 8 415 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année | Note 5 | 103 698 | 95 283 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année | État I | 136 674 | 103 698 |

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

V. État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Budget rendu public ^a | | Montants réels 2022 | Différence ^d (pourcentage) |
|--|--|---|--|--|
| | Budget annuel initial 2022 ^b | Budget annuel révisé 2022 ^c | (méthode comptable applicable au budget) | |
| Produits | | | | |
| Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU | 22 968 | 22 968 | 22 866 | — |
| Contributions volontaires | 311 785 | 352 162 | 390 274 | 11 |
| Total des produits | 334 753 | 375 130 | 413 140 | 10 |
| Charges | | | | |
| A. Organes directeurs | 719 | 719 | 605 | (16) |
| B. Direction exécutive et administration | 5 137 | 4 518 | 3 875 | (14) |
| C. Programme de travail | | | | |
| 1. Lutte contre la criminalité transnationale organisée | 141 178 | 143 823 | 144 627 | 1 |
| 2. Approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue | 34 835 | 51 609 | 47 465 | (8) |
| 3. Lutte contre la corruption | 24 181 | 25 609 | 23 171 | (10) |
| 4. Prévention du terrorisme | 20 352 | 20 171 | 19 538 | (3) |
| 5. Justice | 54 521 | 67 703 | 73 429 | 8 |
| 6. Recherche, analyse des tendances et criminalistique | 30 463 | 30 150 | 30 065 | 0 |
| 7. Appui en matière de politiques | 8 483 | 8 665 | 7 299 | (16) |
| 8. Coopération technique et appui opérationnel | 13 621 | 12 587 | 10 931 | (13) |
| 9. Prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes intergouvernementaux de l'ONU, à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale | 10 299 | 12 414 | 12 350 | (1) |
| D. Appui au programme | 16 776 | 16 765 | 15 985 | (5) |
| Total des charges (note 4) | 360 565 | 394 733 | 389 340 | (1) |
| Excédent/(déficit) net | (25 812) | (19 603) | 23 800 | — |

^a Les montants qui figurent dans l'état V sont présentés sur une base annuelle à des fins d'information. Pour plus d'informations sur le budget biennal de 2022-2023, voir la note 4 (Comparaison avec le budget).

^b Le budget initial approuvé pour 2022, d'un montant de 360,6 millions de dollars, comprend des ressources extrabudgétaires (337,6 millions de dollars) approuvées par la Commission des stupéfiants et par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (voir [E/CN.7/2021/11-E/CN.15/2021/18](#)). Il englobe également les crédits initialement ouverts aux chapitres 16 (22,0 millions de dollars) et 23 (1,0 million de dollars) du budget ordinaire de 2022. Le montant des ressources extrabudgétaires comprend celles allouées à l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

^c Le budget révisé pour 2022, qui s'élève à 394,7 millions de dollars, comprend des ressources extrabudgétaires d'un montant de 371,7 millions de dollars, ainsi qu'indiqué dans le document publié sous la cote [E/CN.7/2022/16-E/CN.15/2022/16](#). Il englobe également les crédits révisés ouverts aux chapitres 16 (22,0 millions de dollars) et 23 (1,0 million de dollars) du budget ordinaire de 2022. Le montant des ressources extrabudgétaires comprend celles allouées à l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

^d Différence entre les dépenses réelles (établies selon la méthode comptable applicable au budget) et le budget révisé, en pourcentage du budget révisé. Voir la note 4 (Comparaison avec le budget) pour des informations complémentaires et pour des explications relatives aux écarts significatifs, c'est-à-dire supérieurs ou égaux à 10 %.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Notes relatives aux états financiers

Note 1

Entité présentant l'information financière

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ses objectifs et ses activités

1. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est né en 1997¹ de la fusion du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues² et du Centre pour la prévention internationale du crime³. Il a pour mission de contribuer à la paix et à la sécurité mondiales, au respect des droits humains et au développement en rendant le monde plus sûr face à la drogue, à la criminalité, à la corruption et au terrorisme. Pour cela, il œuvre pour et avec les États Membres afin de promouvoir la justice et l'état de droit et de construire des sociétés résilientes.
2. Le mandat de l'ONUDC découle des priorités arrêtées dans les conventions des Nations Unies et dans les résolutions de l'Assemblée générale, notamment les résolutions [45/179](#), [46/152](#) et [46/185](#) C. Ses activités trouvent notamment leurs racines dans un ensemble d'instruments internationaux dont il est le garant et le défenseur, à savoir les trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues, la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant, les 19 conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme ainsi que les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.
3. L'ONUDC aide les États Membres à lutter contre la criminalité dans toutes ses dimensions, à combattre le problème mondial de la drogue et à prévenir le terrorisme international par les moyens suivants : a) des travaux normatifs, notamment des activités de sensibilisation et une assistance sur le plan législatif destinées à favoriser la ratification et l'application des traités internationaux pertinents et la prestation de services de secrétariat et de services fonctionnels aux organes conventionnels, aux organes directeurs et aux autres organes pilotés par les États Membres, dans les domaines de compétences concernés ; b) des travaux de recherche et d'appui à l'élaboration des politiques, visant à élargir la base de données factuelles et son utilisation dans les processus d'élaboration des politiques aux niveaux national, régional et mondial à la faveur d'une meilleure connaissance et d'une meilleure compréhension des problématiques ; c) des activités de coopération technique visant à renforcer la capacité des États Membres et des autres parties prenantes de lutter contre les drogues illicites, la criminalité et le terrorisme aux niveaux national, régional et mondial en exploitant les possibilités offertes par le vaste réseau de bureaux extérieurs et le siège de l'Office.
4. Le programme de travail est exécuté par les trois divisions organiques de l'Office : la Division des opérations, la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques et la Division des traités. Une importance particulière est accordée

¹ Voir [A/51/950](#), par. 143 à 145.

² Le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues a été créé en application de la résolution [45/179](#) de l'Assemblée générale, du 21 décembre 1990, en tant qu'organe responsable de l'action internationale concertée contre l'abus des drogues. Dans sa résolution [46/185](#) C, du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale a confié la responsabilité du fonds du Programme au Directeur exécutif de ce dernier.

³ L'Assemblée générale a créé le programme pour la prévention du crime et la justice pénale par sa résolution [46/152](#), du 18 décembre 1991. Depuis 1997, les activités de ce programme sont exécutées par le Centre pour la prévention internationale du crime, créé en application du programme de réformes du Secrétaire général (voir [A/51/950](#), sect. V).

aux questions communes aux sous-programmes, ce qui permet d'exploiter au mieux les complémentarités et les effets de synergie entre les divisions et le vaste réseau de bureaux extérieurs de l'Office. Les spécialistes des questions thématiques mènent à la fois des travaux normatifs et des activités opérationnelles et facilitent l'élaboration et l'exécution de programmes de coopération technique à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Une quatrième division, la Division de la gestion, est chargée de l'ensemble de l'appui administratif : elle oriente, contrôle et administre la planification financière, la gestion des ressources humaines, la passation des marchés et les services de gestion des conférences.

5. Les organes directeurs de l'Office sont l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, la Commission des stupéfiants et ses organes subsidiaires et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Par ailleurs, l'ONUDC apporte son appui à l'Organe international de contrôle des stupéfiants, au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, à la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption.

6. L'ONUDC, qui a son siège à Vienne, mène des activités dans toutes les régions du monde grâce à son vaste réseau composé de 10 bureaux régionaux, 8 bureaux de pays et 113 bureaux extérieurs chargés de programmes ou de projets. Il dispose également de deux bureaux de liaison.

7. L'ONUDC est principalement financé par des contributions volontaires versées au Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Une petite partie de ses ressources provient du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies approuvé par l'Assemblée générale.

8. Les états financiers de l'ONUDC prennent intégralement en compte les opérations et les résultats financiers de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, dont le siège est à Turin (Italie). L'Institut a été créé en 1967 en application de la résolution [1086 B \(XXXIX\)](#), dans laquelle le Conseil économique et social préconisait un élargissement des activités de l'ONU relatives à la prévention de la criminalité et à la justice pénale. L'Institut est supervisé par un Conseil d'administration. Il est régi par des statuts adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution [1989/56](#) et rend compte au Secrétaire général et au Conseil par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

Note 2

Méthodes comptables

Référentiel comptable

9. Comme le prescrivent le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU, les états financiers et les notes y relatives ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

10. Les présents états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'activité, compte tenu du fait que les Commissions et l'Assemblée générale ont approuvé les crédits demandés pour l'exercice 2022-2023 et de la tendance observée ces dernières années dans l'encaissement des contributions statutaires et dans le versement des contributions volontaires.

11. Les présents états financiers portent sur l'année civile terminée le 31 décembre 2022, qui correspond à la période considérée.

Autorisation de la publication des états financiers

12. Les présents états financiers ont été certifiés par la Chef du Service de la gestion des ressources financières et approuvés par la Directrice exécutive de l'Office.

Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière

13. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière de l'Office. Sauf indication contraire, les états financiers sont établis en milliers de dollars. Les montants figurant dans les états et dans les notes (y compris dans les tableaux) étant arrondis au millier le plus proche, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs éléments.

14. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération, qui se rapproche du taux de change au comptant. La valeur des actifs et passifs en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la fin de l'année. Lorsqu'elle est établie selon la méthode du coût historique ou de la juste valeur, la valeur des éléments non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change en vigueur à la date de l'opération ou à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change qui en résultent sont comptabilisés en résultat.

Principe de l'importance relative et recours à des appréciations et à des estimations

15. L'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS exige de recourir à des estimations, à des appréciations et à des hypothèses. L'importance relative est un principe essentiel qui régit la prise de décisions par l'Office et détermine le traitement comptable appliqué à la présentation et à la communication de l'information, à l'agrégation d'éléments, à la compensation et au moment à retenir pour l'application de changements de méthode comptable.

16. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent prennent notamment en compte les évaluations actuarielles, la durée d'utilité des actifs, leur dépréciation, l'inflation et les taux d'actualisation. Elles sont régulièrement examinées et les éventuelles révisions sont constatées au cours de l'année durant laquelle elles se produisent.

Méthode d'établissement de l'état des flux de trésorerie

17. L'état des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte.

Produits

Dotation provenant du budget ordinaire

18. Le budget biennal consolidé de l'ONUDC comprend des ressources provenant du budget ordinaire qui servent à financer directement l'exécution des programmes, comme indiqué dans les chapitres 16 et 23 du budget ordinaire de l'ONU, ressources dont il est également rendu compte dans l'état V (État comparatif des montants budgétés et des montants réels). À l'exception de cet état, les états financiers que l'Office a établis selon les normes IPSAS portent strictement sur les ressources dont il dispose en propre et ne comprennent que les ressources du budget ordinaire directement affectées à l'exécution des programmes et aux activités d'appui qu'il

propose. En conséquence, il n'est rendu compte dans les états financiers établis selon les normes IPSAS que d'une partie des ressources prévues au chapitre 29G du budget ordinaire de l'ONU, auquel sont inscrites les activités d'appui à l'Office.

19. Une fois approuvé, le montant total du budget ordinaire de l'ONU est mis en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale. C'est au Secrétariat qu'il revient d'administrer et de recouvrer les contributions au budget ordinaire. N'ayant ainsi aucun contrôle sur les sommes dues par les États Membres, l'ONUDC ne comptabilise en produits que la part annuelle du budget ordinaire qui lui est allouée.

Contributions volontaires

20. Les contributions volontaires et autres transferts constituant une entrée probable de ressources financières et découlant de promesses de don fermes, exigibles et non grevés de restrictions sont constatés en produits pour la totalité de leur montant, quelle que soit la durée de l'accord. Les contributions assujetties à des restrictions particulières sont comptabilisées au passif et les produits correspondants ne sont constatés que lorsque toutes les conditions fixées sont réunies. Les contributions et autres transferts versés en dehors d'accords exécutoires ne sont comptabilisés en produits qu'une fois reçus.

21. Les soldes de contributions volontaires à recevoir représentent les produits non recouverts issus d'accords exécutoires et sont constatés à la valeur nominale, déduction faite de toute dépréciation. Une provision pour créances douteuses est constituée en fonction des difficultés de recouvrement précédemment rencontrées.

Contributions en nature

22. Les contributions en nature et les droits d'usage cédés sans contrepartie portant sur des biens d'une valeur supérieure à 5 000 dollars sont comptabilisés en produits dès lors que les avantages économiques ou le potentiel de service qu'en attend l'Office sont probables et que leur montant peut être évalué de façon fiable. Les contributions en nature sont initialement constatées à leur juste valeur à la date de réception, calculée par référence aux valeurs du marché observables ou sur la base d'évaluations indépendantes. Les contributions en nature sous forme de services ne sont pas comptabilisées en produits, mais signalées dans les notes relatives aux états financiers lorsque leur valeur dépasse 20 000 dollars.

Produits d'opérations avec contrepartie directe

23. Les opérations avec contrepartie directe sont celles par lesquelles l'Office fournit des biens ou des services (formation, logiciels ou appui à la gestion des conférences) à des États, des entités des Nations Unies ou d'autres partenaires. Les produits sont comptabilisés à la juste valeur au moment de la livraison des biens ou de la prestation des services. Les montants facturés mais non recouverts sont comptabilisés en créances diverses, et les montants encaissés mais non encore employés sont comptabilisés au titre des encaissements par anticipation.

Produits des placements

24. La Trésorerie de l'ONU investit les ressources mises en commun par les entités du Secrétariat et d'autres participants. Le produit des placements comprend la part des produits nets des fonds de gestion centralisée des liquidités et d'autres intérêts créditeurs qui reviennent à l'Office. Le montant net des produits des fonds de gestion centralisée des liquidités s'obtient après prise en considération des plus-values et moins-values sur cession de placements, qui représentent la différence entre le produit

de la vente et la valeur comptable. Après déduction des coûts de transaction qui sont directement imputables aux activités de placement, le montant net des produits est réparti au prorata entre tous les participants aux fonds, en fonction de leurs soldes moyens quotidiens. Les produits des fonds sont également fonction des plus-values et moins-values latentes sur les titres, qui sont réparties au prorata entre tous les participants, en fonction de leurs soldes en fin d'année.

25. La part de l'Office dans les placements des fonds de gestion centralisée des liquidités est comptabilisée sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements à court terme ou de placements à long terme, selon les échéances. Il en est rendu compte, ainsi que des plus-values réalisées sur les cessions de titres et des profits et pertes réalisés ou latents, dans l'état de la performance financière.

Charges

26. L'ONUDC exécute des programmes d'assistance technique au moyen de projets administrés par ses services à Vienne ou par son réseau mondial de bureaux extérieurs. Ces projets sont exécutés soit directement par l'Office, soit par des partenaires d'exécution.

27. Conformément aux normes IPSAS, les charges sont comptabilisées selon le principe d'exécution. Elles sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont livrés ou les services fournis, quelles que soient les conditions de paiement.

Contrats de location

28. L'ONUDC loue des actifs corporels dans le cadre de baux qui lui transfèrent une partie seulement des risques et des avantages inhérents à la propriété. Ces baux sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements effectués à ce titre sont comptabilisés en charges sur toute la durée du bail.

29. Les contrats de location d'actifs corporels qui transfèrent à l'Office la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location-financement.

30. Les biens visés par des contrats de location-financement sont portés à l'actif en tant qu'immobilisations corporelles et l'engagement correspondant à l'égard du bailleur est inscrit dans les autres éléments de passif. Le contrat et l'engagement correspondant sont initialement comptabilisés à la juste valeur de l'actif ou à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, le montant le plus faible étant retenu. Les charges financières à payer sont constatées sur la durée du contrat compte tenu du taux d'intérêt implicite du contrat de location de façon à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû.

Droits d'usage cédés sans contrepartie

31. Selon leur nature, les accords de cession de droits d'usage sans contrepartie peuvent être traités comme des contrats de location simple ou des contrats de location-financement. Ceux qui portent sur des bâtiments et des terrains dont le droit d'usage a été cédé sans contrepartie pour une longue durée sont assimilés à des contrats de location simple lorsqu'ils ne confèrent pas à l'Office le contrôle exclusif des bâtiments ou le titre de propriété des terrains. Le seuil de comptabilisation des produits ou des charges relatifs à un contrat de location simple est de 20 000 dollars. En règle générale, l'Office estime les biens ainsi cédés par rapport à la valeur marchande de biens semblables.

Actif*Classement*

32. Ce classement est essentiellement fonction de l'objectif visé au moment de l'acquisition des instruments financiers. Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ceux qui entrent dans la catégorie des prêts et créances sont initialement constatés à la date d'émission. Tous les autres actifs financiers le sont à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'ONUDC devient partie aux dispositions contractuelles qui les régissent.

33. Les actifs financiers qui, à la date de clôture, ont une échéance à plus de 12 mois sont classés comme actifs non courants dans les états financiers. Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat désignent ceux qui ont été classés comme tels lors de leur comptabilisation initiale, sont détenus à des fins de transaction ou sont acquis essentiellement pour être cédés à court terme. Ils sont constatés à leur juste valeur à chaque date de clôture, les gains ou pertes résultant des variations de cette valeur étant comptabilisés en résultat l'année durant laquelle ils se produisent.

34. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif, et ils sont initialement comptabilisés à leur valeur nominale.

35. Les actifs financiers sont évalués à chaque date de clôture pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, par exemple une défaillance ou un retard de paiement de la contrepartie ou une réduction permanente de la valeur de l'actif. Les dépréciations sont constatées en charges dans les comptes de l'année durant laquelle elles se produisent.

36. Les actifs financiers sont décomptabilisés au moment de l'expiration des droits à des flux de trésorerie ou de la cession de ces droits, lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des instruments concernés a été transférée. Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière lorsque l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités

37. La Trésorerie de l'ONU investit les ressources mises en commun par les entités du Secrétariat et d'autres participants dans deux fonds de gestion centralisée des liquidités gérés en interne. La participation à ces fonds suppose de partager les risques et le rendement des placements avec les autres participants. Les ressources étant combinées et investies en commun, chaque participant est exposé au risque général pesant sur le portefeuille des placements à hauteur des liquidités investies.

38. Les montants investis par l'ONUDC dans les fonds de gestion centralisée des liquidités sont comptabilisés en tant que trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme (échéance comprise entre 3 et 12 mois) ou placements à long terme (échéance supérieure à 12 mois).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

39. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les fonds en banque, ainsi que les titres de placement à court terme à forte liquidité dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

Contributions volontaires à recevoir

40. Les contributions à recevoir représentent des produits non encore encaissés au titre des contributions volontaires que les États et d'autres donateurs s'engagent à verser à l'Office dans le cadre d'accords opposables. Il s'agit de produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe qui sont constatés à la valeur nominale, minorée des montants considérés irrécouvrables, lesquels font l'objet d'une provision pour créances douteuses au même titre que les créances diverses.

Créances diverses

41. Les créances diverses comprennent essentiellement les sommes à recevoir pour les biens ou services fournis à d'autres entités des Nations Unies, les sommes à recevoir au titre des contrats de location simple et les sommes à recevoir du personnel. S'ils sont significatifs, les montants des créances diverses et des contributions volontaires à recevoir font l'objet d'un examen particulier et une provision pour créances douteuses est constituée en fonction de la possibilité de les recouvrer et de leur ancienneté.

Avances versées au Programme des Nations Unies pour le développement et autres éléments d'actif

42. Il s'agit des avances versées au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour les services liés à l'administration et à la trésorerie, des avances sur les indemnités pour frais d'études et des charges payées d'avance qui sont inscrites à l'actif jusqu'à la livraison des biens ou la prestation des services par l'autre partie, après quoi une charge est constatée.

Biens patrimoniaux

43. Les biens patrimoniaux ne sont pas comptabilisés à l'actif, mais les opérations les concernant sont signalées dans les notes y relatives lorsqu'elles sont importantes.

Immobilisations corporelles

44. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et des dépréciations. Le coût historique comprend le prix d'acquisition, tous les coûts directement imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état, et l'estimation initiale des frais de démantèlement de l'actif et de remise en état du site. Un taux standard équivalant à 12 % du prix d'acquisition est appliqué en lieu et place du montant effectif des dépenses connexes engagées. En ce qui concerne les biens reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition tient lieu de coût historique.

45. Les biens servant à l'exécution de programmes ou projets de l'ONUDC sont considérés comme des biens afférents à des projets, tandis que ceux qui sont employés pour la réalisation d'autres activités sont comptabilisés comme des actifs de gestion. Les biens afférents aux projets qui ne sont pas administrés par l'Office sont passés en charges au moment de l'achat.

46. Les immobilisations corporelles sont totalement amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les terrains, les immobilisations en cours et les biens en transit afférents à des projets ne sont pas amortis. Le tableau ci-dessous indique la durée d'utilité estimée et le seuil d'immobilisation de diverses catégories d'immobilisations corporelles, définis dans le guide pratique de l'ONU sur l'application des normes IPSAS en ce qui concerne les immobilisations corporelles.

| <i>Catégorie et sous-catégorie d'actifs</i> | <i>Seuil d'immobilisation (dollars É.-U.)</i> | <i>Durée d'utilité estimée (années)</i> |
|---|---|--|
| Bâtiments ^a | 20 000 | 7 à 50 |
| Matériel informatique et matériel de communication ^a | 20 000 | 4 à 7 |
| Véhicules | 5 000 | 6 à 12 |
| Mobilier et agencements | 20 000 | 3 à 10 |
| Matériel et outillage ^a | 20 000 | 5 à 20 |
| Actifs produits par l'entité pour elle-même | 100 000 | – |
| Améliorations locatives | 100 000 | Durée du bail ou 5 ans si cette durée est plus courte |

^a Un seuil moins élevé (5 000 dollars) est appliqué aux bâtiments préfabriqués, aux systèmes de communication par satellite, aux groupes électrogènes et aux équipements réseau.

47. L'ONUDC fait construire des bâtiments (prisons et tribunaux, par exemple) pour le compte d'États Membres et les biens sont livrés au bénéficiaire à l'achèvement des travaux. L'avancement des travaux est évalué à partir des rapports techniques présentés par le partenaire d'exécution ou le sous-traitant et par l'équipe d'ingénieurs dont l'ONUDC dispose sur place. Ces biens n'étant pas utilisés par l'Office mais livrés au bénéficiaire, ils ne donnent pas lieu à amortissement.

48. Les plus-values ou moins-values résultant de la cession ou du transfert de biens sont présentées dans l'état de la performance financière sous forme de produits divers ou de charges diverses.

49. Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation une fois par an, lors de l'inventaire physique annuel, ou lorsqu'en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances, leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Immobilisations incorporelles

50. Les immobilisations incorporelles produites pour le compte de l'Office sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et des dépréciations. Les coûts immobilisés peuvent concerner l'acquisition de licences d'utilisation des logiciels, les coûts directs des activités de développement (par exemple, les charges afférentes aux membres du personnel ayant pris part au développement, les dépenses liées aux services de consultants et des frais généraux) ainsi que d'autres dépenses engagées pour acquérir et mettre en service ces logiciels. En ce qui concerne les actifs incorporels reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition tient lieu de coût historique.

51. Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité définie sont totalement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. La durée d'utilité et le seuil d'immobilisation des principales catégories d'immobilisations incorporelles ont été estimés comme suit :

| <i>Catégorie</i> | <i>Seuil d'immobilisation (dollars É.-U.)</i> | <i>Durée d'utilité estimée (années)</i> |
|---------------------------------|---|---|
| Logiciels acquis à l'extérieur | 20 000 | 3 à 10 |
| Logiciels développés en interne | 100 000 | 3 à 10 |

| Catégorie | Seuil d'immobilisation (dollars É.-U.) | Durée d'utilité estimée (années) |
|----------------------------------|---|---|
| Licences et droits | 20 000 | 2 à 6 (durée de la licence ou du droit d'utilisation) |
| Actifs en cours de développement | 100 000 | Pas d'amortissement |

52. Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation une fois par an ou lorsque, en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances, leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Transferts anticipés (aux partenaires d'exécution) et subventions

53. L'exécution des activités relatives aux programmes de l'Office est souvent confiée à des partenaires tels que des entités des Nations Unies, des organisations internationales et régionales, des institutions gouvernementales et des organisations non gouvernementales. Les prestations à fournir sont énumérées dans des accords de coopération au titre de programmes et projets conjoints. Les transferts anticipés désignent les fonds virés à titre d'avance aux partenaires pour qu'ils exécutent le programme convenu. Initialement constatés à l'actif, ils sont ensuite portés en charges sur la base des rapports financiers présentés par les partenaires. En l'absence de rapport financier, il est procédé à une évaluation en prenant en considération tous les éléments nécessaires afin de comptabiliser une charge à payer en fonction de l'avancement des travaux, qui est estimé en étroite concertation avec le bureau de l'Office chargé d'administrer les activités des partenaires. Les montants relevant d'accords ayant force exécutoire qui n'ont pas été versés à la fin de la période sont comptabilisés en dettes et charges à payer.

54. L'ONUDC administre des programmes de subventions pures et simples qui sont versées quand l'accord afférent au projet et l'accord avec le donateur le permettent. Le montant unitaire des subventions ne peut dépasser 60 000 dollars. Les subventions sont comptabilisées en charges dans leur intégralité à la date de leur versement, qui correspond habituellement à la date à laquelle elles sont accordées.

Passif

Classement

55. Les passifs financiers comprennent les dettes, les transferts à payer, les fonds non dépensés détenus aux fins de futurs remboursements et d'autres éléments de passif tels que les sommes dues à d'autres entités des Nations Unies. Les passifs financiers ainsi classés sont initialement constatés à la juste valeur puis évalués à leur coût amorti. Ceux dont la durée est inférieure à 12 mois sont constatés à leur valeur nominale. L'Office réévalue le classement des passifs financiers à chaque date de clôture et cesse de comptabiliser ceux de ces éléments pour lesquels ses obligations contractuelles sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré.

Dettes et charges à payer

56. Les dettes et charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture. Les dettes sont constatées puis évaluées à leur valeur nominale car elles doivent généralement être réglées dans les 12 mois.

Encaissements par anticipation

57. Les encaissements par anticipation désignent les paiements reçus d'avance au titre d'opérations avec contrepartie directe.

Passifs liés aux avantages du personnel

58. On entend par « personnel » les fonctionnaires, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, dont l'emploi et la relation contractuelle sont définis par une lettre de nomination conformément aux règles promulguées par l'Assemblée générale en application du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte.

59. Les avantages du personnel se décomposent en avantages à court terme, avantages à long terme, avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail.

60. L'Office constate des passifs et des charges à payer au titre :

a) Des avantages à court terme du personnel, comptabilisés à la valeur nominale ;

b) Des avantages postérieurs à l'emploi et des indemnités de fin de contrat de travail, calculés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels résultant de changements intervenus dans les hypothèses actuarielles sont constatés dans l'état des variations de l'actif net ;

c) Des autres avantages à long terme du personnel, comptabilisés à la valeur nominale ;

d) De la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), l'ONUDC traite le régime des pensions comme un régime à cotisations définies. En conséquence, les cotisations qu'il y verse durant l'exercice sont comptabilisées en charges. Les passifs à l'égard de la Caisse ne sont comptabilisés que lorsque les cotisations dues à la date d'établissement des états financiers n'ont pas été réglées.

Avantages à court terme du personnel

61. Les avantages à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) payables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'année pendant laquelle les membres du personnel ont fourni les services y ouvrant droit. Ils comprennent les prestations liées à une première ou à une nouvelle affectation (primes d'affectation), les prestations périodiques journalières, hebdomadaires ou mensuelles (traitements, prestations et indemnités), les absences rémunérées (congrés de maladie, congé de maternité ou de paternité) et d'autres avantages à court terme (capital-décès, indemnité pour frais d'études, remboursement d'impôts et paiement des voyages au titre du congé dans les foyers). Tous les avantages qui sont acquis mais n'ont pas encore été payés à la date de clôture sont assimilés à des passifs courants.

Autres avantages à long terme du personnel

62. Les autres avantages à long terme du personnel sont ceux qui ne sont pas à régler dans les 12 mois et comprennent les congés annuels.

Avantages postérieurs à l'emploi

63. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les prestations dues à la cessation de service, y compris celles de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du programme d'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement et les autres indemnités dues à la cessation de service.

Indemnités de fin de contrat de travail

64. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque l'Office est manifestement tenu, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un(e) fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités dues dans les 12 mois sont constatées au montant qu'il est prévu de verser. Pour celles qui sont dues plus de 12 mois après la date de clôture, le montant des engagements est actualisé dès lors que l'actualisation a un effet significatif.

Régimes à prestations définies

65. Les avantages suivants relèvent de régimes à prestations définies : l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement (avantages postérieurs à l'emploi) et le versement en compensation des jours de congé accumulés à la cessation de service (autres avantages à long terme). Dans un régime à prestations définies, l'Office assume les risques actuariels du fait qu'il est tenu de payer les prestations convenues. Le passif lié à ces régimes est constaté à la valeur actualisée des engagements afférents aux prestations. Les variations du passif, à l'exception de celles dues aux écarts actuariels, sont comptabilisées l'année où elles se produisent. L'Office a choisi de constater directement en situation nette les variations du passif lié aux régimes à prestations définies qui sont dues aux écarts actuariels. À la fin de l'année considérée, il ne détenait pas d'actifs d'un régime à prestations définies au sens de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

66. Les engagements au titre des régimes à prestations définies sont calculés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Leur valeur actuelle est déterminée par actualisation du montant estimatif des futurs décaissements au moyen du taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie ayant des échéances proches de celles des paiements prévus par les différents régimes.

67. **Assurance maladie après la cessation de service.** L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture mondiale des frais médicaux nécessaires engagés par les anciens fonctionnaires qui remplissent les conditions requises et les personnes à leur charge. À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un régime d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies pour autant qu'ils remplissent certaines conditions, notamment avoir été affiliés pendant 10 ans à un régime d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007 et pendant 5 ans pour ceux recrutés avant cette date. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service correspondent à la valeur actualisée du subventionnement par l'Office des primes d'assurance maladie des retraités et aux droits à prestations acquis par les fonctionnaires en activité. L'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service consiste également à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels de l'Office. Les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements, de même qu'une partie des primes des fonctionnaires en activité, pour parvenir au montant des engagements résiduels de l'Office, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale.

68. **Prestations liées au rapatriement.** À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement

des frais de voyage et de déménagement. Un passif est constaté à partir du moment où le (la) fonctionnaire commence à travailler pour l'Office et il est comptabilisé à la valeur actualisée du montant estimé nécessaire pour régler les droits à prestations.

69. **Congé annuel.** Les engagements au titre des congés annuels se rapportent à des jours de congé accumulés qui ouvrent droit à un règlement pécuniaire du reliquat à la cessation de service. L'Office comptabilise au passif la valeur actuarielle totale à la date de clôture des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires, à concurrence de 60 jours (18 jours pour le personnel temporaire). La détermination des engagements au titre des congés annuels se fait selon la méthode du dernier entré, premier sorti, le personnel étant appelé à faire valoir ses droits à congé acquis pendant la période considérée avant les jours de congé accumulés au cours des périodes antérieures. Dans la pratique, les jours de congé accumulés sont pris plus de 12 mois après la fin de la période pendant laquelle ils ont été acquis ; globalement, le nombre de jours de congé accumulés augmente, laissant prévoir que des reliquats de congé donneront lieu à des versements compensatoires au moment de la cessation de service, ce qui constitue le véritable passif de l'Office. Les prestations liées aux jours de congé accumulés correspondant à la sortie de ressources économiques pour l'Office à la cessation de service sont donc classées comme autres avantages à long terme ; en revanche, la part des jours de congé accumulés qui devrait donner lieu à paiement dans les 12 mois qui suivent la date de clôture est considérée comme un passif courant. Conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), les autres avantages à long terme doivent être évalués de la même façon que les avantages postérieurs à l'emploi ; par conséquent, l'Office évalue ses engagements au titre des jours de congé accumulés de la même façon qu'un avantage postérieur à l'emploi relevant d'un régime à prestations définies faisant l'objet d'évaluations actuarielles.

Régime de retraite : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

70. L'ONUDC est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès et d'invalidité. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

71. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'Office, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). En conséquence, les cotisations versées par l'Office durant l'exercice sont comptabilisées en charges.

Rémunération des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire

72. La rémunération et les indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire correspondent aux dépenses engagées au titre des consultants et vacataires, des experts ad hoc et des Volontaires des Nations Unies. Des contrats sont conclus directement avec des tiers ou par l'intermédiaire de prestataires de services

d'autres entités des Nations Unies. Les personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire ne peuvent prétendre à certains avantages et indemnités (prime d'affectation, indemnité pour frais d'études, pension de retraite, assurance maladie, congés payés ou indemnité de licenciement).

Provisions et passifs éventuels

73. Les provisions sont des passifs comptabilisés au titre de dépenses futures dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, l'Office a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Elle correspond à l'estimation la plus fiable du montant nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif, le montant de la provision équivaut à la valeur actualisée du montant requis pour éteindre l'obligation.

74. Un passif éventuel est soit une obligation potentielle qui résulte d'événements passés, et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté de l'Office, soit une obligation actuelle résultant d'événements passés, qui n'est pas comptabilisée parce qu'il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour l'éteindre ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable.

75. Les provisions et les passifs éventuels sont évalués en permanence afin de déterminer si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service augmente ou diminue. Si cette probabilité augmente, une provision est constatée l'année au cours de laquelle ce changement se produit. Si la probabilité diminue, il est fait état d'un passif éventuel dans les notes relatives aux états financiers.

Engagements

76. Les engagements sont des charges futures que l'Office devra supporter en vertu de contrats déjà conclus et auxquelles il n'a guère la possibilité de se soustraire dans le cours normal de son activité. Ils comprennent les engagements en capital (montant des contrats d'acquisition d'immobilisations ni payé ni exigible à la date de clôture), les paiements à effectuer au titre de contrats de biens et services non exécutés à la fin de la période considérée, les paiements minimaux à effectuer au titre de baux non résiliables et d'autres engagements au titre de contrats non résiliables.

Positions officielles attendues des autorités comptables internationales

77. Les positions officielles attendues du Conseil des normes comptables internationales du secteur public qui devraient avoir une incidence sur les états financiers de l'Office continuent par conséquent de faire l'objet d'un suivi concernant les éléments suivants :

a) Heritage assets (biens patrimoniaux) : traitement comptable des biens patrimoniaux ;

Infrastructure assets (actifs d'infrastructure) : étude et recensement des problèmes que pose l'application de la norme IPSAS 17 (Immobilisations corporelles) à des infrastructures, visant à fournir des orientations supplémentaires sur la comptabilisation de celles-ci.

b) Le Conseil des normes IPSAS a prévu de publier une nouvelle norme sur les immobilisations corporelles, en remplacement de la norme 17, qui comportera des orientations sur les biens patrimoniaux et sur les actifs d'infrastructure et incorporera les nouveaux principes d'évaluation. Il est prévu que la norme et les orientations relatives à l'évaluation soient publiées au premier semestre de 2023 ;

c) Public sector measurement (l'évaluation dans le secteur public) : i) révision des normes établissant les prescriptions relatives aux évaluations des actifs et passifs effectuées tant au moment de la comptabilisation initiale qu'ultérieurement et à la publication des résultats obtenus ; ii) définition d'orientations plus détaillées sur l'application du coût de remplacement et du coût d'exécution d'une obligation et sur les circonstances dans lesquelles il convient d'utiliser ces bases d'évaluation ; iii) définition du traitement comptable des coûts de transaction, en particulier en ce qui concerne l'immobilisation des coûts d'emprunt ou leur passage en charges. Le Conseil des normes IPSAS devrait approuver et publier la norme relative à l'évaluation au premier semestre de 2023. La section correspondante de l'ouvrage *Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities* (à savoir le chapitre 7 relatif à l'évaluation des actifs et des passifs) sera également modifiée pour la faire coïncider avec la nouvelle norme ;

d) Non-exchange expenses (charges liées à des opérations sans contrepartie directe) : mise au point d'une ou de plusieurs normes permettant de comptabiliser les charges liées aux opérations sans contrepartie directe, exception faite des avantages sociaux, et définissant les obligations des prestataires de ces opérations. La nouvelle norme entraînerait un changement portant sur la comptabilisation des charges : l'émetteur du transfert comptabiliserait une charge lorsque le bénéficiaire du transfert s'acquitte d'une obligation en transférant des biens ou services à un tiers bénéficiaire. Le projet de norme en est au stade de l'examen final et devrait être publié au premier semestre de 2023. Pour préparer l'adoption de cette nouvelle norme, il est procédé à des collectes de données et à une révision de l'accord type ;

e) Revenue (produits) : mise au point de nouvelles directives et orientations qui modifieront ou remplaceront celles définies dans les normes IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe), 11 (Contrats de construction) et 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)]. Le Conseil des normes IPSAS a achevé l'examen des questions relatives aux principes et devrait publier la norme au premier semestre de 2023 ;

f) Accounting and reporting by retirement benefit plans (comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite) : nouveau projet de norme du Conseil des normes IPSAS, adapté de la Norme comptable internationale 26, visant la mise au point de directives concernant le traitement comptable et les rapports financiers des régimes de retraite du secteur public, dont l'objectif principal est de verser des prestations aux retraités du secteur public. Ces orientations s'appliqueront à tout régime de retraite qui établit des états financiers selon la méthode de la comptabilité d'exercice ;

g) Other lease-type arrangements (ententes assimilables à des contrats de location) : nouveau projet de norme du Conseil des normes IPSAS concernant la mise au point d'orientations supplémentaires qui encadreront le traitement comptable des ententes assimilables à des contrats de location. L'exposé-sondage, publié pour observations en janvier 2023, vise à modifier les dispositions de la norme IPSAS 43 (Contrats de location) relatives à la comptabilisation des contrats de location à des conditions avantageuses et à fixer de nouvelles orientations concernant les actifs au titre de droits d'utilisation sans contrepartie, lesquelles modifieront la norme IPSAS 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)].

Nouvelles normes IPSAS

78. Le Conseil des normes IPSAS a publié les normes suivantes :

- a) la norme IPSAS 41 (Instruments financiers), publiée en août 2018 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023 ;
- b) la norme IPSAS 42 (Prestations sociales), publiée en janvier 2019 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023 ;
- c) la norme IPSAS 43 (Contrats de location), qui a été publiée en janvier 2022 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ;
- d) la norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui a été publiée en mai 2022 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ;

On s'attend à ce que ces normes aient les effets suivants sur les états financiers de l'ONUDC, y compris ceux de la période de comparaison :

| Norme | Conséquences prévues pour la première année d'application |
|----------|--|
| IPSAS 41 | <p>La norme IPSAS 41 (Instruments financiers), appelée à remplacer la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation), améliore considérablement la pertinence des informations relatives aux actifs et passifs financiers. Les améliorations consistent en l'ajout :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de règles de classification et d'évaluation des actifs financiers simplifiées ; b) d'un modèle prévisionnel de dépréciation ; c) d'un modèle flexible de comptabilité de couverture. <p>L'Office a l'obligation de se conformer à la norme IPSAS 41 (Instruments financiers) pour l'année financière se terminant le 31 décembre 2023. Il évalue actuellement les nouvelles prescriptions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des placements dans le fonds de gestion centralisée des liquidités, conformément à la norme IPSAS 41. Les résultats de l'évaluation serviront à mettre au point un document de méthode comptable et à mettre à jour les orientations.</p> |
| IPSAS 42 | <p>La norme IPSAS 42 (Prestation sociales) donne des orientations sur la comptabilisation des charges liées aux prestations sociales, définies comme des transferts monétaires visant certains individus ou des ménages pour atténuer l'effet des risques sociaux. On peut notamment citer la pension de retraite d'État, la pension d'invalidité, l'aide au revenu et les prestations d'assurance-chômage. En vertu de la nouvelle norme, l'entité présentant l'information financière comptabilise une charge et un passif pour les prochaines prestations sociales à verser.</p> <p>Actuellement, l'UNODC ne verse pas de prestations sociales de ce type ; la norme n'aura donc pas d'incidence sur les informations qu'il est tenu de communiquer.</p> |

| Norme | Conséquences prévues pour la première année d'application |
|----------|--|
| IPSAS 43 | <p>La norme IPSAS 43 (Contrats de location) a remplacé la norme IPSAS 13 (Contrats de location) et vise à faire coïncider les directives avec la norme internationale d'information financière IFRS 16. Elle comporte une nouvelle définition des termes « contrat » et « contrat de location » et prescrit un modèle de comptabilisation et d'évaluation du droit d'utilisation pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location de courte durée et des contrats de location d'actifs de faible valeur, qui en sont exempts. Elle donne également des orientations supplémentaires sur l'application du modèle des risques et avantages pour les bailleurs. L'application de cette norme est obligatoire à partir de l'année financière se terminant le 31 décembre 2025. Ses effets sur les années civiles 2023 et 2024 seront évalués avant le 1^{er} janvier 2025, date d'entrée en vigueur de la norme. L'élargissement de la définition des contrats de location devrait entraîner la comptabilisation d'un plus grand nombre d'accords contraignants comme étant des contrats de location et, par conséquent, l'augmentation du montant des passifs afférents aux contrats de location et des actifs liés aux droits d'utilisation.</p> |
| IPSAS 44 | <p>La norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui s'inscrit dans le prolongement de la norme IFRS 5, définit les modalités de comptabilisation des actifs détenus en vue de la vente et les modalités de présentation des activités abandonnées et de communication de l'information y relative. L'application de cette norme est obligatoire à partir de l'année financière se terminant le 31 décembre 2025. L'ONUDC évaluera les effets de cette norme de façon à être prêt à l'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2025, date fixée pour l'entrée en vigueur. Compte tenu des définitions arrêtées et du champ d'application de la norme, les dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation ne devraient pas, à première vue, avoir d'incidence significative sur l'UNODC ; en effet, les modifications relatives à la présentation des activités abandonnées et la communication de l'information y relative ne s'appliqueront qu'aux activités qui seront effectivement abandonnées à compter du 1^{er} janvier 2025.</p> |

Note 3

Information sectorielle

79. Un secteur est une activité ou un groupe d'activités pour lequel il convient de présenter séparément l'information financière afin d'évaluer les résultats obtenus antérieurement par l'entité au regard de ses objectifs et de décider de l'attribution future des ressources.

80. Dans le cadre de l'information sectorielle, les produits, charges, actifs et passifs de l'Office sont présentés par rapport aux deux grandes composantes de son mandat : le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui comprend l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice. Les chiffres afférents aux activités qui ne relèvent pas d'un programme particulier sont répartis entre les deux secteurs au prorata de leurs résultats.

81. Dans l'optique d'améliorer l'information relative aux états financiers, l'ONUDC présente également les dépenses en les ventilant par sous-programme et par région géographique.

Présentation de l'information sectorielle par composante

État de la situation financière au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | | | 31 décembre 2021 | | |
|---|--|--|------------------|--|--|------------------|
| | Programme pour le contrôle international des drogues | Programme pour la prévention du crime et la justice pénale | Total | Programme pour le contrôle international des drogues | Programme pour la prévention du crime et la justice pénale | Total |
| Actif | | | | | | |
| Actifs courants | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 49 106 | 87 568 | 136 674 | 51 609 | 52 089 | 103 698 |
| Placements | 196 976 | 351 251 | 548 227 | 247 898 | 460 789 | 708 687 |
| Contributions volontaires à recevoir | 38 914 | 143 230 | 182 144 | 23 620 | 125 249 | 148 869 |
| Transferts anticipés et créances diverses | 7 272 | 29 996 | 37 268 | 2 296 | 30 345 | 32 641 |
| Avances versées au PNUD et autres éléments d'actif | 11 672 | 3 501 | 15 173 | 7 199 | 603 | 7 802 |
| Total des actifs courants | 303 940 | 615 546 | 919 486 | 332 622 | 669 075 | 1 001 697 |
| Actif | | | | | | |
| Actifs non courants | | | | | | |
| Placements | 95 384 | 170 089 | 265 473 | 46 339 | 86 135 | 132 474 |
| Contributions volontaires à recevoir | 7 691 | 113 932 | 121 623 | 11 026 | 102 131 | 113 157 |
| Créances diverses | — | 6 761 | 6 761 | — | 12 718 | 12 718 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 2 578 | 8 088 | 10 666 | 2 752 | 14 400 | 17 152 |
| Total des actifs non courants | 105 653 | 298 870 | 404 523 | 60 117 | 215 384 | 275 501 |
| Total de l'actif | 409 593 | 914 416 | 1 324 009 | 392 739 | 884 459 | 1 277 198 |
| Passif | | | | | | |
| Passifs courants | | | | | | |
| Dettes et charges à payer | 7 577 | 45 755 | 53 332 | 5 456 | 37 143 | 42 599 |
| Encaissements par anticipation | 4 576 | 35 014 | 39 590 | 4 023 | 31 346 | 35 369 |
| Avantages du personnel | 2 710 | 5 059 | 7 769 | 2 772 | 4 508 | 7 280 |

| | 31 décembre 2022 | | | 31 décembre 2021 | | |
|---|---|---|----------------|---|---|----------------|
| | <i>Programme pour le contrôle international des drogues</i> | <i>Programme pour la prévention du crime et la justice pénale</i> | <i>Total</i> | <i>Programme pour le contrôle international des drogues</i> | <i>Programme pour la prévention du crime et la justice pénale</i> | <i>Total</i> |
| Engagements conditionnels | 7 348 | 84 885 | 92 233 | 14 281 | 94 152 | 108 433 |
| Total des passifs courants | 22 211 | 170 713 | 192 924 | 26 532 | 167 149 | 193 681 |
| Passifs non courants | | | | | | |
| Dettes et charges à payer | – | 6 761 | 6 761 | – | 12 718 | 12 718 |
| Avantages du personnel | 43 314 | 64 427 | 107 741 | 53 751 | 86 118 | 139 869 |
| Engagements conditionnels | 3 292 | 65 582 | 68 874 | 4 860 | 44 531 | 49 391 |
| Total des passifs non courants | 46 606 | 136 770 | 183 376 | 58 611 | 143 367 | 201 978 |
| Total du passif | 68 817 | 307 483 | 376 300 | 85 143 | 310 516 | 395 659 |
| Total net de l'actif et du passif | 340 776 | 606 933 | 947 709 | 307 596 | 573 943 | 881 539 |
| Actif net | | | | | | |
| Excédents/(déficits) cumulés – fonds non réservés à des fins particulières | 62 728 | 50 312 | 113 040 | 44 736 | 9 235 | 53 971 |
| Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières | 278 048 | 556 621 | 834 669 | 262 860 | 564 708 | 827 568 |
| Total de l'actif net | 340 776 | 606 933 | 947 709 | 307 596 | 573 943 | 881 539 |

Présentation de l'information sectorielle par composante

État de la performance financière pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2022 | | | 2021 | | |
|--|---|---|----------------|---|---|----------------|
| | <i>Programme pour le contrôle international des drogues</i> | <i>Programme pour la prévention du crime et la justice pénale</i> | <i>Total</i> | <i>Programme pour le contrôle international des drogues</i> | <i>Programme pour la prévention du crime et la justice pénale</i> | <i>Total</i> |
| Produits | | | | | | |
| Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU | 16 012 | 17 974 | 33 986 | 15 932 | 18 586 | 34 518 |
| Contributions volontaires | 98 587 | 254 885 | 353 472 | 68 708 | 276 754 | 345 462 |
| Autres transferts et allocations | 19 688 | 10 546 | 30 234 | 5 813 | 17 492 | 23 305 |
| Produits divers | 1 148 | 7 885 | 9 033 | 1 363 | 13 055 | 14 418 |
| Produits des placements | 1 321 | 2 603 | 3 924 | 53 | 19 | 72 |
| Total des produits | 136 756 | 293 893 | 430 649 | 91 869 | 325 906 | 417 775 |
| Charges | | | | | | |
| Traitements, indemnités et prestations | 46 665 | 103 906 | 150 571 | 48 735 | 98 785 | 147 520 |
| Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire | 20 440 | 58 355 | 78 795 | 20 126 | 53 415 | 73 541 |
| Subventions et autres transferts | 10 059 | 8 417 | 18 476 | 8 960 | 14 513 | 23 473 |
| Amortissement | 303 | 444 | 747 | 268 | 389 | 657 |
| Voyages | 10 920 | 36 439 | 47 359 | 4 741 | 16 297 | 21 038 |
| Frais de fonctionnement divers | 26 050 | 78 223 | 104 273 | 19 718 | 64 340 | 84 058 |
| Fournitures et consommables et charges diverses | 2 214 | 3 150 | 5 364 | 1 983 | 4 250 | 6 233 |
| Total des charges | 116 651 | 288 934 | 405 585 | 104 531 | 251 989 | 356 520 |
| Excédent/(déficit) pour l'année | 20 105 | 4 959 | 25 064 | (12 662) | 73 917 | 61 255 |

Présentation de l'information sectorielle par région géographique pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2022 | 2021 |
|---|----------------|----------------|
| Afrique et Moyen-Orient | 113 288 | 93 367 |
| Europe orientale et Europe du Sud-Est | 6 122 | 3 789 |
| Programmes mondiaux | 143 467 | 142 016 |
| Amérique latine et Caraïbes | 71 332 | 51 266 |
| Asie du Sud, Asie de l'Est et Pacifique | 42 828 | 34 800 |
| Asie occidentale et centrale | 28 548 | 31 282 |
| Total des charges | 405 585 | 356 520 |

Présentation de l'information sectorielle par sous-programme pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2022 | 2021 |
|--|----------------|----------------|
| A. Organes directeurs | 604 | 1 466 |
| B. Direction exécutive et administration | 3 949 | 4 317 |
| C. Programme de travail | | |
| 1. Lutte contre la criminalité transnationale organisée | 156 970 | 123 582 |
| 2. Approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue | 31 878 | 33 307 |
| 3. Lutte contre la corruption | 24 890 | 29 776 |
| 4. Prévention du terrorisme | 20 283 | 19 045 |
| 5. Justice | 71 787 | 58 433 |
| 6. Recherche, analyse des tendances et criminalistique | 31 906 | 30 316 |
| 7. Appui en matière de politiques | 8 469 | 7 552 |
| 8. Coopération technique et appui opérationnel | 21 617 | 15 034 |
| 9. Prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes intergouvernementaux de l'ONU, à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale | 13 616 | 10 802 |
| D. Appui au programme | 19 616 | 22 890 |
| Total des charges | 405 585 | 356 520 |

Note 4

Comparaison avec le budget

82. Le budget de l'ONUDC, dont les montants sont présentés dans l'état V, est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Les écarts significatifs entre les montants inscrits au budget définitif et les montants réels des dépenses calculés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée sont expliqués dans le tableau ci-après.

83. Le budget initial pour l'exercice biennal 2022-2023, d'un montant de 692,800 millions de dollars, comprend les ressources extrabudgétaires (645,588 millions de dollars) approuvées par la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (voir [E/CN.7/2021/11-E/CN.15/2021/18](#)) et les ressources du budget ordinaire (47,212 millions de dollars) approuvées par l'Assemblée générale (résolutions [76/247](#) A à C et [77/264](#) A à C) et inscrites aux chapitres 16 et 23. Sur ce montant de 692,800 millions de dollars, la part relative au budget initial de 2022 s'élève à 360,6 millions de dollars.

84. Le budget révisé pour l'exercice biennal 2022-2023, d'un montant de 800,681 millions de dollars, comprend les ressources extrabudgétaires (753,469 millions de dollars) approuvées par la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (voir [E/CN.7/2022/16-E/CN.15/2022/16](#)) et les ressources du budget ordinaire (47,212 millions de dollars) allouées par le Secrétariat et approuvées par l'Assemblée générale (résolutions [76/247](#) A à C et [77/264](#) A à C) et inscrites aux chapitres 16 et 23. Sur ce montant de 800,681 millions de dollars, la part relative au budget révisé de 2022 s'élève à 394,733 millions de dollars. Les raisons des différences significatives – c'est-à-dire supérieures ou égales à 10 % – pour 2022 sont expliquées ci-après.

| <i>Catégorie budgétaire</i> | <i>Écarts significatifs</i> |
|---|---|
| Produits – contributions volontaires | L'écart de 38,112 millions de dollars s'explique par le montant plus élevé que prévu des contributions volontaires, notamment celles versées par les États-Unis d'Amérique, la Norvège et le Royaume des Pays-Bas. |
| Organes directeurs | L'écart de 0,114 million de dollars tient au fait que les déplacements des représentants de l'Organe international de contrôle des stupéfiants ont été moins nombreux que prévu. |
| Direction exécutive et administration | L'écart de 0,643 million de dollars s'explique principalement par le fait que le taux d'exécution du projet sur l'égalité des genres a été plus faible que prévu, ainsi que par des retards dans le recrutement du personnel. |
| Sous-programme 3 (Lutte contre la corruption) | L'écart de 2,438 millions de dollars est essentiellement imputable par un taux d'exécution inférieur aux prévisions du volet anticorruption du programme régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique (2022-2026) et du programme de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il comprend également une diminution due à la clôture des engagements en souffrance au titre du Programme mondial pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha, clôturé en 2022. |
| Sous-programme 7 (Appui en matière de politiques) | L'écart de 1,366 million de dollars s'explique principalement par un taux d'exécution moins important que prévu du programme mondial sur le partenariat et la collaboration avec les parties prenantes non gouvernementales et du programme sur le renforcement de la communication et de l'information, ainsi que par un taux d'utilisation inférieur aux prévisions du fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des |

| Catégorie budgétaire | Écarts significatifs |
|--|--|
| | victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. |
| Sous-programme 8 (Coopération technique et appui opérationnel) | L'écart de 1,656 million de dollars est principalement dû à un retard dans le recrutement et à une réduction de l'appui temporaire aux bureaux extérieurs. |

85. On trouvera dans le tableau ci-après un rapprochement des montants réels calculés sur une base comparable (état V) et des flux de trésorerie de l'ONUDC (état IV).

Rapprochement des montants réel, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie pour 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Fonctionnement | Activités d'investissement | Activités de financement | Total au 31 décembre 2022 |
|---|------------------|----------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Montants réels calculés sur une base comparable (état V) | (389 340) | – | – | (389 340) |
| Différences liées à la méthode de calcul | 402 729 | – | – | 402 729 |
| Différences relatives aux entités prises en compte | (9 013) | – | – | (9 013) |
| Différences de présentation | 2 381 | 26 219 | – | 28 600 |
| Montants réels figurant dans l'état des flux de trésorerie (état IV) | 6 757 | 26 219 | – | 32 976 |

86. Les différences liées à la méthode de calcul tiennent au fait que le budget est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Aux fins du rapprochement des montants budgétaires et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie, il est rendu compte des éléments hors trésorerie, comme les engagements budgétaires (69,849 millions de dollars, contre 63,066 millions de dollars en 2021) et les paiements d'engagements se rapportant à des années antérieures (59,608 millions de dollars, contre 45,879 millions de dollars en 2021), parmi les différences liées à la méthode de calcul. De plus, les écarts liés aux normes IPSAS sont considérés comme des différences liées à la méthode de calcul ; il s'agit notamment du traitement des avantages du personnel et des flux de trésorerie indirects liés à des modifications du montant des créances et des charges à payer.

87. Des différences relatives aux entités apparaissent lorsque le budget englobe des programmes qui ne sont pas couverts dans les états financiers de l'ONUDC ou inversement, ce qui est notamment le cas des éléments qui relèvent du budget ordinaire de l'ONU et dont il est question dans les états financiers de l'ONU (volume I). Les états financiers de l'ONUDC englobent une partie du budget ordinaire allouée au budget administratif de l'Office des Nations Unies à Vienne à l'appui de l'exécution des programmes de l'ONUDC (voir la note 18).

88. Les différences de présentation s'expliquent par le fait que la structure et le système de classement retenus pour établir l'état des flux de trésorerie diffèrent de ceux employés dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels, qui ne tient pas compte des variations du solde détenu par l'ONUDC dans les fonds de gestion centralisée des liquidités (31,385 millions de dollars, contre

64,484 millions de dollars en 2021). D'autres différences de présentation tiennent au fait que les chiffres donnés dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels ne sont pas ventilés entre les activités de fonctionnement, d'investissement ou au financement, par exemple les flux de trésorerie relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles (5,165 millions de dollars, contre 7,001 millions de dollars en 2021).

89. Il y a écarts de dates lorsque l'exercice budgétaire diffère de la période comptable sur laquelle portent les états financiers. Les montants présentés dans l'état V portant sur la part de l'exercice biennal correspondant à 2022, il n'y a en l'occurrence aucun écart de dates.

Note 5

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Fonds en banque et en caisse | 28 | 32 |
| Fonds de gestion centralisée des liquidités : encaisse et dépôts à terme | 136 646 | 103 666 |
| Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (état I) | 136 674 | 103 698 |

90. Les fonds en banque et en caisse correspondent aux comptes d'avances temporaires et à la petite caisse.

91. Les fonds de gestion centralisée des liquidités et les dépôts à terme servent à satisfaire les besoins de trésorerie à court terme.

Note 6

Placements

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Placements à court terme | | |
| Fonds principal de gestion centralisée des liquidités | 548 227 | 708 687 |
| Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros | — | — |
| Total partiel (état I) | 548 227 | 708 687 |
| Placements à long terme | | |
| Fonds principal de gestion centralisée des liquidités | 265 473 | 132 474 |
| Total partiel (état I) | 265 473 | 132 474 |
| Total | 813 700 | 841 161 |

92. Les placements comprennent les montants détenus dans les fonds de gestion centralisée des liquidités de l'ONU. On trouvera des précisions sur les placements et une analyse des risques correspondants dans la note 21.

Note 7

Contributions volontaires à recevoir et créances diverses

Contributions volontaires à recevoir

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Contributions volontaires courantes à recevoir | | |
| États | 503 | 712 |
| Autres organisations gouvernementales | 169 527 | 148 825 |
| Organismes des Nations Unies | 7 588 | 5 733 |
| Donateurs privés | 7 112 | 4 707 |
| Total des contributions volontaires courantes à recevoir, avant dépréciation | 184 730 | 159 977 |
| Contributions volontaires non courantes à recevoir | | |
| États | — | — |
| Autres organisations gouvernementales | 119 812 | 108 032 |
| Organismes des Nations Unies | 123 | — |
| Donateurs privés | 1 688 | 5 125 |
| Total des contributions volontaires non courantes à recevoir, avant dépréciation | 121 623 | 113 157 |
| Dépréciation des créances douteuses (courantes) | (2 586) | (11 108) |
| Total de la dépréciation des créances douteuses | (2 586) | (11 108) |
| Montant net des contributions volontaires courantes à recevoir (état I) | 182 144 | 148 869 |
| Montant net des contributions volontaires non courantes à recevoir (état I) | 121 623 | 113 157 |
| Total des contributions volontaires à recevoir | 303 767 | 262 026 |

Créances diverses

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Créances diverses courantes | | |
| États | 176 | 13 595 |
| Sommes à recevoir d'autres entités des Nations Unies | 154 | 195 |
| Opérations avec contrepartie directe | 15 561 | 1 425 |
| Total des créances diverses courantes, avant dépréciation | 15 891 | 15 215 |
| Dépréciation des créances douteuses (courantes) | (15) | (15) |
| Total des créances diverses (état I) | 15 876 | 15 200 |

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Créances diverses non courantes | | |
| Opérations avec contrepartie directe | 6 761 | 12 718 |
| Total des créances diverses non courantes (état I) | 6 761 | 12 718 |

Dépréciation des créances douteuses : variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Dépréciation des créances douteuses en début d'année | 11 123 | 5 234 |
| Montants comptabilisés en pertes ^a | (10 749) | (3 292) |
| Ajustement de la dépréciation des créances douteuses pour l'année considérée | 2 227 | 9 181 |
| Dépréciation des créances douteuses en fin d'année | 2 601 | 11 123 |

^a On trouvera dans la note 27 des précisions sur les montants comptabilisés en perte.**Ancienneté des contributions volontaires à recevoir et des créances diverses**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | | 31 décembre 2021 | |
|-------------------------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-----------------|
| | Montant brut à recevoir | Dépréciation | Montant brut à recevoir | Dépréciation |
| Montant ni impayé ni déprécié | 262 732 | – | 254 082 | – |
| Moins d'un an | 55 229 | (652) | 35 988 | (1 173) |
| Un à deux ans | 10 483 | (1 546) | 1 212 | (315) |
| Deux à trois ans | 411 | (253) | 9 751 | (9 601) |
| Plus de trois ans | 150 | (150) | 34 | (34) |
| Total | 329 005 | (2 601) | 301 067 | (11 123) |

93. Le solde des contributions volontaires à recevoir comprend des annonces de contributions préaffectées à telle ou telle activité.

94. Toutes les contributions annoncées qui n'ont pas été versées sont examinées, et une dépréciation est constatée pour celles qui pourraient être jugées irrécouvrables.

95. Les autres sommes à recevoir correspondent aux montants dus par des membres du personnel ou par l'ONU ou d'autres entités, pour des biens qui ont été livrés, des services qui ont été rendus ou des contrats de location simple. Le solde correspond principalement à un accord conclu dans le cadre d'opérations avec contrepartie directe avec un État concernant le renforcement de son système judiciaire et de ses capacités (part courante : 14,227 millions de dollars ; part non courante : 6,761 millions de dollars).

Note 8
Transferts anticipés

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets | 3 964 | 3 872 |
| Avances versées à d'autres entités des Nations Unies | 7 471 | 9 217 |
| Partenaires d'exécution (Colombie) | 4 966 | 1 476 |
| Autres partenaires d'exécution | 4 991 | 2 876 |
| Total des transferts anticipés (état I) | 21 392 | 17 441 |

96. Les transferts anticipés correspondent à des fonds que l'ONUDC verse à ses partenaires d'exécution, à savoir les entités qui sont chargées de mener à bien des programmes en son nom. Ils sont exécutés sur la base des accords en vigueur et comptabilisés en charges une fois la prestation de services confirmée par la présentation, par les partenaires, de rapports financiers audités ou, à défaut, lorsque l'ONUDC estime, après consultation de ses services compétents, que l'exécution du programme suivra son cours.

Note 9
Avances versées au Programme des Nations Unies pour le développement et autres éléments d'actif

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Avances versées au PNUD et à d'autres entités des Nations Unies | 10 813 | 4 502 |
| Avances versées aux fournisseurs | 259 | 160 |
| Avances versées aux fonctionnaires | 2 653 | 2 398 |
| Avances versées à d'autres membres du personnel | 1 283 | 673 |
| Autres éléments d'actif | 165 | 69 |
| Total des avances versées au PNUD et autres éléments d'actifs (état I) | 15 173 | 7 802 |

97. Des avances sont versées au PNUD et à d'autres entités des Nations Unies en leur qualité de prestataires de services.

98. Les avances versées à des fonctionnaires comprennent les avances sur traitements et les avances sur prestations, y compris sur frais de voyage.

Note 10
Immobilisations corporelles

99. Les variations et les soldes des immobilisations corporelles de l'ONUDC au 31 décembre 2022 sont présentés ci-après.

Variations et soldes des immobilisations corporelles pour 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Bâtiments | Améliorations locatives | Mobilier et agencements | Matériel informatique et matériel de communication | Véhicules | Matériel et outillage | Immobilisations en cours | Total |
|--|--------------|----------------------------|----------------------------|--|--------------|--------------------------|-----------------------------|---------------|
| Coût | | | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2022 | 796 | 307 | 9 | 1 346 | 8 199 | 1 224 | 13 574 | 25 455 |
| Entrées | 1 038 | 205 | – | 485 | 1 010 | 1 425 | 1 147 | 5 310 |
| Cessions ^a | (9 129) | – | – | (628) | (1 192) | (991) | – | (11 940) |
| Immobilisations en cours terminées | 11 807 | – | – | – | – | – | (11 807) | – |
| Après comptabilisation à l'actif | 17 | – | – | 160 | 270 | 125 | – | 572 |
| Coût au 31 décembre 2022 | 4 529 | 512 | 9 | 1 363 | 8 287 | 1 783 | 2 914 | 19 397 |
| Cumul des amortissements | | | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2022 | 361 | 138 | 4 | 1 078 | 6 490 | 767 | – | 8 838 |
| Amortissements | 31 | 72 | 2 | 62 | 374 | 91 | – | 632 |
| Cessions ^a | – | – | – | (28) | (528) | (99) | – | (655) |
| Ajustement de l'amortissement après comptabilisation à l'actif | 13 | – | – | 61 | 244 | 18 | – | 336 |
| Cumul des amortissements au 31 décembre 2022 | 405 | 210 | 6 | 1 173 | 6 580 | 777 | – | 9 151 |
| Valeur nette comptable | | | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2022 | 435 | 169 | 5 | 268 | 1 709 | 457 | 13 574 | 16 617 |
| Valeur nette comptable au 31 décembre 2022 (état I) | 4 124 | 302 | 3 | 190 | 1 707 | 1 006 | 2 914 | 10 246 |

^a Les cessions englobent les actifs transférés aux bénéficiaires finals dans le cadre de l'exécution des programmes de l'ONUDC.

Variations et soldes des immobilisations corporelles pour 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Bâtiments | Améliorations locatives | Mobilier et agencements | Matériel informatique et matériel de communication | Véhicules | Matériel et outillage | Immobilisations en cours | Total |
|--|------------|----------------------------|----------------------------|--|--------------|--------------------------|-----------------------------|---------------|
| Coût | | | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2021 | 519 | 307 | 9 | 1 294 | 7 935 | 1 006 | 9 395 | 20 465 |
| Entrées | 286 | – | – | 403 | 1 042 | 617 | 4 288 | 6 636 |
| Cessions ^a | (118) | – | – | (351) | (778) | (399) | – | (1 646) |
| Immobilisations en cours terminées | 109 | – | – | – | – | – | (109) | – |
| Coût au 31 décembre 2021 | 796 | 307 | 9 | 1 346 | 8 199 | 1 224 | 13 574 | 25 455 |
| Cumul des amortissements | | | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2021 | 334 | 77 | 2 | 1 074 | 6 136 | 697 | – | 8 320 |
| Amortissements | 30 | 61 | 2 | 41 | 367 | 70 | – | 571 |
| Cessions ^a | (3) | – | – | (37) | (13) | – | – | (53) |
| Cumul des amortissements au 31 décembre 2021 | 361 | 138 | 4 | 1 078 | 6 490 | 767 | – | 8 838 |
| Valeur nette comptable | | | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2021 | 185 | 230 | 7 | 220 | 1 799 | 309 | 9 395 | 12 145 |
| Valeur nette comptable au 31 décembre 2021 (état I) | 435 | 169 | 5 | 268 | 1 709 | 457 | 13 574 | 16 617 |

^a Les cessions englobent les actifs transférés aux bénéficiaires finals dans le cadre de l'exécution des programmes de l'ONUDC.

100. Au 31 décembre 2022, l'ONUDC détenait des immobilisations corporelles pour un montant total de 10,246 millions de dollars (contre 16,617 millions de dollars en 2021). La valeur comptable nette a baissé de 6,371 millions de dollars par rapport à la période précédente (augmentation de 4,472 millions de dollars en 2021), en raison de la hausse des immobilisations en cours terminées et transférées aux bénéficiaires finals. L'ONUDC ne dispose pas d'immobilisations corporelles données en nantissement de dettes.

101. L'ONUDC fait construire des bâtiments (prisons, postes de police et tribunaux, par exemple) pour le compte d'États Membres et d'autres bénéficiaires. À l'achèvement des travaux, la pleine propriété des bâtiments est transférée aux pouvoirs publics locaux. En 2022, la valeur des projets de construction terminés s'est élevée à 11,807 millions de dollars, dont des projets d'une valeur de 9,129 millions de dollars pour lesquels la propriété a été transférée aux bénéficiaires avant la fin de l'année. Des projets de construction en cours d'exécution à la fin de 2022, qui représentaient un montant de 2,914 millions de dollars, devraient être achevés en 2023 ou ultérieurement, après quoi la propriété sera transférée aux bénéficiaires.

102. Toutes les catégories d'immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation. L'ONUDC n'a constaté aucune dépréciation supplémentaire dans le contexte de la COVID-19.

Note 11

Immobilisations incorporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Logiciels développés en interne</i> | <i>Actifs en cours de développement</i> | <i>Total</i> |
|--|--|---|--------------|
| Coût au 31 décembre 2021 | 1 475 | 122 | 1 597 |
| Entrées | — | — | — |
| Cessions | — | — | — |
| Immobilisations en cours terminées | — | — | — |
| Coût au 31 décembre 2022 | 1 475 | 122 | 1 597 |
| Cumul des amortissements au 31 décembre 2021 | 1 062 | — | 1 062 |
| Amortissement | 115 | — | 115 |
| Dépréciation et comptabilisation en pertes | — | — | — |
| Cumul des amortissements au 31 décembre 2022 | 1 177 | — | 1 177 |
| Valeur nette comptable | | | |
| Au 31 décembre 2021 | 413 | 122 | 535 |
| Valeur nette comptable au 31 décembre 2022 (état I) | 298 | 122 | 420 |

103. Dans le cadre de l'exécution de ses programmes, l'ONUDC a mis au point plusieurs logiciels, à savoir goAML, goCase, goPRS et RevMod. En outre, le logiciel goIFAR, en cours de développement, devrait être achevé en 2023. Ces logiciels sont mis à disposition des États Membres et d'autres organisations internationales dans le cadre d'accords de prestation de services.

Note 12

Dettes et charges à payer

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Dettes fournisseurs | 14 981 | 10 802 |
| Montants dus à d'autres entités des Nations Unies | 837 | 282 |
| Charges à payer au titre de biens et services | 16 254 | 13 415 |
| Autres dettes | 7 031 | 4 589 |
| Total partiel | 39 103 | 29 088 |
| Dettes envers des États Membres et d'autres pays | 14 229 | 13 511 |
| Total des dettes courantes et autres charges à payer courantes (état I) | 53 332 | 42 599 |
| Dettes non courantes envers des États Membres et d'autres pays | 6 761 | 12 718 |
| Total des dettes non courantes et autres charges à payer non courantes (état I) | 6 761 | 12 718 |

104. Les autres dettes comprennent des engagements conditionnels de 1,294 million de dollars (contre 0,702 million de dollars en 2021) au bénéfice de l'Union européenne.

105. La somme des dettes courantes et non courantes envers des États Membres et d'autres pays (20,99 millions de dollars, contre 26,229 millions de dollars en 2021) correspond à des opérations avec contrepartie directe qui n'ont pas encore donné lieu à encaissement ; la contrepartie est comptabilisée en créances diverses (voir note 7).

Note 13

Encaissements par anticipation

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Frais de formation de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice | 449 | 582 |
| Système national de contrôle des drogues | 2 006 | 1 488 |
| Divers logiciels destinés aux États Membres et à d'autres pays | 12 329 | 11 266 |
| Renforcement des systèmes judiciaires et des capacités | 23 933 | 21 218 |
| Autres encaissements par anticipation | 873 | 815 |
| Total des encaissements par anticipation (état I) | 39 590 | 35 369 |

106. Les encaissements par anticipation correspondent aux recettes comptabilisées d'avance reçues pour des opérations avec contrepartie directe n'ayant pas encore été effectuées.

Note 14**Avantages du personnel****Avantages du personnel au 31 décembre 2022**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Passifs courants</i> | <i>Passifs non courants</i> | <i>Total</i> |
|--|-------------------------|-----------------------------|----------------|
| Assurance maladie après la cessation de service | 568 | 75 136 | 75 704 |
| Congés annuels | 1 021 | 11 261 | 12 282 |
| Prestations liées au rapatriement | 1 545 | 15 779 | 17 324 |
| Total partiel (engagements au titre des prestations définies) | 3 134 | 102 176 | 105 310 |
| Traitements et indemnités à payer | 4 635 | 5 565 | 10 200 |
| Total des passifs liés aux avantages du personnel (état I) | 7 769 | 107 741 | 115 510 |

Avantages du personnel au 31 décembre 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Passifs courants</i> | <i>Passifs non courants</i> | <i>Total</i> |
|--|-------------------------|-----------------------------|----------------|
| Assurance maladie après la cessation de service | 477 | 101 562 | 102 039 |
| Congés annuels | 1 233 | 13 485 | 14 718 |
| Prestations liées au rapatriement | 1 924 | 19 453 | 21 377 |
| Total partiel (engagements au titre des prestations définies) | 3 634 | 134 500 | 138 134 |
| Traitements et indemnités à payer | 3 646 | 5 369 | 9 015 |
| Total des passifs liés aux avantages du personnel (état I) | 7 280 | 139 869 | 147 149 |

107. L'ONUDC a commencé à financer les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service se rapportant aux activités financées au moyen de ressources extrabudgétaires en instaurant un prélèvement sur le montant des traitements à compter de décembre 2012. Le niveau du prélèvement est examiné et révisé régulièrement, compte étant tenu du niveau de provisionnement atteint, des changements imprévus concernant les participants à l'assurance maladie après la cessation de service, des facteurs économiques et de l'évolution du coût des dépenses de santé. Actuellement, ce prélèvement correspond à 9 % du traitement brut majoré de l'indemnité de poste. Au 31 décembre 2022, la durée des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service était de 25 ans.

108. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service s'élèvent à 75,704 millions de dollars (contre 102,039 millions de dollars en 2021), à raison de 16,929 millions de dollars au titre du budget ordinaire (contre 22,998 millions de dollars en 2021) et de 58,775 millions de dollars hors budget ordinaire (contre 79,041 millions de dollars en 2021). Au 31 décembre 2022, la part des engagements hors budget ordinaire qui avait été financée s'élevait à 61,951 millions de dollars (contre 53,541 millions de dollars en 2021).

109. L'Organisation prélève une cotisation égale à 8 % du traitement brut hors contributions du personnel pour les postes extrabudgétaires, en vue de constituer une réserve pour couvrir ses engagements au titre de la prime de rapatriement.

110. Les engagements au titre des prestations liées au rapatriement s'élèvent à 17,324 millions de dollars (contre 21,377 millions de dollars en 2021), à raison de 3,665 millions de dollars au titre du budget ordinaire (contre 4,518 millions de dollars en 2021) et de 13,659 millions de dollars hors budget ordinaire (contre 16,859 millions de dollars en 2021). Au 31 décembre 2022, la part des engagements hors budget ordinaire qui avait été financée s'élevait à 25,977 millions de dollars (contre 23,742 millions de dollars en 2021).

111. Les engagements au titre des congés annuels s'élèvent à 12,282 millions de dollars, à raison de 1,977 million de dollars au titre du budget ordinaire (contre 2,497 millions de dollars en 2021) et de 10,305 millions de dollars hors budget ordinaire (contre 12,221 millions de dollars en 2021), et ne sont pas provisionnés.

112. Les avantages postérieurs à l'emploi versés en fonction du lieu à titre d'indemnité de cessation de service aux agents des services généraux sont calculés en interne par l'ONUDC et comptabilisés sous la rubrique Traitements et indemnités à payer ; leur montant s'élevait à 6,670 millions de dollars en 2022, contre 6,493 millions de dollars en 2021. Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ne sont pas provisionnés.

113. Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et des avantages postérieurs à l'emploi sont constitués conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU, et les montants des passifs correspondants sont calculés par des actuaires indépendants. Les évaluations actuarielles sont généralement effectuées tous les deux ans, le calcul des montants à reporter étant fait la seconde année. La dernière évaluation en date a été arrêtée au 31 décembre 2021.

Évaluation actuarielle : hypothèses

114. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi au calcul du montant des engagements au titre des avantages du personnel au 31 décembre 2022 sont indiquées ci-dessous.

Hypothèses actuarielles

(En pourcentage)

| <i>Hypothèses</i> | <i>Assurance maladie après la cessation de service</i> | <i>Prestations liées au rapatriement</i> | <i>Congés annuels</i> |
|--|--|--|-----------------------|
| Taux d'actualisation au 31 décembre 2022 | 4,29 | 5,11 | 5,14 |
| Taux d'actualisation au 31 décembre 2021 | 2,11 | 2,75 | 2,80 |
| Inflation au 31 décembre 2022 | 3,85-4,15 | 2,50 | – |
| Inflation au 31 décembre 2021 | 3,75-3,95 | 2,50 | – |

115. Les taux d'actualisation sont calculés à partir d'un taux composite pondéré correspondant aux trois monnaies dans lesquelles sont libellés les différents flux de trésorerie, à savoir le dollar des États-Unis (courbe au-dessus de la médiane d'Aon Hewitt AA), l'euro (courbe de rendement d'Aon Hewitt AA) et le franc suisse (courbe de rendement d'Aon Hewitt AA Suisse, données régionales exclues).

116. L'évaluation actuarielle de 2022 fait apparaître un gain actuariel d'un montant net de 41,106 millions de dollars, soit 34,347 millions de dollars au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, 3,872 millions de dollars au titre

des prestations liées au rapatriement et 2,887 millions de dollars au titre des congés annuels. Les gains actuariels relatifs à l'assurance maladie après la cessation de service sont imputables à l'augmentation du taux d'actualisation (45,418 millions de dollars), contrebalancée en partie par l'effet de l'évolution des taux tendanciels de variation des frais médicaux (11,071 millions de dollars). Les gains actuariels au titre des prestations liées au rapatriement et des congés annuels tiennent à l'augmentation des taux d'actualisation.

117. Outre les taux d'actualisation mentionnés ci-dessus, les hypothèses qui ont le plus d'incidence sur les engagements au titre des avantages du personnel évalués sur une base actuarielle concernent l'évolution du coût des prestations par personne et par âge.

118. Les coûts des prestations par personne ont été calculés sur la base de l'évolution des prestations et affiliations pendant les années 2016, 2017 et 2018 qui ont été communiquées par les tiers administrateurs (en tenant compte des taux d'inflation antérieurs des tarifs médicaux). L'évaluation des coûts des prestations par personne est fondée sur une moyenne des coûts par personne après ajustement.

119. Les hypothèses relatives au taux de mortalité avant la retraite, à la liquidation des droits et aux départs à la retraite sont conformes à celles que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies utilise pour sa propre évaluation actuarielle.

Variations des engagements au titre des avantages du personnel relevant de régimes à prestations définies

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des engagements au titre des prestations définies

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2022 | 2021 |
|---|----------------|----------------|
| Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1^{er} janvier | 138 134 | 127 494 |
| Coût des services rendus au cours de la période | 8 916 | 8 468 |
| Coût financier | 3 100 | 2 230 |
| Prestations versées | (3 734) | (2 568) |
| Montant net total porté en charges | 8 282 | 8 130 |
| (Gains)/pertes actuariel(le)s comptabilisé(e)s en situation nette | (41 106) | 2 510 |
| Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 31 décembre | 105 310 | 138 134 |

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation

120. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations d'État et d'obligations de sociétés. Les marchés obligataires ont fluctué au cours de la période comptable, et cette volatilité influe sur l'hypothèse retenue pour le taux d'actualisation. Une variation de 0,5 point de pourcentage aurait sur les engagements les incidences indiquées dans le tableau ci-dessous.

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

| 31 décembre 2022 | Assurance maladie après la cessation de service | Prime de rapatriement | Congés annuels |
|--|---|--------------------------|----------------|
| Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation | (8 582) | (714) | (535) |
| En pourcentage des engagements en fin d'année | (11,3) | (4,1) | (4,4) |
| Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation | 9 727 | 748 | 560 |
| En pourcentage des engagements en fin d'année | 12,8 | 4,3 | 4,6 |

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux

121. La principale hypothèse utilisée dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est le taux auquel le coût des soins de santé devrait augmenter à l'avenir. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant de la variation à la hausse ou à la baisse de ce coût, toutes autres hypothèses, dont celle relative au taux d'actualisation, demeurant constantes. Si l'hypothèse tendancielle relative au coût des soins de santé venait à varier de 0,5 point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| 2022 | Incidence sur les engagements au titre des prestations définies | Incidence sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier |
|--|---|---|
| Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation | 10 820 | 1 367 |
| En pourcentage des engagements en fin d'année/du coût des services rendus et du coût financier | 14,3 | 16,1 |
| Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation | (9 166) | (1 139) |
| En pourcentage des engagements en fin d'année/du coût des services rendus et du coût financier | (12,1) | (13,4) |

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

122. L'ONUDC est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

123. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'ONUDC, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des

prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations versées par l'ONUDC à la Caisse pendant la période financière sont constatées en charges.

124. Les Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies stipulent que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire réaliser cette évaluation tous les deux ans selon la méthode actuarielle des groupes avec entrants. Cette évaluation a essentiellement pour objectif de déterminer si ses avoirs actuels et le montant estimatif de ses avoirs futurs permettront à la Caisse de faire face à ses engagements.

125. L'ONUDC est tenu de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour l'organisation affiliée. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chacune des organisations affiliées contribue à le combler en proportion du montant total des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation.

126. La dernière évaluation actuarielle de la Caisse a été arrêtée au 31 décembre 2021, et, aux fins de l'établissement des états financiers de 2022, les données sur la participation arrêtées au 31 décembre 2021 s'appliqueront également au 31 décembre 2022.

127. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 a donné un taux de couverture des engagements de 117,0 % (contre 107,1 % en 2019). Compte non tenu du système actuel d'ajustement des pensions, le taux de couverture était de 158,2 % (contre 144,4 % en 2019).

128. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2021, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. Qui plus est, la valeur de marché des actifs était elle aussi supérieure à la valeur actuarielle de la totalité du passif à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

129. Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel constaté soit lors de l'évaluation en cours, soit parce que la Caisse viendrait à cesser son activité, le montant que chaque organisation affiliée devrait verser pour combler un déficit actuariel serait calculé en proportion de ses cotisations par rapport au total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle (2019, 2020 et 2021) s'élevait à 8 505,27 millions de dollars, dont 0,97 % provenant de l'ONUDC.

130. Les cotisations que l'ONUDC a versées à la Caisse en 2022 se sont élevées à 20,860 millions de dollars (contre 19,937 millions de dollars en 2021). Elles devraient être du même ordre en 2023.

131. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

132. Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte et à l'Assemblée générale. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés sur son site Web (<http://www.unjspf.org/fr/>).

Note 15 Provisions

133. Des provisions sont comptabilisées au titre de demandes en cours lorsqu'il est déterminé qu'une issue défavorable est probable et que le montant de la perte peut raisonnablement être estimé. Au 31 décembre 2022, sur la base de ces critères, l'ONUDC n'avait pas de provision.

Note 16 Engagements conditionnels

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Passifs (sommes encaissées) | 51 244 | 53 546 |
| Passifs courants (sommes non encaissées) | 40 989 | 54 887 |
| Total des engagements conditionnels courants (état I) | 92 233 | 108 433 |
| Passifs non courants (sommes non encaissées) | 68 874 | 49 391 |
| Total des engagements conditionnels non courants (état I) | 68 874 | 49 391 |

134. Les passifs liés aux engagements conditionnels correspondent à des sommes versées par l'Union européenne n'ayant pas encore été utilisées (51,244 millions de dollars, contre 53,546 millions en 2021). Pour les passifs liés aux sommes qui n'ont pas encore été encaissées, la contrepartie est comptabilisée à la rubrique Contributions volontaires à recevoir (autres organisations gouvernementales) (voir la note 7).

Note 17
Actif net

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Excédents/(déficits) cumulés – fonds non réservés à des fins particulières</i> | <i>Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières</i> | <i>Total</i> |
|--|---|---|----------------|
| Actif net au 1^{er} janvier 2021 (après retraitement) | 44 897 | 777 897 | 822 794 |
| Variation de l'actif net | | | |
| Virements/prélèvements sur des réserves servant ou non à des fins particulières | (638) | 638 | – |
| Gains/(pertes) actuariel(le)s | (2 510) | – | (2 510) |
| Excédent/(déficit) pour l'année | 12 222 | 49 033 | 61 255 |
| Total au 31 décembre 2021 | 53 971 | 827 568 | 881 539 |
| Actif net au 1^{er} janvier 2022 | 53 971 | 827 568 | 881 539 |
| Variation de l'actif net | | | |
| Virements/prélèvements sur des réserves servant ou non à des fins particulières | (681) | 681 | – |
| Gains/(pertes) actuariel(le)s | 41 106 | – | 41 106 |
| Excédent/(déficit) pour l'année | 18 644 | 6 420 | 25 064 |
| Total au 31 décembre 2022 (état I) | 113 040 | 834 669 | 947 709 |

135. Les soldes réservés à des fins particulières correspondent aux contributions des donateurs affectées à des activités précises.

136. Le solde net des fonds non réservés à des fins particulières correspond au solde des fonds non préaffectés, d'un montant de 136,591 millions de dollars (contre 84,910 millions de dollars en 2021), auquel est soustrait le solde négatif des prestations dues à la cessation de service non financées imputées sur le budget ordinaire, d'un montant de 23,551 millions de dollars (contre un solde négatif de 30,939 millions de dollars en 2021).

Note 18**Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>31 décembre 2021</i> | <i>31 décembre 2022 (après retraitement)</i> |
|---|-------------------------|--|
| Produits | | |
| Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU | 33 986 | 34 518 |
| Dépenses | | |
| Activités directement liées aux programmes | 26 768 | 26 844 |
| Activités (administratives) d'appui | 7 218 | 7 674 |
| Total des dépenses (état II) | 33 986 | 34 518 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | – | – |

137. Les chiffres de 2021 donnés aux fins de comparaison ont été retraités pour tenir compte du chapitre 36, à la rubrique Activités directement liées aux programmes.

138. Les activités de l'ONUDC imputées sur le budget ordinaire de l'ONU englobent les activités directement liées aux programmes, à savoir la direction exécutive et l'administration, la recherche, les travaux normatifs, le secrétariat des organes intergouvernementaux et des commissions et l'appui technique à l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

139. Les activités d'appui comprennent les services administratifs, notamment dans les domaines de la finance, des ressources humaines et des achats, fournis par l'Office des Nations Unies à Vienne à l'ONUDC au titre du chapitre 29 du budget ordinaire de l'Organisation. Les activités inscrites à cette rubrique représentent 35,1 % du budget d'administration total de l'Office des Nations Unies à Vienne. Les autres activités administratives de l'Office des Nations Unies à Vienne (64,9 %) sont menées à l'appui d'autres entités du Secrétariat de l'ONU installées à Vienne. Les charges de 2022 se décomposent comme suit : pour ce qui est des activités directement liées aux programmes, 22,477 millions de dollars au titre du chapitre 16 (contre 22,017 millions de dollars en 2021), 0,890 million de dollars au titre du chapitre 23 (contre 0,974 million de dollars en 2021), 0,432 million de dollars au titre du chapitre 35 (contre 0,753 million de dollars en 2021) et 2,969 millions de dollars au titre du chapitre 36 (contre : 3,100 millions de dollars en 2021), et pour ce qui est des activités (administratives) d'appui, 7,218 millions de dollars au titre du chapitre 29G (contre 7,674 millions de dollars en 2021).

Note 19

Produits d'opérations sans contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Contributions volontaires | | |
| Contributions volontaires en espèces | 368 394 | 360 100 |
| Contributions volontaires en nature | 1 515 | 1 399 |
| Total des contributions volontaires reçues | 369 909 | 361 499 |
| Remboursements | (16 437) | (16 037) |
| Montant net des contributions volontaires reçues (état II) | 353 472 | 345 462 |
| Autres transferts et allocations | | |
| Arrangements interorganisations | 30 234 | 23 305 |
| Total des autres transferts et allocations (état II) | 30 234 | 23 305 |

140. Les contributions volontaires en nature correspondent essentiellement aux droits d'usage cédés sans contrepartie, généralement par les autorités nationales, aux fins de l'utilisation de locaux par les bureaux extérieurs de l'ONUDC.

141. Les autres transferts et allocations correspondent aux arrangements interorganisations, qui sont des montants reçus d'autres entités des Nations Unies.

Contributions en nature sous forme de services

142. Les contributions en nature sous forme de services reçues au cours de l'année ne sont pas comptabilisées comme produits et ne sont donc pas comprises dans le

montant des contributions volontaires en nature indiqué ci-dessus. Aucun service reçu en 2022 n'avait une valeur supérieure au seuil d'importance relative (en 2021, le montant des services dont la valeur dépassait ce seuil était de 0,548 million de dollars).

Note 20**Produits divers**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Produits de la prestation de services | 8 757 | 11 892 |
| Revenus locatifs | 62 | 75 |
| Activités génératrices de produits et autres produits accessoires | 214 | 2 451 |
| Total des produits divers (état II) | 9 033 | 14 418 |

143. Les produits divers correspondent aux produits des opérations avec contrepartie directe.

144. Les produits de la prestation de services correspondent essentiellement aux services d'appui et de maintenance informatique fournis aux États Membres et à d'autres pays, et aux activités de formation et d'appui en faveur des organes directeurs de l'ONUDC. Ils comprennent également les activités de renforcement du système judiciaire et des capacités organisées à l'intention du Gouvernement panaméen dans le cadre d'opérations avec contrepartie directe.

145. Les activités génératrices de produits et autres produits accessoires comprennent notamment des dons d'immobilisations corporelles d'un montant de 0,144 million de dollars reçus en 2022. En 2021, des gains de change d'un montant de 2,434 millions de dollars ont été comptabilisés au titre des autres produits accessoires.

Note 21**Instruments financiers et gestion du risque financier**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Instruments financiers</i> | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Actifs financiers | | |
| Juste valeur avec contrepartie en résultat^a | | |
| Placements à court terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités | 548 227 | 708 687 |
| Total des placements à court terme | 548 227 | 708 687 |
| Placements à long terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités | 265 473 | 132 474 |
| Total des placements à long terme | 265 473 | 132 474 |
| Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat | 813 700 | 841 161 |
| Prêts et créances | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie : fonds principal de gestion centralisée des liquidités | 136 646 | 103 666 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie : divers | 28 | 32 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 136 674 | 103 698 |

| <i>Instruments financiers</i> | <i>31 décembre 2022</i> | <i>31 décembre 2021</i> |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Contributions volontaires à recevoir | 303 767 | 262 026 |
| Créances diverses | 22 637 | 27 918 |
| Autres éléments d'actif (avances non comprises) | 16 | 5 |
| Total des prêts et créances | 326 420 | 289 949 |
| Total des actifs financiers (valeur comptable) | 1 276 794 | 1 234 808 |
| Dont : actifs financiers détenus dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités | 950 346 | 944 827 |
| Passifs financiers au coût amorti | | |
| Dettes et autres charges à payer (charges constatées d'avance non comprises) | 60 093 | 55 317 |
| Total des passifs financiers (valeur comptable) | 60 093 | 55 317 |
| Recettes nettes provenant des actifs financiers | | |
| Produits des placements | 3 924 | 72 |
| Total des recettes nettes provenant des actifs financiers (état II)^a | 3 924 | 72 |

^a Tous les instruments financiers du fonds de gestion centralisée des liquidités sont comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat, conformément à l'alinéa a) i) du paragraphe 11 de la norme IPSAS 30 (Instruments financiers : informations à fournir).

Fonds de gestion centralisée des liquidités

146. L'ONUDC place une partie de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie dans les fonds de gestion centralisée des liquidités administrés par la Trésorerie de l'ONU. Celle-ci est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

147. L'objectif de la gestion des placements est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant, pour chaque fonds, un rendement concurrentiel par rapport au marché. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements plutôt qu'au taux de rendement.

148. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

149. Le regroupement a un effet bénéfique sur le rendement global et sur le risque : il permet de faire des économies d'échelle et de répartir sur plusieurs échéances les risques liés à la courbe des taux. La répartition des éléments composant les fonds (trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et placements à long terme) et celle des produits sont proportionnelles à la part du capital revenant à chaque entité participante.

150. L'ONUDC participe à deux fonds de gestion centralisée des liquidités administrés par la Trésorerie de l'ONU :

a) Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités, qui comprend les soldes des comptes bancaires d'opérations en diverses monnaies et les placements en dollars des États-Unis ;

b) Le fonds en euros, qui ne comprend que des placements en euros ; y participent principalement les bureaux hors Siège du Secrétariat de l'ONU, qui peuvent détenir des excédents en euros provenant de leurs opérations.

151. Au 31 décembre 2022, les fonds de gestion centralisée des liquidités détenaient des actifs d'une valeur totale de 11 873,869 millions de dollars (contre 11 799,725 millions de dollars en 2021), dont un montant de 950 346 millions de dollars dû à l'Office (contre 944 827 millions de dollars en 2021) ; la part des produits revenant à celui-ci s'élevait à 3,920 millions de dollars (contre 0,072 million de dollars en 2021).

Actif et passif des fonds de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre 2022 : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i> |
|---|--|
| Juste valeur avec contrepartie en résultat | |
| Placements à court terme | 6 789 427 |
| Placements à long terme | 3 316 889 |
| Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat | 10 106 316 |
| Prêts et créances | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 707 288 |
| Produits des placements à recevoir | 60 265 |
| Total des prêts et créances | 1 767 553 |
| Total des actifs financiers (valeur comptable) | 11 873 869 |
| Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités) | |
| Montant dû à l'ONUDC | 950 346 |
| Montant dû aux autres participants | 10 923 523 |
| Total du passif | 11 873 869 |
| Actif net | — |

Produits et charges des fonds de gestion centralisée des liquidités pour l'année terminée le 31 décembre 2022 : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i> |
|--|--|
| Produits des placements | 178 646 |
| Plus-values/(moins-values) latentes | (137 034) |
| Produits des placements provenant des fonds de gestion centralisée des liquidités | 41 612 |

| | <i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i> |
|--|--|
| Gains/(pertes) de change | (7 670) |
| Frais bancaires | (772) |
| Gains (pertes) d'exploitation des fonds de gestion centralisée des liquidités | (8 442) |
| Produits et charges des fonds de gestion centralisée des liquidités | 33 170 |

Actif et passif des fonds de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre 2021 : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i> |
|---|--|
| Juste valeur avec contrepartie en résultat | |
| Placements à court terme | 8 839 722 |
| Placements à long terme | 1 654 439 |
| Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat | 10 494 161 |
| Prêts et créances | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 294 660 |
| Produits des placements à recevoir | 10 903 |
| Total des prêts et créances | 1 305 563 |
| Total des actifs financiers (valeur comptable) | 11 799 724 |
| Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités) | |
| Montant dû à l'ONUDC | 944 827 |
| Montant dû aux autres participants | 10 854 897 |
| Total du passif | 11 799 724 |
| Actif net | — |

Produits et charges des fonds de gestion centralisée des liquidités pour l'année terminée le 31 décembre 2021 : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i> |
|--|--|
| Produits des placements | 46 322 |
| Plus-values/(moins-values) latentes | (37 495) |
| Produits des placements provenant des fonds de gestion centralisée des liquidités | 8 827 |

| | <i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i> |
|--|--|
| Gains/(pertes) de change | (1 626) |
| Frais bancaires | (1 805) |
| Frais de fonctionnement des fonds de gestion centralisée des liquidités | (3 431) |
| Produits et charges des fonds de gestion centralisée des liquidités | 5 396 |

Gestion du risque financier : aperçu général

152. L'ONUDC est exposé aux risques financiers suivants :

- a) Risque de crédit ;
- b) Risque de liquidité ;
- c) Risque de marché.

153. On trouvera dans la présente note des informations sur chacun de ces risques, sur les objectifs, les principes et les procédures de l'ONUDC relatifs à l'évaluation et à la gestion des risques, et sur la gestion du capital.

154. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

Dispositif de gestion des risques

155. L'ONU gère les risques dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière et des directives pour la gestion des placements. Le capital qu'elle est appelée à gérer correspond à l'ensemble de ses actifs nets, c'est-à-dire au montant cumulé des soldes et des réserves. L'ONU a pour but de préserver son aptitude à poursuivre son activité, à financer ses actifs et à atteindre ses objectifs. Elle gère son capital en tenant compte de la situation économique mondiale, des risques auxquels ses éléments d'actif sont exposés et de ses besoins actuels et futurs en fonds de roulement.

Risque de crédit

156. Le risque de crédit correspond au risque de subir une perte financière si une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et dépôts auprès d'établissements financiers et les impayés. L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers, nette de toute provision pour créances douteuses.

157. La gestion des placements est centralisée au Siège de l'Organisation des Nations Unies et les autres entités ne sont pas autorisées à procéder à des placements en temps ordinaire, sauf dérogation exceptionnelle lorsque les conditions justifient que des placements soient effectués localement suivant des paramètres bien définis conformes aux directives de l'Organisation pour la gestion des placements.

158. Les directives de l'ONU pour la gestion des placements prescrivent de suivre en permanence la notation des émetteurs et contreparties. Les placements autorisés peuvent comprendre, sans s'y limiter, des dépôts bancaires, des effets de commerce et des titres émis par des entités supranationales, des organismes d'État ou des gouvernements, dont l'échéance est inférieure ou égale à cinq ans. Les fonds de

gestion centralisée des liquidités n'investissent pas dans les produits dérivés, les titres adossés à des créances mobilières ou immobilières, et les actions.

159. Les directives de l'ONU pour la gestion des placements prescrivent de ne pas investir dans des titres d'émetteurs dont la note de crédit est insuffisante et fixent un ratio d'emprise maximal pour un émetteur donné. Ces conditions étaient remplies à la date des placements.

160. Les notes de crédit utilisées pour les fonds de gestion centralisée des liquidités sont celles données par les principales agences de notation, S&P Global Ratings, Moody's et Fitch pour les obligations, les certificats de dépôt et les instruments à intérêts précomptés, et la notation de viabilité de Fitch pour les dépôts à terme. Les notes de crédit en fin d'année sont indiquées dans le tableau ci-après.

Ventilation des placements des fonds de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre, par note de crédit

(En pourcentage)

| Fonds principal de gestion centralisée des liquidités Notes au 31 décembre 2022 | | | | | Notes au 31 décembre 2021 | | | | |
|--|------------------|-------------|-------|---------|--|------------------|-------------|-------|---------|
| Obligations (notes à long terme) | | | | | Obligations (notes à long terme) | | | | |
| | AAA/AA <u>Au</u> | AA+u/AA+/AA | A+ | s.o. | | AAA/AA <u>Au</u> | AA+u/AA+/AA | A+ | s.o. |
| S&P | 33,8 % | 65,9 % | | 0,3 % | S&P | 47,8 % | 48,1 % | 0,4 % | 3,7 % |
| | AAA | AA+/AA/AA- | | s.o./PN | | AAA | AA+/AA/AA- | | s.o./PN |
| Fitch | 61,9 % | 22,5 % | 0,2 % | 15,4 % | Fitch | 61,3 % | 15,7 % | | 23,0 % |
| | Aaa | Aa1/Aa2/Aa3 | A1 | s.o. | | Aaa | Aa1/Aa2/Aa3 | A1 | s.o. |
| Moody's | 66,7 % | 30,9 % | | 2,4 % | Moody's | 61,1 % | 34,9 % | 0,4 % | 3,6 % |
| Effets de commerce/certificats de dépôt (notes à court terme) | | | | | Effets de commerce/certificats de dépôt (notes à court terme) | | | | |
| | A-1+/A-1 | | | | | A-1+/A-1 | | | |
| S&P | 100,0 % | | | | S&P | 100,0 % | | | |
| | F1+/F1 | | | PN | | F1+/F1 | | | PN |
| Fitch | 97,7 % | | | 2,3 % | Fitch | 96,7 % | | | 3,3 % |
| | P-1/P-2 | | | | | P-1/P-2 | | | |
| Moody's | 100,0 % | | | | Moody's | 100,0 % | | | |
| Dépôts à terme/dépôts à vue (notations de viabilité de Fitch) | | | | | Prise en pension de titres (notes à court terme) | | | | |
| | aa- | a+/a/a- | | s.o. | | A-1+u | | | |
| | | | | | S&P | 100,0 | | | |
| | | | | | | F1+ | | | |
| | | | | | Fitch | 100,0 | | | |
| | | | | | | NR | | | |
| | | | | | Moody's | 100,0 | | | |
| Dépôts à terme/dépôts à vue (notations de viabilité de Fitch) | | | | | Dépôts à terme/dépôts à vue (notations de viabilité de Fitch) | | | | |
| | aa- | a+/a/a- | | s.o. | | aa- | a+/a/a- | | s.o. |
| Fitch | 35,9 % | 64,1 % | | | Fitch | 34,1 % | 65,9 % | | |

Abréviations : NR = note retirée ; PN = pas de note ; s.o. = sans objet.

161. La Trésorerie de l'ONU suit de près les notations et, étant donné que les investissements de l'Organisation ne portent que sur des titres de qualité, l'administration ne s'attend pas à ce que les émetteurs manquent à leurs obligations, sauf en ce qui concerne les éventuels placements ayant subi une dépréciation.

162. La majeure partie des contributions à recevoir sont dues par des États Membres et des entités des Nations Unies qui présentent un risque de crédit peu élevé.

163. L'ONUDC évalue la dépréciation des créances douteuses à la date de clôture. Il constitue une provision si des informations objectives montrent qu'il ne recouvrera pas la totalité des sommes dues. Les variations du compte de dépréciation au cours de l'année sont récapitulées dans la note 7.

164. Au 31 décembre 2022, l'ONUDC était exposé à un risque de crédit portant sur les 1 276,794 millions de dollars (contre 1 234,808 millions de dollars en 2021) qu'il détenait sous forme d'actifs financiers.

Risque de liquidité

165. Le risque de liquidité correspond à la probabilité que l'ONUDC ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles. L'Office et l'ONU s'attachent à gérer leurs liquidités de façon à disposer en permanence des sommes dont ils ont besoin pour régler les engagements qui deviennent exigibles, aussi bien dans le cours normal de leurs activités qu'en situation de crise, sans essuyer de pertes inacceptables ni risquer de porter atteinte à la réputation de l'Organisation.

166. Le Règlement financier et les règles de gestion financière imposent de n'engager les dépenses qu'après réception des fonds promis par les donateurs, ce qui réduit considérablement le risque de liquidité en ce qui concerne les contributions. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'à condition de respecter certains critères de gestion des risques relatifs aux montants à recevoir.

167. L'ONUDC et le Siège de l'ONU établissent des prévisions de trésorerie et suivent les prévisions glissantes relatives aux besoins de liquidités de façon à pouvoir couvrir leurs besoins opérationnels. Le Siège procède aux placements en prenant dûment en considération les besoins de trésorerie liés au fonctionnement, qui reposent sur les prévisions de trésorerie. Il prend une grande partie de ses positions dans des équivalents de trésorerie et des placements à court terme suffisants pour couvrir les engagements de l'ONUDC à mesure que ceux-ci deviennent exigibles.

168. L'exposition au risque de liquidité tient au fait que l'ONUDC peut avoir du mal à honorer ses engagements financiers. Pareille situation est très improbable du fait que l'Office dispose de créances, de liquidités et de placements et que les procédures et politiques internes lui donnent la garantie de disposer des ressources dont il aura besoin pour honorer ses engagements financiers.

169. Les fonds de gestion centralisée des liquidités sont exposés à un risque de liquidité, car les participants doivent effectuer des retraits à bref délai. Ils conservent des disponibilités et des titres négociables en quantités suffisantes pour faire face aux engagements des participants au moment où ils arrivent à échéance. La majeure partie de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements est disponible dans un délai d'un jour pour répondre aux besoins opérationnels. Par conséquent, le risque de liquidité est considéré comme faible.

Risque de taux d'intérêt

170. Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie futurs sous l'effet de variations des

taux d'intérêt. En règle générale, la valeur d'un titre à taux fixe diminue à mesure que le taux d'intérêt augmente, et inversement. Le risque de taux est habituellement mesuré en fonction de la duration, exprimée en années, de chaque titre à taux fixe. Plus la duration est longue, plus le risque de taux est élevé. Les fonds de gestion centralisée des liquidités sont les plus exposés au risque de taux d'intérêt.

171. C'est principalement par l'intermédiaire des fonds de gestion centralisée des liquidités que l'Organisation est exposée au risque de taux d'intérêt, les fonds administrant des instruments financiers porteurs d'intérêts, à savoir les placements, la trésorerie et les équivalents de trésorerie à taux fixe. À la date de clôture, les placements des fonds de gestion centralisée des liquidités comprenaient principalement des titres à échéance plutôt courte, la duration maximale étant de moins de cinq ans (trois ans en 2021). La duration moyenne des titres était de 0,77 année au 31 décembre 2022 (0,49 année en 2021), ce qui est considéré comme un indicateur de risque peu élevé.

172. L'analyse de la sensibilité des fonds de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt illustre la façon dont la juste valeur des fonds à la date de clôture des comptes évoluerait si le rendement global des placements variait en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Les placements étant comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat, la variation de la juste valeur correspond à l'augmentation ou à la diminution de l'excédent ou du déficit et de l'actif net. Le tableau ci-après illustre l'incidence de déplacements vers le haut ou vers le bas de la courbe des rendements pouvant aller jusqu'à 200 points de base (100 points de base = 1 %). Ces déplacements de points de base n'ont toutefois qu'une valeur indicative.

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2022

(En millions de dollars des États-Unis)

| | Déplacements de la courbe des rendements (points de base) | | | | | | | | |
|---|---|--------|-------|-------|---|---------|---------|----------|----------|
| | -200 | -150 | -100 | -50 | 0 | +50 | +100 | +150 | +200 |
| Augmentation/(diminution) de la juste valeur | | | | | | | | | |
| Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités) | 168,98 | 126,73 | 84,48 | 42,24 | — | (42,23) | (84,46) | (126,69) | (168,91) |

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2021

(En millions de dollars des États-Unis)

| | Déplacements de la courbe des rendements (points de base) | | | | | | | | |
|---|---|-------|-------|-------|---|---------|---------|---------|----------|
| | -200 | -150 | -100 | -50 | 0 | +50 | +100 | +150 | +200 |
| Augmentation/(diminution) de la juste valeur | | | | | | | | | |
| Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités) | 113,63 | 85,22 | 56,81 | 28,40 | — | (28,40) | (56,80) | (85,19) | (113,58) |

Risque de marché

173. Le risque de marché correspond au risque que des fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours des valeurs, par exemple, aient une incidence sur les recettes de l'ONUDC ou sur la valeur de ses actifs et passifs financiers. La gestion des risques de marché consiste à gérer et à maîtriser l'exposition aux risques selon certains paramètres tout en optimisant la situation budgétaire de l'Office.

174. On entend par risque de change le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent au gré des variations des taux de change. L'ONUDC effectue des opérations dans des monnaies autres que la monnaie de fonctionnement et a des éléments d'actif et de passif également dans d'autres monnaies, ce qui l'expose au risque de change.

175. Les actifs et les passifs financiers de l'ONUDC sont pour l'essentiel libellés en dollars des États-Unis. Les actifs détenus dans d'autres monnaies correspondent principalement à des contributions volontaires, ainsi qu'à des éléments de trésorerie, des équivalents de trésorerie et des créances devant servir à régler les dépenses locales de fonctionnement dans la monnaie locale. L'ONUDC conserve un minimum d'avoirs en monnaie locale et, chaque fois que possible, utilise des comptes bancaires en dollars des États-Unis.

176. Le risque de change concerne principalement la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus dans les fonds de gestion centralisée des liquidités, ainsi que les contributions volontaires. À la date de clôture, les soldes des actifs détenus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis étaient principalement libellés en euros, en pesos colombiens, en couronnes norvégiennes et en livres sterling ainsi qu'en 42 autres monnaies, avec des soldes divers.

Exposition au risque de change au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Dollar des États-Unis</i> | <i>Euro</i> | <i>Peso colombien</i> | <i>Couronne norvégienne</i> | <i>Livre sterling</i> | <i>Autres dettes</i> | <i>Total</i> |
|---|------------------------------|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------|
| Placements à court terme | 548 227 | — | — | — | — | — | 548 227 |
| Placements à long terme | 265 473 | — | — | — | — | — | 265 473 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie : fonds de gestion centralisée des liquidités | 136 646 | — | — | — | — | — | 136 646 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie : divers | — | — | 11 | — | — | 17 | 28 |
| Total partiel (fonds de gestion centralisée des liquidités et autres avoirs) | 950 346 | — | 11 | — | — | 17 | 950 374 |
| Contributions volontaires à recevoir | 115 159 | 112 640 | 20 561 | 18 145 | 13 541 | 23 721 | 303 767 |
| Créances diverses | 21 376 | — | 35 | — | 606 | 620 | 22 637 |
| Total | 1 086 881 | 112 640 | 20 607 | 18 145 | 14 147 | 24 358 | 1 276 778 |

177. Toute variation, à la hausse ou à la baisse, du taux de change de l'euro au 31 décembre 2022 aurait eu une incidence sur les créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie (divers) en devises et entraîné une fluctuation de l'actif net et de l'excédent ou du déficit dans les proportions indiquées dans le tableau ci-dessous. Cette analyse se fonde sur les fluctuations monétaires auxquelles on

pouvait raisonnablement s'attendre à la date de clôture. Il est supposé que toutes les autres variables, notamment les taux d'intérêt, restent constantes.

Analyse de sensibilité aux taux de change au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Actif net et excédent ou déficit</i> | |
|--|---|---------------------|
| | <i>Appréciation</i> | <i>Dépréciation</i> |
| Euro (variation de 10 %) | 11 264 | (11 264) |
| Peso colombien (variation de 10 %) | 2 061 | (2 061) |
| Couronne norvégienne (variation de 10 %) | 1 815 | (1 815) |
| Livre sterling (variation de 10 %) | 1 415 | (1 415) |
| Autres (variation de 10 %) | 2 436 | (2 436) |

Autres risques de prix

178. L'ONUDC n'est exposé à aucun autre risque de prix significatif qui serait lié aux achats prévus de certains biens utilisés couramment dans le cadre de ses opérations. Toute variation du prix de ces biens n'aurait donc qu'une incidence négligeable sur ses flux de trésorerie.

179. Les fonds de gestion centralisée des liquidités ne sont pas exposés à d'autres risques de prix significatifs, car ils n'empruntent pas de titres, n'en vendent pas à découvert et n'en achètent pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Classification comptable et fiabilité de l'estimation de la juste valeur

180. La trésorerie, les équivalents de trésorerie, les dépôts à terme relevant des fonds de gestion centralisée des liquidités, les créances et les dettes étant par nature des éléments à court terme, on considère que la valeur comptable équivaut à la juste valeur. Pour les placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat, la valeur comptable équivaut à la juste valeur ; il s'agit principalement d'actifs relevant des fonds de gestion centralisée des liquidités.

181. Tous les placements sont comptabilisés à leur juste valeur avec contrepartie en résultat. La valeur nominale de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est une approximation de leur juste valeur.

182. Les différents niveaux de fiabilité sont définis comme suit :

- a) Niveau 1 : cours sur des marchés actifs, non corrigés, d'actifs ou de passifs identiques ;
- b) Niveau 2 : éléments d'évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1, qui sont obtenus soit directement (cours) soit indirectement (dérivés de cours) pour l'actif et le passif considéré ;
- c) Niveau 3 : éléments d'évaluation de l'actif ou du passif considéré ne reposant pas sur des données de marché observables (éléments non attestés).

183. La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur les cours de marché à la date de clôture et déterminée par le dépositaire indépendant sur la base d'évaluations de titres obtenues auprès de tierces parties. Un marché est dit actif lorsque les cours sont communiqués rapidement par une bourse, un courtier ou une maison de courtage, une association professionnelle, un service de

cotation ou un organisme de réglementation et que ces cours sont déterminés par des opérations se produisant effectivement et régulièrement dans des conditions normales de concurrence. La valeur des actifs financiers composant les fonds de gestion centralisée des liquidités est calculée sur la base du cours acheteur.

184. La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est calculée au moyen de techniques d'évaluation consistant à tirer le meilleur parti des données de marché observables. Si toutes les données nécessaires pour calculer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2.

185. Le tableau ci-après présente, à la date de clôture, les justes valeurs des actifs détenus dans les fonds de gestion centralisée des liquidités, classées par niveau de fiabilité. Aucun actif financier n'était classé au niveau 3, il n'y avait pas de passif comptabilisé à la juste valeur et il n'a été procédé à aucun transfert significatif d'un niveau à un autre.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur des placements au 31 décembre : fonds de gestion centralisée des liquidités

(En milliers de dollars des États-Unis)

Fonds principal de gestion centralisée des liquidités

| | 31 décembre 2022 | | | 31 décembre 2021 | | |
|--|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| | Niveau 1 | Niveau 2 | Total | Niveau 1 | Niveau 2 | Total |
| Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat | | | | | | |
| Obligations émises par des entreprises | 65 200 | – | 65 200 | 29 997 | – | 29 997 |
| Obligations émises par des organismes d'État (hors États-Unis) | 1 974 662 | – | 1 974 662 | 1 595 405 | – | 1 595 405 |
| Obligations émises par des institutions supranationales | 789 587 | – | 789 587 | 812 539 | – | 812 539 |
| Bons du Trésor américain | 1 348 056 | – | 1 348 056 | 197 390 | – | 197 390 |
| Obligations souveraines (hors États-Unis) | 96 713 | – | 96 713 | 90 163 | – | 90 163 |
| Fonds principal – effets de commerce | – | 1 747 461 | 1 747 461 | – | 3 033 880 | 3 033 880 |
| Fonds principal – certificats de dépôt | – | 2 654 637 | 2 654 637 | – | 2 824 787 | 2 824 787 |
| Fonds principal – dépôts à terme | – | 1 430 000 | 1 430 000 | – | 1 910 000 | 1 910 000 |
| Total | 4 274 218 | 5 832 098 | 10 106 316 | 2 725 494 | 7 768 667 | 10 494 161 |

Note 22

Traitements, indemnités et prestations

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Coûts salariaux | 115 684 | 113 315 |
| Pensions, assurance et autres prestations | 34 887 | 34 205 |
| Total des traitements, indemnités et prestations (état II) | 150 571 | 147 520 |

186. La rémunération des fonctionnaires comprend les traitements, les indemnités et les prestations, par exemple l'indemnité de poste, la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie, le paiement des frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers, l'indemnité pour frais d'études, la prime d'affectation, les congés annuels et les versements à la cessation de service.

Note 23

Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Volontaires des Nations Unies | 8 015 | 6 631 |
| Consultants et vacataires | 37 855 | 36 154 |
| Autres | 32 925 | 30 756 |
| Total de la rémunération et des indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (état II) | 78 795 | 73 541 |

187. Les charges afférentes aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire correspondent aux services rémunérés au temps passé ou en fonction de l'exécution des produits escomptés et n'ouvrant pas droit aux prestations et indemnités auxquelles peuvent prétendre les fonctionnaires des Nations Unies.

Note 24

Subventions et autres transferts

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Subventions aux utilisateurs finals | 4 210 | 4 673 |
| Transferts aux partenaires d'exécution | 14 266 | 18 800 |
| Total (état II) | 18 476 | 23 473 |

188. Les charges au titre des transferts aux partenaires d'exécution ont trait à des activités afférentes aux programmes dont l'exécution est confiée par l'ONUDC à d'autres organismes. Le montant de 14,266 millions de dollars (contre 18,800 millions en 2021) correspond aux travaux effectués en 2022 et a été calculé sur la base des rapports financiers certifiés communiqués par les partenaires d'exécution. En l'absence de rapports certifiés, l'ONUDC évalue les travaux effectués par référence à la durée de l'accord, en concertation avec les directeurs de programme concernés. Les avances à rembourser (c'est-à-dire les sommes allouées à des partenaires d'exécution, mais inutilisées au 31 décembre 2022) apparaissent dans l'état I au titre des transferts anticipés (voir note 8 pour plus de détails). Sur les 18,476 millions de dollars alloués à des partenaires d'exécution, 2,784 millions (contre 8,797 millions en 2021) correspondent à des fonds octroyés à des coopératives agricoles dans le cadre des programmes de développement de moyens de subsistance alternatifs en Colombie.

Note 25**Fournitures et consommables**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Carburants et lubrifiants | 473 | 453 |
| Rations | 240 | 39 |
| Pièces de rechange | 364 | 773 |
| Consommables | 4 238 | 4 850 |
| Total des fournitures et consommables (état II) | 5 315 | 6 115 |

Note 26**Voyages**

189. En raison de la suppression, au niveau mondial, des restrictions imposées aux déplacements du personnel dans le cadre de la pandémie de COVID-19, ainsi que de l'envolée des tarifs des billets d'avion, les frais de voyage ont augmenté pour s'établir à 47,359 millions de dollars (contre 21,038 millions de dollars en 2021).

Note 27**Frais de fonctionnement divers**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Services contractuels | 58 574 | 46 491 |
| Acquisition de biens | 11 262 | 15 239 |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles | 809 | 1 436 |
| Location de bureaux et de locaux | 7 260 | 6 519 |
| Location de matériel | 265 | 216 |
| Charge de créances douteuses | 2 227 | 9 203 |
| Pertes de change nettes | 9 185 | — |
| Contributions en nature | 1 515 | 1 399 |
| Autres frais de fonctionnement | 13 176 | 3 555 |
| Total des frais de fonctionnement divers (état II) | 104 273 | 84 058 |

190. Les services contractuels relevant des frais de fonctionnement divers correspondent à des services fournis par des personnes ou des organismes. Sur le montant total de 58,574 millions de dollars, 25,826 millions de dollars (contre 14,733 millions de dollars en 2021) ont trait à divers services contractuels relatifs à l'organisation de réunions, d'ateliers et de voyages, une nette augmentation par rapport à l'année précédente qui s'explique par la suppression des restrictions imposées au niveau mondial aux voyages et réunions en raison de la pandémie de COVID-19, et 10,740 millions de dollars (contre 11,261 millions de dollars en 2021) ont trait à des services informatiques et à des services de communication.

191. Les acquisitions de biens concernent principalement des articles de faible valeur destinés à être utilisés par l'ONUDC et les bénéficiaires finals dans le cadre de l'exécution des programmes.

192. Le montant de la charge de créances douteuses (2,227 millions de dollars) s'explique par la comptabilisation en pertes de contributions annoncées mais non reçues et de créances diverses pour 10,749 millions de dollars (contre 3,292 millions de dollars en 2021), une augmentation de la provision pour créances douteuses de 8,522 millions de dollars (contre 5,889 millions de dollars en 2021). Les montants des contributions annoncées mais non reçues qui ont été comptabilisés en pertes sont répartis comme suit : 9,601 millions de dollars dus par le Panama, 0,668 million de dollars par l'Allemagne, 0,381 million de dollars par les États-Unis d'Amérique, 0,031 million de dollars par la Belgique, 0,030 million par la Colombie et 0,022 million de dollars par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le montant des créances diverses comptabilisées en pertes s'établit à 0,016 million de dollars.

193. Les autres frais de fonctionnement comprennent 11,285 millions de dollars de dons ou de transferts d'actifs (contre 1,593 million de dollars en 2021).

Note 28

Charges diverses

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Versements à titre gracieux et demandes d'indemnisation | 19 | 100 |
| Charges diverses ou accessoires | 30 | 18 |
| Total des charges diverses (état II) | 49 | 118 |

Note 29

Parties liées

Principaux dirigeants

194. Par principaux dirigeants, on entend les fonctionnaires qui peuvent exercer une influence importante sur les décisions financières et opérationnelles de l'entité. Les principaux dirigeants de l'ONUDC, à savoir la Directrice exécutive, les Directeurs des quatre divisions de l'Office et la Directrice de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, ont pour mandat de planifier, de diriger et de contrôler les activités de l'Office. Aucun membre de la famille proche des principaux dirigeants n'a été employé à un poste de direction par l'entité. Les principaux dirigeants sont rémunérés comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Traitement et indemnité de poste | 1 068 | 1 124 |
| Autres avantages monétaires | 435 | 445 |
| Rémunération totale pour la période considérée | 1 503 | 1 569 |

195. Les principaux dirigeants ont droit à des prestations après la cessation de service au même titre que les autres fonctionnaires. Exception faite des engagements au titre des prestations de retraite à verser par la Caisse des pensions, il est impossible d'évaluer de façon fiable le montant des engagements au titre des autres prestations

dues après le départ à la retraite, car les données actuarielles relatives à ces prestations sont présentées au niveau des entités.

196. Parmi les autres avantages monétaires, citons le congé dans les foyers, l'allocation-logement, les pensions et l'assurance maladie.

197. Les principaux dirigeants ne détiennent aucune autre forme de participation dans l'Office et, en 2022, ils n'ont reçu aucun prêt qui n'était pas largement mis à la disposition de personnes qui n'étaient pas des dirigeants ni aucun prêt dont la mise à disposition n'était pas largement connue du public.

Note 30

Contrats de location et engagements

Contrats de location simple

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Échéance inférieure à un an | 554 | 754 |
| Échéance de un à cinq ans | 147 | 462 |
| Total des engagements minimaux au titre des contrats de location simple | 701 | 1 216 |

198. Le montant total des engagements minimaux au titre des contrats de location simple est de 0,701 million de dollars en 2022 (1,216 million de dollars en 2021) et correspond à la partie non résiliable des contrats conclus au titre de divers bureaux extérieurs de l'ONUDC. Cette diminution est due à l'expiration de certains contrats conclus au titre de bureaux extérieurs. Au 31 décembre 2022, l'ONUDC n'était lié par aucun contrat de location-financement.

Engagements contractuels

199. À la date de clôture, les montants des engagements au titre des immobilisations corporelles et incorporelles et des biens et services pour lesquels un marché avait été passé mais n'avait pas été exécuté s'élevaient à 55,598 millions de dollars (contre 58,169 millions de dollars en 2021), la diminution s'expliquant par le léger ralentissement prévu des activités opérationnelles dans tous les bureaux extérieurs et au siège.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 31 décembre 2022 | 31 décembre 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Immobilisations corporelles | 2 949 | 1 874 |
| Biens et services | 52 649 | 56 295 |
| Total des engagements contractuels en cours | 55 598 | 58 169 |

Note 31

Passifs éventuels et actifs éventuels

200. On parle de passif éventuel lorsqu'il existe d'importantes incertitudes quant à plusieurs aspects relatifs à un engagement. Au 31 décembre 2022, trois demandes d'indemnisation ayant trait à un conflit du travail dans un bureau de pays étaient en attente de règlement. Compte tenu des privilèges et immunités dont jouit l'ONU devant les tribunaux nationaux, l'administration estime que les décisions qui seront prises ne nuiront pas aux intérêts de l'Office. Ce dernier suit la question de près et il sera rendu compte de tout changement selon qu'il conviendra.

201. Par ailleurs, au 31 décembre 2022, des requêtes relatives à des contentieux d'ordre administratif avaient été introduites par des membres anciens et actuels du personnel, pour lesquelles il avait été déterminé qu'il était plus que possible que les plaignants aient gain de cause. Au 31 décembre 2022, le montant des passifs éventuels relatifs à ces affaires était estimé entre 1 million et 1,5 million de dollars.

Note 32

Événements postérieurs à la date de clôture

202. La date de clôture des comptes du présent exercice est le 31 décembre 2022, et la Directrice exécutive de l'ONUDC a autorisé la publication de ces états financiers le 31 mars 2023, date à laquelle ils ont également été présentés au Comité des commissaires aux comptes. Toutes les informations utiles à l'établissement des états financiers ont été prises en considération dans le présent document. Il ne s'est produit entre la date de clôture et celle à laquelle la publication des états financiers a été autorisée aucun événement susceptible d'avoir une incidence significative sur ces états.

